

هكزاس الثعل

Supplément Radio-Télévision

Le Monde



15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14486 - 6 F

DIMANCHE 25 - LUNDI 26 AOÛT 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

L'escalade yougoslave

La crise yougoslave n'est-elle pas en train de se transformer en une véritable guerre civile - serbo-croate en premier lieu, mais pas seulement - qui risque d'ensanganter une région qui a déjà payé son tribut à l'Histoire? Les appels à la mobilisation de part et d'autre, l'extension des zones de conflit au profit des autonomistes serbes, la multiplication des combats, l'émergence de dizaines de «chefs de guerre» qui peuvent se transformer, l'odeur de la poudre aidant, en autant de «Rambo» axés et sanguinaires, le fossé de plus en plus profond séparant les deux communautés dans les villages, voire dans les familles : tous les éléments semblent réunis pour que le conflit, pour l'instant localisé et intermittent, se transforme en un affrontement généralisé et sans trêve.

Vendredi 23 août, la Croatie a décidé de jouer son va-tout : annoncer un «changement de stratégie», le premier ministre croate, M. Franjo Greguric, a appelé la population à se préparer et à s'organiser en vue d'une guerre totale. Au même moment, à Belgrade, la commission présidentielle chargée d'établir le cessez-le-feu menaçait de démissionner en dénonçant l'escalade de la guerre.

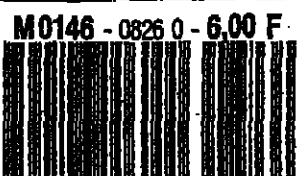
DEPUIS son entrée en scène, le 7 août, le cessez-le-feu a été violé des centaines de fois, entraînant la mort de soixante-dix personnes. A combien se monterait ce bilan si les affrontements en Croatie se répétaient dans d'autres parties du pays - Bosnie-Herzégovine ou Kosovo, - tout aussi menaçantes d'explosion?

Aujourd'hui, personne ne semble plus en mesure de contrôler cette montée aux extrêmes. Eglises, intellectuels, dirigeants politiques, dont le rôle aurait été de calmer les esprits, souffrent au contraire sur les bras. Mardi, sous le coup de l'émotion provoquée par le putsch de Moscou, la présidence collégiale avait bien ébauché un compromis politique qui, pour la première fois, évoquait le droit d'autodétermination des peuples. Mais dans le lendemain l'accord était dénoncé.

FACE à cette fanatisme croissant, la communauté internationale est pour le moment bien désarmée. Les efforts des Douze pour aboutir à la conclusion des accords de Brioni, et pour les faire respecter, paraissent aussi méritoires que dérisoires. Vendredi encore, le président croate demandait au chancelier Kohl de réfléchir aux mesures que la Communauté européenne, «l'Allemagne en particulier», pourrait prendre «pour protéger la République de Croatie». Mais comment collaborer avec des responsables politiques qui ont une pratique tout à fait personnelle de la démocratie et n'attendent même pas que l'ancrage d'un accord soit scellé pour exhorter leurs troupes au combat?

Les missions de bons offices ayant montré leurs limites, il s'agit maintenant d'engager le recours à une diplomatie plus «musclée». Pour l'instant, si l'internationalisation du conflit est réclamée par les Croates, elle est rejetée par les Serbes. Mais la fin de l'empire soviétique et la redéfinition des frontières qui devrait s'ensuivre auront forcément des répercussions sur une Fédération yougoslave en ruine, à la recherche d'un modèle.

Lire nos informations page 18

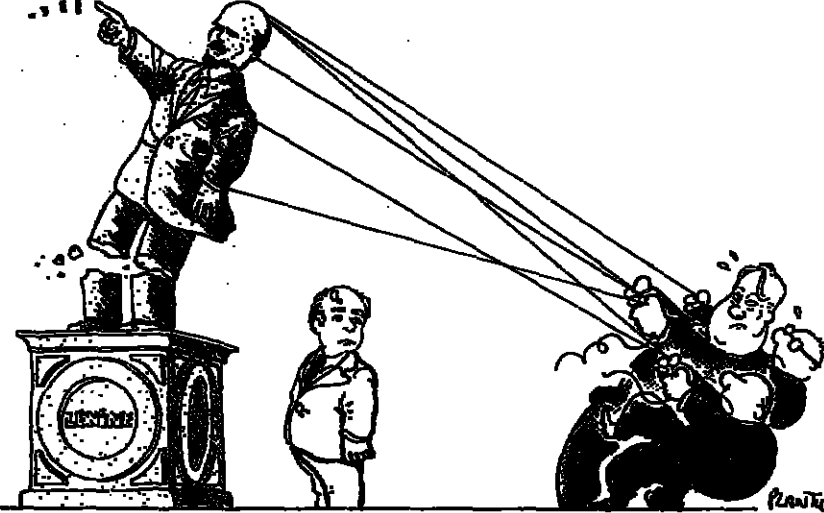


Les bouleversements en Union soviétique après l'échec du coup d'Etat

Les activités du PC interdites dans plusieurs Républiques L'autorité de M. Gorbatchev sérieusement ébranlée

M. Mikhaïl Gorbatchev a assisté, samedi matin 24 août, à Moscou, aux funérailles des trois victimes du coup d'Etat manqué, qui ont été faites «héros de l'Union soviétique». Devant une foule de plusieurs centaines de milliers de personnes réunies sur la place du Manège, sous les murs du Kremlin, le président de l'URSS a déclaré que les hommes qui avaient tenté de s'emparer du pouvoir ne bénéficieraient d'aucune grâce.

La veille, les nouveaux rapports de forces politiques qui s'établissent en Union soviétique étaient clairement apparus lors de la séance du Parlement de Russie, au cours de laquelle M. Boris Eltsine et les députés russes avaient sérieusement ébranlé, parfois même raillé, M. Gorbatchev, qui continue à défendre un Parti communiste dont les activités ont déjà été interdites dans plusieurs Républiques.



Sauve-qui-peut général

Voici le premier article de Jan Krauze, nouveau correspondant du Monde à Moscou

MOSCOU

de notre correspondant

Cette fois, c'est la fin, et seul Mikhaïl Gorbatchev, désespéré et publiquement humilié, ne semble pas encore s'en rendre compte : le Parti, «son» Parti est à l'agonie. Dans un sauve-qui-peut général, les représentants de ce qui fut la plus formidable organisation de masse de l'Histoire ont encore tenté, vendredi 23 août, de sauver ce qui ne pouvait plus l'être, et leurs tentatives ont piteusement échoué. La «Commission de contrôle», l'organe disciplinaire du Parti, s'est dépeçée d'écarter des rangs du PCUS les auteurs du putsch raté.

L'orgueilleuse Pravda s'est furtivement débarrassée vendredi matin de la raison d'être qu'elle revendiquait depuis des décennies : «Organe du Comité central du PCUS». Trop tard : dans l'après-midi, un décret de Boris Eltsine, signé sous les yeux d'un Mikhaïl Gorbatchev éberlué, «suspendait» sine die les activités de ce que la Constitution soviétique désignait encore tout récemment comme la force dirigeante de l'Etat, et samedi, la Pravda ne paraissait pas, condamnée à payer, avec d'au-

tres journaux, le prix de son soutien au coup de force.

A Moscou, le bâtiment du Comité central perdait jusqu'à son drapeau, remplacé par une bannière aux couleurs blanc, bleu, rouge de la Russie. Et le KGB, à peine déboulonné la statue de son père fondateur, Félix Dzerjinski, perdait aussi sa mission, celle d'être le «glorieux et bouclier» du Parti.

JAN KRAUZE

Lire la suite page 3

Crépuscule du communisme

par Daniel Vernet

La fin du communisme, ce n'est pas d'abord la mort d'une idéologie. Jusqu'à l'éclosion de la glasnost, la vulgate marxiste-léniniste remplissait certes l'espace intellectuel en l'absence de liberté de pensée, mais personne n'y croyait plus depuis longtemps. La fin du communisme, c'est surtout la disparition du parti qui s'en réclamait, de l'organisation qui, grâce à ses multi-

ples ramifications, étendait son contrôle sur toute la vie, publique et privée.

On n'en est pas encore tout à fait là en URSS, mais le processus qui, dans les anciens pays socialistes, a conduit à un quasi-effacement des partis communistes a été largement entamé, vendredi. En signant un décret, contesté par M. Mikhaïl Gorbatchev, qui suspend l'activité du PC russe (1), M. Boris Eltsine a sonné l'hallali.

En Lituanie et en Lettonie, le Parti communiste a été déclaré illégal ou interdit; à Riga, son siège a été dévasté. Dans tous les pays baltes, les statues de Lénine tombent.

Dans d'autres Républiques, les dirigeants démissionnent pour protester contre l'attitude de la direction communiste lors du putsch ou pour essayer de se refaire une réputation après avoir flirté avec les comploteurs.

Lire la suite page 5

(1) Jusqu'en 1990, il existait un parti communiste dans chaque république, sauf en Russie, où le PC soviétique se confondait avec le PC russe. Une organisation républicaine a été alors créée, dominée par les conservateurs, pour faire contre-poids à la direction du PCUS où les partisans de M. Mikhaïl Gorbatchev étaient supposés être en majorité.

- Lire aussi**
- La réunion houleuse du Soviet suprême de Russie
 - Nominations et destitutions
 - La presse soviétique se libère
 - Les Baltes coupent les ponts avec le pouvoir central
 - Les Occidentaux accentuent leur soutien aux pays baltes
 - Washington : les Américains fascinés mais toujours inquiets...
 - Bonn demande davantage d'aide pour l'URSS à ses partenaires
 - Black-out à Pékino
 - Une chance pour la reprise économique?
 - La première autocritique du PCF
 - Le coup d'Etat vu par les télévisions occidentales
 - Les hommes de Moscou dans le supplément «Radio-Télévision», pages 16 et 31
- pages 3 à 7

L'Etat de droit

par André Fontaine

De l'empire des tsars, Coutine écrivait, il y a un siècle et demi, qu'il s'agissait d'une «monarchie absolue tempérée par l'assassinat» (1). De celui de Staline, on aurait pu dire qu'il s'agissait toujours d'une monarchie absolue, mais cette fois confortée par l'assassinat, puisqu'il faisait abattre, systématiquement, quiconque risquait de lui porter ombrage.

Après la mort du généralissime, bientôt suivie de l'exécution du grand maître de ses polices, Lavrenti Beria, et de l'adjoint de ce dernier, Abakoumov, l'habitude de tuer les opposants se perdit. Encore qu'aient tout de même été exécutés, au mépris des engagements les plus solennels, les chefs civil et militaire de la révolte hongroise de 1956, Imre Nagy et Pal Maleter.

L'année suivante, Khrouchtchev fut l'objet de ce qu'il appela lui-même un «complot du

groupe antiparti». Molotov, qui avait été le bras droit de Staline, le beau-frère de celui-ci, Kaganovitch, qui vient de mourir, Malenkov, ancien secrétaire particulier et successeur désigné du dictateur, et l'ancien ministre des affaires étrangères Chepilov avaient convaincu le présidium du comité central de mettre en minorité le bouillonnant Nikita.

Opération à tout bien prendre parfaitement légale, même si jusqu'alors jamais tentée, dans un pays où le détenteur ultime de la souveraineté est le Parti communiste, «avant-garde du prolétariat», au nom duquel il exerce la dictature.

Khrouchtchev était un rude luttteur. Loin de s'avouer vaincu, il convoqua le plénum du comité, où il avait fait entrer, après le vingtième congrès, nombre de ses partisans. Encore fallait-il les amener à pied d'œuvre. Sans le concours de l'armée rouge, qui mit ses avions à la

disposition des membres du comité central et fit manœuvrer ses blindés, à toutes fins utiles, autour du bâtiment où il siégeait, M. K. n'aurait peut-être pas gagné la partie.

Lire la suite page 4

(1) L'ouvrage classique du marquis de Custine, *La Russie en 1839*, a été récemment réédité en deux très beaux volumes chez Solin.

CHEZ LES PEINTRES

Jean-Pierre Pincemin, recommencer l'histoire

Nous poursuivons notre série avec une visite à Jean-Pierre Pincemin, qui délaisse l'abstraction géométrique pour les sujets sacrés, remonte le cours du temps.

Lire page 11
l'article de PHILIPPE DAGEN

UN TYPE BIEN

UN FILM DE LAURENT BENEGUI

JOHN ALAN BENNET
BRYAN OGDON
PAUL BILLYEY
DANIEL GELIN

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,90 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 780 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 190 PTA ; Espagne, 190 PTA ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,30 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

Voyage avec Colomb

CARACAS. — Lors de son séjour dans la capitale, David s'est étonné que les hommes y marchent sur la tête d'autres hommes. Il a aussi été choqué de voir que l'homme n'y respecte pas l'eau où il se uriner et déféquer. Mais d'autres choses lui ont plu, une boîte de nuit où sa façon de danser a fait l'admiration de tous, un cinéma où il s'est amusé à dialoguer avec le perroquet du film, une église où il a compris que le missionnaire mentait et que l'ethnologue disait vrai. David est un Yanomami logique. Chamane, détenteur d'un savoir sacré, il avait voulu ce voyage à Caracas pour tenter de comprendre le monde qui produisait ces autres hommes si curieux de son peuple. Jean a joué le jeu, l'a hébergé, a ouvert ses placards, lui a dit de prendre ce qu'il voulait et l'a promené en ville durant un mois. Qu'est-ce que David a bien pu raconter à son retour dans la forêt amazonienne, là où l'Orénoque prend sa source? Jean n'a pas encore la réponse. Quand nous nous sommes rencontrés, il s'apprêtait à partir rejoindre son collègue en chamanisme.

Jean Chiappino fait partie d'un club très fermé : les «yanomamistes». Surtout, insiste-t-il, écrire Yanomami et non Yanomani, comme bizarrement s'échangent à la fois dictionnaires et encyclopédies. Cette discrète société ne compte qu'une dizaine de membres de par le monde, parfois compliqués, souvent rivaux. Tous ont eu le privilège de pénétrer cette communauté indienne inviolée jusque dans les années 60, qui compte quelque dix-huit mille individus dispersés au sud du Venezuela et au nord du Brésil. Pour Chiappino, curieux médecin voyageur, ce fut à l'issue d'un long périple. Comme souvent, l'envie d'errance recèle un secret d'enfance. En l'occurrence, les contes indiens racontés au fin fond de la Creuse par une grand-mère née dans le sud de l'Argentine où son père était parti fonder une ville. C'est ainsi que le petit-fils se retrouva, au début des années 70, en train de descendre d'un car dans un coin perdu de l'Amazonie. Sans aucune attache, il avait décidé d'aller en solitaire à la rencontre des Suruis, des Indiens croisés en lisant *Tristes tropiques*, et sur lesquels Claude Lévi-Strauss n'avait pas réussi à mettre la main. Quand Jean les trouva enfin, ce fut pour assister, impuissant, à la mort de la moitié d'entre eux, décimés par une épidémie de tuberculose.

De cette mésaventure, il retiendra une leçon et une image. La leçon : « Il faut apprendre à rester, qu'il s'agisse de la ferme, du car, évidemment, le jeune médecin français «l'ouvrit», dénonça l'état d'abandon des Indiens, révéla la déposition de leurs terres et... se fit rapidement expulser du Brésil. L'image : « La forêt primaire, c'est comme le désert. Tu marches, c'est doux, rien ne te pique », Lévi-Strauss, qui pour l'instant le terrain n'a pas toujours séduit, a aussi succombé devant cet « univers monumental » qui semble « un nouveau monde planétaire ». Chiappino a donc appris à se taire, mais n'a pu se défaire de la forêt. Aujourd'hui chef de l'antenne vénézuélienne de l'ORSTOM, cet ethnologue de hasard et médecin d'aventure a réussi à se faire initier chamanisme chez les Yanomamis. Un savoir dont il ne fait pas étalage — se refusant même à donner le nom indien de David, — mais qui lui a permis de jeter des ponts entre système de santé moderne et médecine traditionnelle.

Non sans mal. Car les Yanomamis ont voulu voir à qui ils avaient affaire. Jean a donc été un jour empoisonné au curare : « J'étais malade comme un chien, je n'arrivais pas à vomir, mais j'ai refusé leur chamanisme et j'ai réussi à me faire une piqûre », puis une autre fois poursuivi par un Indien qui voulait le « fléchir ». « Le jeu, c'était de ne pas bouger et de réussir à éviter la flèche empoisonnée quand il la tirait, ça durait trois heures devant toute la tribu ». Sans parler évidemment des vols de caisses de sardines alors que l'avion ravitailleur ne passe que tous les cinq mois. Autant d'épreuves sous le regard tranquille des vieux chamanes qui se contentaient de commenter ses tentatives : « Le poussa à bout, pour voir. C'est banal, mais par moments tu les hais vraiment ! » Syndrome bien connu des anthropologues, où l'objet de curiosité devient sujet de détestation. Chiappino ne verse guère dans l'exotisme : « Les Yanomamis sont à la limite parce que ce sont les tout derniers «sauvages» découverts, parce qu'ils sont beaux avec leurs peintures corporelles, parce qu'ils se mettent des plumes dans le derrière. Mais la réalité, ce sont les pandémies, les garimpeiros et les missionnaires ».

PREMIÈRE épidémie mondiale, le paludisme continue de sévir en Amazonie. « Une croissance exponentielle », dit Jean. Notre principal ennemi, c'est le Plasmodium falciparum, le plus dangereux, le plus résistant. Il se modifie en fonction des traitements, la Nivaquine ne sert évidemment à rien, et il est mortel. L'extension de l'épidémie, véhiculée par des moustiques femelles silencieux, n'attendant que la nuit et dont la contamination se produit quand ils piquent l'homme, est accentuée par les incursions des garimpeiros, chercheurs d'or venus du Brésil et qui, de plus, ravagent l'équilibre écologique de la forêt. Enfin, les adeptes de New Tribes Mission, des fondamentalistes protestants venus des Etats-Unis, se livrent à une évangélisation féroce, dont l'assise est la négation des cultures indiennes. « C'est terrible, commente Chiappino. Ils sont bourrés aux as, ont des avions, utilisent des brevétaires inépuables, disent aux Indiens qu'il n'y a qu'une seule religion et que tous leurs maux viennent



Ci-contre : Indien Yanomami. L'idée est encore répandue dans l'administration qu'il faut civiliser les Indiens comme s'ils étaient simplement un vestige du passé...

Ci-dessous : « Cérémonie funéraire des peuples qui habitent aux environs du fleuve Orénoque ». Colomb découvrit le delta de ce « très grand fleuve » en 1498.

23. Le mamelon du paradis

par Edwy Plenel

du fait que leurs dieux sont des diables ».

Le Paradis de Colomb sera-t-il l'Enfer des Yanomamis? C'est en effet aux sources de l'Orénoque, découvertes seulement en 1951, que l'Amiral situa le Paradis terrestre alors qu'en 1498 il longeait la côte orientale du Venezuela, dans le golfe de Paria. Cinq siècles plus tard, il est tentant de se gausser. On aurait tort. Mieux que toute autre, cette histoire paradisiaque dévoile l'ambiguïté foncière de l'Amiral, homme de transition entre Moyen Âge et Temps modernes, à la fois prisonnier de connaissances bientôt périmées et tentant de s'en libérer par l'issue de secours de l'utopie. Dans le savoir commun du quinzième siècle, les Saintes Ecritures ne sauraient mentir : « terrestres », l'Eden d'où furent chassés Adam et Eve est forcément situé quelque part sur le globe. Et cet endroit ne saurait être qu'un sommet ayant échappé au Déluge, une éminence que l'immensité marine n'a jamais pu recouvrir.

OR Colomb remarque que plus il avance dans le golfe de Paria, plus l'eau de mer est douce. De plus, obligé d'emprunter pour entrer et sortir du golfe les étroits passages séparant Trinidad du continent, qu'il nommera Bouches du serpent et Bouches du dragon, il est confronté à des « hautes lames », à des « flux de courants » accompagnés de « mugissements puissants » qui proviennent de « la lutte entre l'eau douce et l'eau salée ». Enfin, certains de ses marins qu'il envoie en reconnaissance découvrir le delta d'un « très grand fleuve », l'Orénoque. Son raisonnement est dès lors imparfait. S'il y a un grand fleuve et de forts courants, c'est qu'il y a une montagne où il prend sa source et que son cours dévale. Donc, puisque l'Orénoque « coule » dans le delta, qu'il envoie en reconnaissance découvrir le delta d'un « très grand fleuve », l'Orénoque. Son raisonnement est dès lors imparfait. S'il y a un grand fleuve et de forts courants, c'est qu'il y a une montagne où il prend sa source et que son cours dévale. Donc, puisque l'Orénoque « coule » dans le delta, qu'il envoie en reconnaissance découvrir le delta d'un « très grand fleuve », l'Orénoque.

Et, pour notre plaisir, le navigateur se fait poète, décrivant la Terre comme « une pelote ronde » sur laquelle serait posé « un téton de femme » — le Paradis! « Le monde, écrit-il, n'est pas rond de la manière qu'on le décrit, mais de la forme d'une poire qui serait toute très ronde, sauf à l'endroit où se trouve la queue qui est le point le plus élevé (...). Le Paradis terrestre est sur ce sommet, figure le mamelon de la poire, où l'on s'élève, peu à peu, par une pente prise de

très loin ». Il fallait attendre ce troisième voyage du navigateur pour découvrir le secret de son aventure : Colomb a découvert l'Amérique parce qu'il croyait ferme au Paradis. S'il n'avait pas été ce rêveur, il n'aurait pu débusquer le Nouveau des ténébreux. L'Amiral est une figure de l'Utopie, de cette insatisfaction permanente qui, pour le meilleur et pour le pire, conduit l'homme à rechercher le manque et l'absence. Plus l'Amiral vieillit, plus cette dimension émerge, reléguant l'envie du butin derrière celle du miracle, magnifiant cette quête d'une enclave naturelle ayant échappé à la chute.

Mieux que tout autre, le philosophe allemand Ernst Bloch comprit ce ressort intime. Dans son splendide voyage chez les rêveurs du « principe espérance », il fait de Colomb un delta de l'Orénoque, une figure symbolique. « C'est la foi en l'existence du Paradis terrestre, et elle seule, écrit-il, qui a finalement enflammé l'explorateur, le poussant à risquer le voyage vers l'ouest en pleine connaissance de cause (...). Cela seul lui donne la force de rompre l'emboîtement exercé par l'Occident (...). Que ce fussent ensuite non pas des dieux blancs mais bien des criminels comme Cortés et Pizarro qui pénétrèrent dans le continent, que le Paradis terrestre ne fut pas un fait mais un problème de latence et d'espérance, tout cela ne prive l'intention de Colomb ni de sa force ni de sa grandeur ». D'autant plus que l'Amiral de 1498 se démarque des conquérants uniquement soucieux du « temporel ». Longue plainte, ressassement d'injustices et de récriminations, sa lettre aux rois sur ce troisième voyage s'en prend aux « médisances » de ceux qui ont combattu son « excellente entreprise » et dont il souligne l'argumentation basement matérielle : « Ils ne savent rien alléguer pour médire de cette entreprise, si ce n'est qu'on y dépense beaucoup et qu'on n'a pas renvoyé aussitôt les navires chargés d'or ». Mais le Paradis ne vaut-il pas tout l'or du monde?

LE Venezuela d'aujourd'hui a les yeux tournés vers le Paradis de Colomb. « Nous sommes encore un pays de conquête, un pays qui n'a pas achevé son expansion sur tout son territoire », Directeur des affaires indiennes, Maria Luisa Allais tente de marier l'eau et le feu, Ebriété par la crise pétrolière, l'Etat vénézuélien souhaite



logiquement diversifier ses sources de revenus. Or, pétrole, diamant, bauxite, fer, argent... le sous-sol du pays est une immense promesse. Mais, le plus souvent, ces richesses sont sous les terres habitées par les quelque vingt-cinq peuples indiens. Ceux-ci ne représentent que 1 % de la population, dispersés sur un territoire immense, tandis que plus de 80 % des habitants du pays sont citadins, majoritairement regroupés dans les villes de l'étriquet bande côtière caribbe. Comment préserver les communautés indiennes sans entraver le redressement économique du pays? « Les Indiens occupent des zones dont l'écosystème est extrêmement fragile et dont il a été prouvé que seul leur mode de vie, de cueillette et de chasse, était compatible avec sa survie. Si on y touche, et le Brésil ne cesse de le montrer, on ne retrouvera plus qu'un désert de terre rouge. C'est notre poumon ».

A la différence de son voisin du Sud, le Venezuela tente de donner l'exemple. Récemment, le gouvernement a décidé de créer de vastes parcs écologiques, protégés par la loi. « On se demande cependant si le discours officiel ne cache pas d'autres intérêts », commente Maria Luisa. L'idée est encore répandue dans l'administration qu'il faut civiliser les Indiens, les intégrer comme s'ils étaient simplement un vestige du passé. Les Indiens doivent évidemment évoluer, ils ne peuvent pas rester dans une enclave muséifiée, mais il faut qu'ils décident eux-mêmes, qu'ils soient maîtres de leur avenir. « Notre problème le plus urgent, ce sont les villes ». En 1989, les barrios qui entourent Caracas ont pris d'assaut la ville-lumière. L'armée a tiré, des charniers ont été découverts, le bilan officiel fut de trois cents morts, certains disent mille.

Curieux pays qui, à l'avenir, pourrait surprendre. Parce qu'il est potentiellement riche, le Venezuela se sent de taille à devenir une puissance régionale. Il reste marqué par le rêve continental du Libertador Simon Bolivar, dont les cendres reposent au Panthéon de Caracas. L'actuel président, Carlos Andres Perez, est sans doute le plus international des chefs d'Etat latino-américains, n'hésitant pas par exemple à intervenir directement dans la crise haï-

tienne. Ville monstre, traversée d'autoroutes, étalée dans une vallée encaissée, mêlant l'opulence de jeunes cadres inséparables de leurs téléphones portatifs dernier cri et la misère des marchands à la survie proposée aux carrefours un attirail de coiffe-volants, de briquets, de plumeaux et de scies, Caracas brasse l'ambition et le désespoir. « Nous avons attendu trop longtemps. Quand la Banque mondiale est venue proposer ses solutions drastiques, nous ne pouvions rien objecter. C'est la médecine qu'on donne à un mourant : il n'a pas le choix ».

FILLE unique de l'ancien président Romulo Betancourt, directrice de la Bibliothèque nationale, l'une des plus modernes du continent, Virginia Betancourt incarne l'ambition vénézuélienne dans une hispanité conquérante qu'elle oppose à la culture nord-américaine. « Ici, nous sommes ouverts au monde. Il y a une unité ibéro-américaine qui réunit l'Amérique latine à l'Espagne, au Portugal, à Porto-Rico, à la République dominicaine. C'est toute la différence avec les gens de vos Antilles. Ils sont plus européens qu'américains. S'ils ne font pas d'efforts pour se rapprocher de nous, ils seront marginalisés ». C'est dans ce pays que le prosélytisme de l'Espagne à l'occasion du cinquième centenaire prend tout son sens. « L'Amérique latine a peu de choses en commun avec le tiers-monde », a déclaré Felipe Gonzalez à la revue ad hoc des festivités colombiennes, America 92. Un propos qui entre en résonance avec le rêve de la classe dirigeante vénézuélienne, qui s'imaginerait porteur d'une nouvelle Europe, d'une Europe latine montrant la voie au continent américain.

Encore faudrait-il, pour qu'advienne cette renaissance, que ce pays se libère de la gangrène qui le mine. Corruption : le mot est sur toutes les lèvres, dans tous les journaux. Et il se conjugue désormais avec celui de drogue. Le Venezuela est en effet devenu l'une des plates-formes privilégiées

du trafic colombien. Les spécialistes estiment que l'essentiel de l'approvisionnement européen passe maintenant par le golfe de Paria, la même où Colomb s'aventura. Paquets lancés de petits avions, bateaux venant des républicains, exfiltration par Trinidad. Plus l'argent des cartels colombiens a tendance à se mettre à l'abri dans ce pays compradore : immobilier, banques, achat d'haciendas, tout cela accompagné de complicités dans la haute administration.

L'argent, l'argent facile des paradis artificiels. Parce qu'il n'en ramenait pas assez, Colomb entrera en disgrâce. Un ultime voyage le conduira le long de l'isthme panaméen. Un voyage pathétique où, malade, diminué, illuminé, il côtoiera la mort. La mort, que les Yanomamis apprennent en brûlant le corps du défunt, puis en buvant ses cendres mélangées à de la purée de plantain. Ses biens sont détruits, son nom oublié.

« J'ai labouré la mer », aurait dit juste avant de s'étendre Bolivar, devant l'échec de la Grande Colombie qu'il avait si ardemment désirée : « Le héros de la mer est un héros de la mort », a écrit Bachelard. La mort, que l'argent évoque parfois, puissance éphémère, dormante et affolante, corruptrice et délectable. L'argent, dont Panama est ici le repaire, temple d'une nouvelle flûte.

Prochain article :
Un scandale à Panama
Retrouvez les épisodes de « Voyage avec Colomb » sur France-Culture, du lundi au samedi, à 18 h 15.

LES BOULEVARD

M. Mikhaïl

te qui peut
éral

Colomb

هناك اسرار كثيرة

LES BOULEVERSEMENTS EN UNION SOVIETIQUE

La réunion houleuse du Soviet suprême de Russie

M. Mikhaïl Gorbatchev dans la fosse aux lions

M. Gorbatchev dans la fosse aux lions. Le président de l'URSS ne s'attendait sans doute pas à l'accueil qui lui a été réservé, vendredi 23 août, par le Parlement de la Fédération de Russie (RSFSR), son président M. Boris Eltsine, et surtout par ses députés. Dans une atmosphère vibrante et parfois houleuse s'est produit - au vu et au su de centaines de millions de Soviétiques et d'étrangers, car la scène était télévisée en direct - un véritable « happening ». Un de ces moments dont est riche l'Histoire, qui se déroulent devant vous avec une implacable logique qui échappe souvent à ses acteurs. Et à la sortie de l'Assemblée, M. Gorbatchev s'est fait huer par un groupe de manifestants.

La réunion avait commencé normalement avec l'entrée de MM. Gorbatchev et Eltsine sous les applaudissements de l'assistance. On allait bien vite se rendre compte que ces applaudissements s'adressaient plus à Boris Nicolaïevitch qu'à Mikhaïl Sergueïevitch. Ce dernier, venu pour remercier ceux sans lesquels il serait peut-être encore prisonnier dans sa datcha de Crimée, s'est vu contraint de s'expliquer, de se justifier, de ratifier des décisions déjà prises par M. Eltsine, voire de se résigner à celles qui étaient délibérées devant lui, parfois sous les cris ou les quolibets des parlementaires. La télévision russe, qui filmait la scène, montrait l'orateur, encore officiellement le « numéro un » de toutes les Russes, tout au loin, sur une tribune qui se perdait dans les cintres, derrière l'estrade où trônait M. Eltsine.

« Je veux une nouvelle fois souligner le rôle exceptionnel joué pendant ces événements par le président de Russie, Boris Eltsine », a tout d'abord déclaré M. Gorbatchev sous un tonnerre d'applaudissements.

Interrompu ensuite dans ses propos par des députés qui disaient : « Ça on le sait déjà, nous voulons du concret », il a annoncé qu'il s'était mis d'accord avec M. Eltsine sur une procédure de remplacement automatique entre eux deux en cas d'empêchement.

« Aujourd'hui, nous avons adopté un principe : si l'un d'entre nous se trouve dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions, s'il est élu sous les braves, alors, l'autre prendra immédiatement ses fonctions. Aux termes de la Constitution, c'est le vice-président soviétique qui remplace le président en cas d'empêchement, procédure dont avait usé M. Ianev pour usurper le pouvoir lundi dernier.

Puis M. Gorbatchev confirma la liste de nouveaux ministres que M. Eltsine avait déjà rendue publique peu avant, devant la statue déboulonnée du fondateur de la Tcheka, l'ancêtre du KGB. Un choix qui, ajouta-t-il, avait été fait en accord avec le président russe et les dirigeants de huit autres Républiques. Plus tard, il précisera, nouveau signe qu'il était en position de faiblesse, que le prochain premier ministre devra provenir de la RSFSR, et que toutes les initiatives et tous les décrets pris par M. Eltsine seront validés a posteriori : « Je tiens une nouvelle fois à dire que les décisions du Parlement russe et de son président ont force de loi et seront confirmées par un décret de la présidence de l'URSS. D'ailleurs, ce décret est en cours de rédaction.

« Lisez-le maintenant ! »

Ses reproches aux membres du gouvernement, accusés de ne pas s'être suffisamment opposés au putsch, furent plus précis à l'encontre de M. Bessmertnykh, dont il déclara le limogeage : « J'ai reçu, sur l'attitude du ministre des Affaires étrangères (durant le coup d'Etat), des informations de différentes sources qui montrent qu'il s'est au moins livré à des manœuvres et n'a pas pris une position très claire (...). Alors, j'ai décidé de le libérer de ses fonctions.

Et d'ajouter : « Je pense qu'il serait correct que ce gouvernement tout entier démissionne. »

C'est alors que M. Eltsine bondit vers la tribune et lui demanda de lire le compte-rendu officiel du conseil des ministres du 19 août, jour du putsch - pour prouver la culpabilité d'un gouvernement que M. Gorbatchev avait lui-même choisi. « Je ne l'ai pas encore lu », tenta d'esquiver ce dernier. « Eh bien, lisez-le maintenant ! », répliqua M. Eltsine en lui fourrant le texte sous les yeux. Ce qu'il fut dit fait. A la suite de quoi M. Gorbatchev commenta : « Il ne saurait y avoir ni hésitation, ni pardon, les coupables seront punis, mais la loi doit être respectée et il ne faut pas de chasse aux sorcières.

L'interdiction du PC russe

Un argument qu'il utilisera plus tard quand l'insulte fut lancée par les participants contre le PC soviétique, dont M. Gorbatchev est également le secrétaire général. En effet, dans le feu des questions, un député demanda que l'on interdise purement et simplement le PCUS comme « organisation criminelle ». « Il y a des gens qui, se trouvant au sein de la direction et au secrétariat du comité central, n'ont même pas eu de courage (...). Ces gens doivent répondre de leur attitude. Mais déclarer criminels des millions d'ouvriers et de paysans, je ne serai jamais d'accord », tenta-t-il de répliquer. Un autre député - un vieux professeur sévère dont la tâche est « de former les générations futures » - affirma ensuite que si l'anticommunisme existait c'est qu'il y avait eu auparavant le communisme.

C'est alors que M. Eltsine intervint à nouveau pour une annonce surprise : il proposa, et fit voter par acclamations, un décret suspendant les activités du PC russe « dans l'attente de la détermination par la justice de son implication » dans le coup d'Etat manqué. D'ailleurs, le PCR « n'est toujours pas enregistré légalement ».

M. Gorbatchev, tendu, peu habitué à ces joutes oratoires, mal à l'aise face à une audience totalement acquise à M. Eltsine, tenta vigoureusement de s'opposer à cette mesure, avec tous les arguments encore à sa portée. « En dépit de tout le respect que je vous porte, Boris Nicolaïevitch, je dois vous le dire. Ce n'est pas tout le PC de Russie qui était impliqué dans le coup d'Etat et l'a soutenu (...). Si ce Soviet suprême, qui a fait tant pour la démocratie, soutient cette action de Boris Nicolaïevitch, il commettra une erreur (...).

« Ce serait une erreur d'interdire un parti. Vous devez être démocrates jusqu'au bout, et tous les véritables démocrates seront alors avec vous », ajouta-t-il, en appelant à la liberté d'expression. Ne venons pas « dans l'hystérie anticommuniste, car cela serait utilisé contre le peuple. Nous devons voir tout cela avec vous (...). Il est important que les forces démocratiques ne soient pas divisées (...). Le plus grand cadeau aux coupables, aux réactionnaires, à ceux qui veulent revenir au passé, c'est que les démocrates soient dispersés. »

Ultime argument avancé : cette décision devra être confirmée par le Parlement, et elle a peu de chances de l'être. Voire !

Mais c'était une bataille disproportionnée et M. Gorbatchev semblait dans les cordes, de même qu'il paraissait incapable de trouver le bon juste, les arguments qui portaient, se contentant souvent de réponses évasives, formalistes, face à des questions parfois brutales. On l'a même entendu plaider pour sa cause : « N'oubliez pas que vous avez un être humain en face de vous (...). Ma situation n'est pas si simple (...). Je vous dis ce que je pense, c'est tout. Qu'est-ce qu'il vous faut de plus ? »

Deux mondes semblaient se parler sans se comprendre, dialoguer sans s'écouter, comme si des années-lumière séparaient désormais la galaxie Gorbatchev de la galaxie Eltsine. C'est ainsi que le chef de l'Etat ne parut pas convaincre ce député qui, affirmant citer son ancien ami le président déchu du Soviet suprême de l'URSS

M. Loukianov, lui demanda s'il n'avait pas au moins été au courant du putsch, ajoutant ce commentaire acerbe : « Si le coup avait, vous restiez président, s'il réussissait, vous deveniez un héros. » Ou qu'il ne trouva à répondre, à celui qui lui assenait que « les événements ont montré que nous avons besoin de vous mais que vous avez besoin de nous », que cette platitude : « Nous avons besoin les uns des autres. »

Quand M. Eltsine annonça que « l'immuable du comité central du PCUS [avait] été placé sous scellés » à Moscou, son propre secrétaire général affirma qu'il avait autorisé cette mesure, après avoir appris que « quelque chose se passait dans le bâtiment et devait être stoppé. »

Tout cela avait duré une bonne heure et demie. Magnanime, M. Eltsine annonça que, dans une demi-heure, les dirigeants des neuf Républiques prêtes à signer le traité de l'Union allaient se réunir avec M. Gorbatchev et qu'il fallait lever la séance. « C'est la première fois que vous êtes venu ici », conclut-il, avant que les deux hommes se serrent la main. Sans doute un reproche pour n'être pas venu auparavant. La réunion s'acheva dans un mélange d'applaudissements, de quolibets et de gestes qui, c'est le moins que l'on puisse dire, ne témoignaient pas d'un profond respect envers l'homme dont les députés russes demandaient, deux jours auparavant, le retour à Moscou.

L'épreuve de M. Gorbatchev n'était pas terminée pour autant. En sortant du bâtiment du Soviet de Russie, il a été contraint de passer à travers un groupe de manifestants qui l'ont couronné le Dédicé. La Russie n'est plus dans l'URSS, le président de l'Union a publiquement reculé devant celui de la Russie, dont les partisans, enthousiastes, n'ont pas hésité à le contredire, voire à tenter de l'humilier.

P. de B.

Sauve-qui-peut général

Suite de la première page

Un Parti qui se désolait, tel un suspect, sous la seule et fragile protection de la justice et des militaires venus empêcher la foule de pénétrer dans les locaux du comité central placés sous scellés.

Doté d'un nouveau chef chargé, selon toute apparence, de la liquidation de l'organisation dans sa forme actuelle, le Comité pour la sécurité d'Etat subit à son tour le sort ignominieux de ses anciennes succursales en Europe de l'Est. Vendredi, des gardes appartenant à la branche « russe » de l'organisation possèdent le contrôle du bâtiment de la Loubianka et veillaient à empêcher que des documents ne disparaissent.

En début de soirée, le secrétaire du Parti pour la ville de Moscou, Iouri Prokofiev, apparaissait entre deux hommes qui le tenaient fermement par les bras, de toute évidence en état d'arrestation.

Dans les Républiques baltes, tandis qu'en ce jour anniversaire du pacte germano-soviétique les statues de Lénine tombaient comme des mouches, la dégringolade était encore plus rude. Le pur et dur chef du PC letton, Alfred Rubiks, qui jubilaient publiquement au lendemain du coup de force, démissionnait vendredi matin en toute hâte - trop tard pour échapper à l'arrestation. En Lituanie, les trois dirigeants du PC se réfugiaient dans des blindés de l'armée pour gagner les casernes de Vilnius. Dans cette République toujours en avance d'un cran au moins sur toutes les autres, le Parti n'est pas seulement suspendu mais carrément interdit ; ses bâtiments et ses dossiers livrés aux enquêteurs.

Il n'y a plus guère qu'en Azerbaïdjan que les hommes de l'ancien régime ont paru conserver vendredi quelques vestiges de leur puissance d'autant. La répression d'une manifestation a fait une cinquantaine de blessés dont dix sérieux. Mais l'Asie centrale elle-même n'échappe pas à la tempête. En Kirghizie, les autori-

tés locales ont « nationalisé » le bâtiment du Parti et, dans la foulée, le musée Lénine, tout en promettant une indemnisation.

Le coup décisif, le coup de grâce donné à ce parti moribond, c'est Boris Eltsine qui l'a assené vendredi, et il l'a fait comme en passant, comme si de rien n'était, au cours d'une extraordinaire séance télévisée du Parlement de Russie, qui a révélé à tous les Soviétiques

manifester bruyamment leur joie mais, pour Mikhaïl Gorbatchev, qui, jusque-là, semblait prêt à tout accepter, c'en est trop : il a comme un bref moment révisé, de sa signature, le décret de limogeage de Boris Nicolaïevitch.

Pendant qu'il s'écrit au milieu du brouhaha, « malgré tout le respect que je vous porte, je dois vous le dire... Interdire le Parti serait une erreur ». Sèchement, posément, en homme sûr, comme si de rien n'était, Boris Eltsine met alors les choses au point : il ne s'agit pas d'interdire mais de « suspendre » les activités du PC, le temps que soit élucidé son rôle dans le putsch. « Alors, ça va », se réjouit M. Gorbatchev, non sans une dernière tentative pour adoucir le sort qui attend un parti dont il est toujours le chef : « Soyez démocrates jusqu'au bout ! »

Le nouvel équilibre, ou plutôt le nouveau déséquilibre de pouvoir entre lui-même et Mikhaïl Gorbatchev.

Le président soviétique est à la tribune, et ça fait longtemps qu'il parle, qu'il est à la peine, répondant à des députés qui l'interpellent, poliment mais sans ménagement. Boris Eltsine l'interrompt, comme il l'a déjà fait à plusieurs reprises et, « pour détendre l'atmosphère », il fait savoir qu'il est présentement en train de signer un décret suspendant les activités du PC. Les députés, un peu interloqués, commencent à

« Deux vodkas, s'il vous plaît ! (La République, 24 août) »

« DUE VODKA, PLEASE. »

Jamais, sans doute, le contraste n'aurait été aussi patent entre le héros du jour et celui d'hier, entre l'homme fort et l'homme désormais faible. Toute honte bue, modestement, Mikhaïl Gorbatchev, ce président qui avait toujours paru éprouver la plus grande considération pour sa propre personne, s'efforçait de s'expliquer, de se justifier. Mais certaines admonestations faisaient de toute évidence mal. Une femme et jolies épaules le regarda droit dans les yeux et lui lance : « Mikhaïl Sergueïevitch, je vous le demande en tant que femme, faites preuve de décision... » Et, parfois, celui qui naguère faisait chavirer tout l'Occident, semblait presque en perdition, appelé à l'aide à un minimum d'indulgence : « N'oubliez pas que vous avez devant vous un être humain (...), ma situation n'est pas si simple (...), je vous dis ce que je pense, que vous ferez-vous de plus ? »

Déjà il avait dû, après avoir lu la longue liste de tous ceux en qui il avait une « totale confiance » et qui l'avaient pourtant trahi, entendre pour la forme des décisions déjà annoncées par Boris Eltsine : la nomination à la tête du KGB d'un homme que lui-même avait limogé

M. Eltsine : « Lisez la feuille ! »

Il y eut quelques moments presque pénibles, par exemple lorsque M. Gorbatchev s'embrouilla. Boris Eltsine l'interrompit de s'empêcher d'improviser : « Lisez la feuille que je vous ai donnée, lisez donc ! » Et quand M. Gorbatchev annonça que, désormais, lui-même et Boris Eltsine étaient convenus de se remplacer mutuellement en cas d'empêchement forcé de l'un ou de l'autre, on eut surtout l'impression que le président s'accrochait à une bouée de sauvetage.

Pourtant le nouveau « patron » évita que les bornes ne fussent franchies, que l'homme qui apparaît désormais comme son protégé ne perde complètement la face. Grand seigneur, après avoir suffisamment marqué sa prééminence et annoncé que la mise à la question de M. Gorbatchev avait assez duré, il le fit applaudir par les députés et le raccompagna en lui passant un bras autour de l'épaule.

La foule, qui attendait à l'extérieur, fut moins généreuse : M. Gorbatchev sortit sous les huées tandis qu'on tambourinait sur sa voiture. L'homme qui, la veille encore, assurait « contrôler la situation » ne contrôla plus grand-chose. S'il lutte encore, c'est sans doute pour sauver autant que faire se peut les apparences d'un pouvoir du moins d'une fonction, d'une dignité. C'est bien un homme d'une autre époque, celle où le Parti était invincible et éternel. Aujourd'hui ce Parti est à terre, renversé d'une simple picquette, au lendemain d'un médiocre coup de force, et on imagine mal que Mikhaïl Gorbatchev puisse lui survivre bien longtemps.

La mort du PCUS ne signifie nullement la résurrection de la Russie ou de ce qu'on appelait l'URSS. Mais, au moins, la première condition d'une renaissance s'est-elle enfin remplie.

JAN KRAUZE

Le patriarche Alexis II : « Le coup d'Etat ne pouvait réussir... »

Après quarante-huit heures de silence, le patriarche de Moscou et de toutes les Russes, Alexis II, a salué, vendredi 23 août, la faillite du coup d'Etat. « Le coup d'Etat ne pouvait réussir pour la bonne et simple raison qu'il a commencé, tel un outrage envers toutes les choses sacrées de notre mère patrie, en un jour où notre Eglise célèbre le jour

de la transformation du Seigneur », affirme le patriarche dans un message « à la hiérarchie, au clergé et aux croyants de l'Eglise orthodoxe russe ». Ce jour marque « l'événement de la fin de dizaines d'années de guerre civile dans notre société, qui a tant souffert des fosses idéologiques (...). L'idéologie communiste ne sera jamais plus une idéologie d'Etat en Russie ». - (AFP.)

paix juste et durable dans la région.

Rectificatif. - C'est par erreur que nous avons écrit dans le Monde daté du 24 août que M. Loukianov avait été l'hôte à dîner de l'Elysée, le 17 avril, jour de la réception de M. Eltsine en tant que président de la République. Il reste qu'il avait été mieux traité que M. Eltsine.

Le Monde EDITIONS

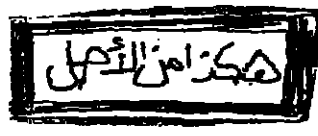
L'ISLAM DANS LE MONDE

Dossier présenté et établi par Paul Balta

L'Islam fascine et inquiète. Ce nouveau dossier apporte des éléments de réponse sur l'intégrisme et le fondamentalisme, les enjeux en France, en Chine, en URSS, dans le Golfe ou au Maghreb, les contradictions et les acquis de l'Islam dans l'ensemble du monde.

Indispensable pour comprendre le présent.

EN VENTE EN LIBRAIRIE



LES BOULEVERSEMENTS EN UNION SOVIÉTIQUE

Les nominations à la tête du gouvernement et de l'armée

M. Vadim Bakatine : une «bête noire» des conservateurs va diriger le KGB

Avec M. Vadim Bakatine, c'est une «bête noire» des conservateurs qui se voit confier le contrôle - voire le démantèlement, si les événements continuent à s'accroître - du KGB, ce pilier de l'Etat soviétique dont le père spirituel, Félix Dzerjinski doit retourner dans sa tombe depuis que les Moscovites ont eu l'impudence, jeudi soir, d'abattre sa statue qui constituait une véritable injure à toutes les victimes du totalitarisme soviétique, et qui s'élevait en plein centre de la capitale, en face du siège de la police politique.

Au début de l'hiver dernier, ce Russe né en 1937 dans la région de Kemerovo, en Sibirie, se retrouvait être l'enjeu et la victime d'une étonnante bataille entre M. Gorbatchev et les conservateurs. Depuis qu'il avait été nommé en octobre 1988 ministre soviétique de l'intérieur, M. Bakatine se refusait en effet à régler par la répression, encore moins par la provocation, les conflits ethniques qui se multipliaient dans le Caucase et dans les pays baltes. «Centriste radical», ainsi qu'il aime à se définir, il avait pris la perestroïka au sérieux tout comme l'Etat de droit en construction et les droits de l'homme. Il avait un autre handicap majeur à cette époque où les conservateurs avaient décidé de «casser» Mikhaïl Gorbatchev : il était un proche du président auquel il devait le «décollage» de sa carrière, c'est en effet en mars 1985, date de l'arrivée au pouvoir de M. Gorbatchev, qu'il a été nommé premier secrétaire de la région de Kirov ; c'est en 1987 que les mêmes fonctions lui ont été confiées pour sa région d'origine, Kemerovo. Entre-temps il avait fait sa rentrée au comité central.

Plutôt que de le défendre lors-

qu'il est attaqué à l'automne par son «humanisme excessif», M. Gorbatchev finit par l'abandonner. Cela se passa au début du mois de décembre 1990. Le nom du successeur de Vadim Bakatine imposé à M. Gorbatchev par les conservateurs est fort significatif a posteriori puisque c'est celui de Boris Pougov, le Balte qui a été toujours considéré comme un traître par ses compatriotes et qui s'est suicidé après l'échec du putsch du 19 août. «J'ai été démis parce que j'ai placé la loi au-dessus de l'idéologie», dira simplement M. Vadim Bakatine.

On devait repérer de M. Bakatine au printemps dernier, pendant la campagne pour l'élection du président de Russie ; le bruit courut alors qu'il pourrait être candidat à la vice-présidence de M. Eltsine, mais ce dernier préféra finalement s'adjoindre un militaire réformateur, le colonel Alexandre Routskov. Finalement, M. Bakatine se présente en candidat indépendant avec l'approbation discrète de M. Gorbatchev, sans doute inquiet d'un succès possible de l'ancien premier ministre Rykov dont la candidature était soutenue par le Parti communiste de Russie, mais il n'obtint que 3,42 % des suffrages. C'est, on s'en souvient, Boris Eltsine qui raïa la mise puisqu'il fut élu au premier tour avec près de 60 % des voix.

M. Bakatine, qui est membre du Conseil de sécurité de l'URSS, est l'un des rares proches de M. Gorbatchev à s'être inquiété du sort de M. Gorbatchev pendant le putsch. Agé de cinquante-quatre ans, il ne passait pas, à la veille du putsch, pour entretenir de bonnes relations avec M. Eltsine.

J. A.

M. Victor Barannikov ministre de l'intérieur

M. Victor Barannikov, nouveau ministre de l'intérieur de l'URSS - il remplace M. Vassili Trouchine, nommé le 22 août ministre par intérim par M. Gorbatchev, M. Trouchine remplaçant lui-même Boris Pougov, l'un des putschistes, qui s'est suicidé - était auparavant ministre de l'intérieur de la Fédération de Russie. Né en 1940, il a travaillé, de 1961 à 1988, au ministère soviétique de l'intérieur, où il a été notamment en charge d'un service à la direc-

tion générale de la lutte contre le pillage de la propriété socialiste et la spéculation. En 1988, il avait été nommé premier vice-ministre de l'intérieur d'Azerbaïdjan - une République en proie à la corruption et à l'agitation anti-arménienne. C'est en juillet 1990 qu'il avait été nommé premier vice-ministre de l'intérieur de la République de Russie, avant d'être promu ministre à part entière un peu plus tard.

M. Evgueni Chapochnikov ministre de la défense

Le général Chapochnikov, qui s'est distingué très tôt des putschistes, remplace le général Moïseïev nommé jeudi 22 août par M. Gorbatchev ministre de la défense par intérim à la suite de l'arrestation du maréchal Dmitri Lazov. La nomination du général Moïseïev avait été froidement accueillie à Washington. Fils de militaire tué en Prusse orientale en 1945, le général Chapochnikov est un Russe de quarante-neuf ans ; il a fait des études à l'école des pilotes de guerre de Kharov, puis à l'Académie militaire de l'air «Gagarine». Il a été commandant adjoint de l'aviation de la région militaire des Carpates de 1979 à 1982, puis commandant de l'avi-

ation de la région militaire d'Odessa (1985-1987). Après avoir dirigé, en 1987 et 1988, les forces aériennes soviétiques en RDA, il devint premier commandant en chef adjoint de l'air de l'URSS. Délégué d'une unité militaire à la dix-neuvième conférence du Parti communiste de l'URSS, il entra au comité central le 13 juillet 1990. Deux semaines plus tard, il est nommé commandant en chef de l'armée de l'air et vice-ministre de la défense. Depuis octobre 1990, il était aussi membre de la commission du PCUS pour la politique de défense ; c'est à ce titre qu'il s'était déclaré favorable à la suppression de l'appareil communiste au sein de l'armée, une vieille revendication de M. Boris Eltsine.

Le général Gratchev vice-ministre de la défense

Nommé par M. Gorbatchev vice-ministre de la défense et président du Comité d'Etat de la Russie pour la défense et la sécurité, le général Pavel Gratchev est âgé de quarante-trois ans seulement. Il a combattu en Afghanistan de 1981 à 1983 et à nouveau à la fin de l'occupation de ce pays, jusqu'au début de 1989. Ses faits d'armes lui ont valu la décoration suprême de «Héros de l'Union soviétique» en 1988. Promu ensuite à Moscou premier commandant adjoint des troupes aéroportées, il avait pris le commandement de ce corps en décembre dernier.

Le général Lobov chef de l'état-major

Le général d'armée Vladimir Lobov, nommé chef de l'état-major général à la place du général Moïseïev, était sans emploi depuis le mois d'avril de cette année, puisqu'il dirigeait l'état-major du pacte de Varsovie, liquidé à cette date. Né en 1935, membre du parti communiste depuis 1959, il a commandé la région militaire d'Asie centrale de 1984 à 1987, puis, à la faveur des remaniements qui ont suivi l'atterrissage de l'Alémand Rust sur la place Rouge, a été promu à Moscou au poste de premier sous-chef de l'état-major. Il avait conservé cette fonction lorsqu'il avait été nommé, en février 1989, chef de l'état-major des forces armées unifiées du pacte de Varsovie. Il a été élu député du Soviet suprême de l'URSS, en mars 1989, dans une circonscription du Kazakhstan.

Les têtes tombent, et ce n'est pas fini, mais le choix des victimes et plus encore la nomination de leurs remplaçants reflètent la dualité du pouvoir à Moscou et les intentions divergentes de MM. Gorbatchev et Eltsine.

Le plus clair exemple en a été donné avec le remplacement étonnant, vendredi 23 août, des trois principaux responsables des forces de l'ordre que M. Gorbatchev avait nommé la veille seulement. Le choix du général Moïseïev pour diriger le ministère de la défense avait déjà donné lieu à polémique (le Monde du 24 août), celui des responsables du KGB (M. Chebarine) et de l'intérieur (M. Trouchine) reflétait une orthodoxie quasiment surréaliste : tous ces hommes accusaient le même profil de carrière que leurs prédécesseurs, aucun ne s'était distingué, ni récemment ni même pendant toute la période de la perestroïka, par un zèle réformateur. Le choix de M. Trouchine relevait même de la provocation vis-à-vis du président russe, puisque ce membre du comité central du PC russe (une organisation aujourd'hui «suspendue») avait quitté le gouvernement de Russie au moment même où M. Eltsine en avait pris la tête l'an dernier.

M. Alexandre Bessmertnykh : la diplomatie en costume gris

Le départ précipité de M. Alexandre Bessmertnykh du ministère des affaires étrangères n'a pas été pour déplaire aux responsables américains. Ceux-ci, tout à leur satisfaction, n'ont d'ailleurs pas pu s'empêcher d'annoncer la nouvelle avant qu'elle ne fût officielle à Moscou. Peut-être même ont-ils été pour quelque chose dans le départ de cet appareiliste, qui avait remplacé M. Edouard Chevardnadze - après la démission fracassante de ce dernier en décembre 1990 - au début de l'année.

Le comportement de M. Bessmertnykh pendant le putsch a, au fil des semaines, surpris ceux qui s'étaient choisis de le désigner pour la circulation, invoquant un peu plus tard des vacances en Bélorussie et une très grosse fièvre. Ce qui ne l'avait pas empêché d'être en contact avec les auteurs du coup il a reconnu après sa destitution avoir refusé de participer au Comité pour l'état d'urgence puis d'envoyer ses ambassadeurs, un peu partout dans le monde, chercher des armes. Le 19 août, au chef d'Etat et au gouvernement dont les putschistes espéraient la neutralité, un message émanant signé par le chef nominal

des comploteurs, Guennadi Iarnev. On comprend que M. Bessmertnykh ait soutenu, voire encouragé, après l'échec du putsch, qu'on tourne la page, puisque, selon lui, «jamais M. Gorbatchev n'a été déposé». On comprend aussi que cet avis n'ait pas été partagé par tout le monde, à commencer par M. Gorbatchev qui a déclaré vendredi devant le Parlement russe posséder des informations «selon lesquelles Bessmertnykh a tenté de manœuvrer, ou pire» pendant le putsch.

Agé de cinquante-sept ans, M. Bessmertnykh est né dans l'Altaï, il a eu une carrière typique de nombreux diplomates soviétiques : études à l'Institut des relations internationales, à Moscou, réservé traditionnellement à la jeunesse dorée de la nomenklatura puis entré, en 1957, au ministère des affaires étrangères. Très vite il est nommé à un poste enviable, après du secrétariat des Nations unies à New York de 1970 à 1983, il sert en fonctions à Washington avant de revenir à Moscou prendre en charge le service Etats-Unis. C'est grâce à l'arrivée au pouvoir de MM. Gorbatchev

et Chevardnadze qu'il est nommé en 1986 vice-ministre puis premier ministre des affaires étrangères. La consécration viendra pour lui en mai 1990 lorsqu'il sera choisi pour diriger l'ambassade soviétique à Washington, en remplacement de M. Doubinine. Membre du Parti communiste depuis 1963, il ne restera pas longtemps dans la capitale américaine puisqu'il sera affecté au départ de M. Chevardnadze de la tête du ministère des affaires étrangères pour faire son entrée dans les plus hautes sphères.

Jamais ce diplomate en costume gris ne retrouvera les relations de confiance qu'il entretenait avec MM. Chevardnadze et James Baker. Mais sans doute ne le voutait-il pas. Gestionnaire prudent et tailleur d'une politique de partenariat avec les Etats-Unis qu'il n'avait pas choisie, il n'avait pas le droit à l'initiative et partageait de toutes évidences certaines des réserves que nourrissent nombre de conservateurs à l'égard de la politique étrangère de M. Chevardnadze, jugée trop prometteuse. C'est au cours de la crise du Golfe qu'il manifesta le plus clairement son malaise, notamment à la veille de l'offensive

terrestre contre l'Irak, lorsque Moscou faillit rompre sa solidarité avec les Etats-Unis par le biais d'un plan de paix de dernière minute. Un peu plus tard, M. Bessmertnykh parla même de la volonté de l'URSS de jouer son propre rôle dans la formation des systèmes de sécurité de l'après-guerre, pas seulement dans le Golfe, mais dans tout le Moyen-Orient. Mais le rapport des forces entre Washington et Moscou était déjà trop déséquilibré pour que ce genre de velléités ait des conséquences. Volonté, notons, M. Bessmertnykh fut contraint d'emboliser le pas à M. Baker au Proche-Orient tout comme aux Nations unies quand il allait s'agir de poursuivre une politique de contraintes à l'égard de l'Irak. Il était prêt, manifestement, à mettre en œuvre une politique bien différente.

Peu après l'annonce de son limogement, M. Chevardnadze, dont on prononçait déjà le nom pour le remplacer, a fait savoir qu'il n'accepterait pas de travailler sous les ordres de M. Gorbatchev.

JACQUES AMALRIC

L'Etat de droit

Suite de la première page

Sur le moment, il remercia le maréchal Joukov, alors commandant en chef, en le nommant membre à part entière du politburo, privilège que Staline, lassé par le spectre du «bonapartisme», n'avait jamais accordé à un militaire. Mais s'il n'avait pas la Machiavel, il en connaissait la pensée : il est dangereux de consolider la position de celui qui vous a sauvé. Il profita donc de ce que Joukov se trouvait en Albanie, quelques mois plus tard, pour le mettre péniblement à la retraite. Le voudrait-il, ce qui paraît bien peu probable, que Gorbatchev se viderait d'un coup de sa charge de chef nominal

Le parti oulé

Le complot qui renversa Nikita Khrouchtchev en 1964 aura été une copie conforme, cette fois réussie, de celui de 1957. C'est le comité central qui, en pleine conformité avec la loi soviétique d'alors, l'a contraint à démissionner, en invoquant son âge avancé - soixante-dix ans - et son état de santé. Le putsch dont Gorbatchev a failli être la victime n'a qu'un point commun avec celui-là : les conjurés, dans les deux cas, ont profité de ce que leur bête noire était en vacances. Ce qui ne manque pas d'ouvrir des horizons sur les moyens dont dispose pour s'informer le premier personnage de l'URSS.

Il est difficile de penser, à voir les avertissements de nombre de ses amis, que «Gorby» ne se doutait de

rien. Concernant Khrouchtchev, le fait est que lorsqu'il a été rappelé à Moscou, de sa résidence de Pihovitski, il s'est vu confier le rôle de comparaitre devant le comité, il venait de dire, une minute plus tôt, à Gaston Palewski, l'ancien directeur de cabinet du général de Gaulle : «A notre époque, un dirigeant digne de ce nom reste en fonction jusqu'à sa mort».

Ce précédent, manifestement, hantait Gorbatchev. Il avait imaginé, pour éviter d'être la victime d'une nouvelle aventure, de se faire nommer président de l'URSS non plus par le parti, même si, à toutes fins utiles, il restait à sa tête, mais par le Congrès des députés du peuple, organisme dont la grande majorité des membres ont été au moment des élections fait

On trouve là la marque d'un homme dont la formation universitaire a été essentiellement juridique et qui, dès son arrivée au pouvoir, a affirmé son intention, au milieu du scepticisme général, de transformer l'URSS en «Etat de droit». Cette précaution constitutionnelle n'a pas empêché les putschistes de lui enlever ses fonctions présidentielles. Le paradoxe veut cependant que personne n'a songé à lui retirer son mandat de secrétaire général : l'un des aspects les plus symboliques de ce putsch manqué est certainement qu'à aucun moment on n'a fait la moindre référence au parti, preuve s'il en faut que désormais la lourde machine qui pendant des décennies d'années a dominé l'empire de tout son poids

ne compte plus que pour du beurre. En tout cas, sa direction n'a commencé à se révéler que quand elle a vu où soufflait le vent. A voir ce qui se passe dans les rues soviétiques, c'était trop tard pour sauver le parti, même si Gorbatchev, se refusant, selon ses propres termes, à se compromettre, avait pu rester fidèle aux idées du socialisme.

Dans les proclamations des comploteurs, en tout cas, il n'est question ni du parti, ni du socialisme, ni du communisme, mais seulement de la défense de la patrie menacée. C'était le langage de Staline, en 1941, au lendemain de l'invasion allemande : comme ceux d'aujourd'hui, les dirigeants soviétiques avaient parfaitement que, pour l'immense majorité de leurs concitoyens, la patrie compte mille fois plus que l'héritage de Marx et de Lénine.

Ce putsch manqué n'aura fait ainsi qu'accroître le déclin du parti, et entraver définitivement le dogme qui faisait de lui le détenteur de la légitimité suprême. Les conjurés n'ont à la vérité pas réussi à donner une base juridique à leur tentative, qui rappelle à s'y méprendre les immémorables pronouncements, golpes, putsches, et autres coups d'Etat dont le tiers-monde est si souvent le théâtre. Signe de plus de la tiers-mondisation d'un empire qui n'est plus une superpuissance que par le poids de ses armes, et qui, pour le reste, comme l'a si bien dit *Time Magazine*, est réduit à la mendicité.

Mais le tiers-monde n'est plus ce qu'il était, dans la mesure où, presque partout, le mouvement pour la démocratie s'y fait de plus en plus fort, et en général, ce qui vient de se passer en URSS montre que ne se trompaient pas ceux qui la voyaient saïe à son tour par le vent de la libération. Vaincue la peur dont a si

longtemps vécu le régime, ses peuples ont fait, après ceux d'Europe centrale, leur 89. L'Etat de droit n'est plus un vain mot, et il ne se sent pas laissé intimider par ceux qui prétendent rétablir la dictature.

De la révolution mondiale au nouvel ordre international

C'est un grand jour pour ceux qui, à travers le monde, croient en la liberté. Pour ceux aussi qui espèrent un rapprochement, sur les décombres de la guerre froide, minimum d'ordre international. Pourquoi, en effet, limiter au cadre national les bienfaits de l'Etat de droit, alors que l'expérience de la Communauté européenne prouve que l'on peut tout bien faire entendre aux relations entre des pays ?

Les putschistes n'ont eu le soutien, à l'intérieur, que de Saddam Hussein, de Kadhafi et, malheureusement pour la cause palestinienne, d'un Amal dévoué bien mal inspiré en ce moment. Même la Chine, qui a grand besoin des sous et de la technologie de l'Occident, même Fidel Castro, que Moscou laisse pourtant de plus en plus tomber, se sont gardés de dire bravo. Un tel niveau de consensus a-t-il jamais été atteint dans l'histoire mondiale ? George Bush ne peut se frotter les mains. Si d'aventure il avait réussi, l'état de dépendance économique où se trouve l'URSS n'aurait pas laissé aux conjurés du 19 août beaucoup de possibilités de modifier la ligne diplomatique suivie par Gorbatchev. Mais leur échec consacre l'écrou de l'URSS dans le camp des armées d'un ordre basé sur la primauté du droit.

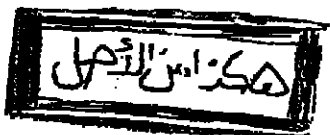
ANDRÉ FONTAINE

APRÈS L'ÉCHEC

Les Baltes co

Les Occid

La presse



APRÈS L'ÉCHEC DU COUP D'ÉTAT

Dans les Républiques

Les Baltes coupent les ponts avec le pouvoir central

Les trois Républiques baltes accumulent, depuis l'échec du coup de force contre M. Mikhaïl Gorbatchev, les faits accomplis, multiplient les gestes - concrets ou symboliques - visant à couper les ponts avec le pouvoir central soviétique : arrestation à Riga du chef du PC letton, chasse aux « comploteurs » communistes à Vilnius et à Tallin, mise à bas des statues de Lénine, « chaîne » de feux de joie dans les trois États afin de marquer le 51^e anniversaire du pacte germano-soviétique qui avait permis à Staline d'annoncer, en juillet 1940, la Lituanie, l'Estonie et la Lettonie.

De Vilnius au golfe de Finlande, une chaîne de feux de joie a illuminé, vendredi 23 août dans la soirée, la terre balte pour marquer l'anniversaire de la signature, le 23 août 1939, du pacte Molotov-Ribbentrop qui a conduit à l'occupation puis à l'annexion des trois Républiques par les Soviétiques. Plus tôt dans la journée, les biens du PC avaient été saisis et, à Riga, le très conservateur premier secrétaire du parti pour la Lettonie, Alfred Rubins, a été arrêté. La Lituanie et la Lettonie ont interdit le parti communiste. A Vilnius, les dirigeants du PC ont dû être évacués du bâtiment du comité central dans des blindés de l'armée soviétique et placés sous la protection du quartier général.

La statue de Lénine déboulonnée à Vilnius

« Nous sommes libres maintenant. La Lituanie est enfin libre », affirmait un manifestant. « Et nous voulons le dire au monde entier ! » En Lituanie, le premier des feux dans la chaîne de feux de joie le long d'une route de 600 kilomètres, a été allumé devant la tour de la télévision qui avait été occupée par les troupes soviétiques lors de l'assaut du 13 janvier qui avait fait quatorze morts. Des centaines de personnes se sont réunies autour de ces feux, chantant des chants nationaux, alors que le soleil se couchait sur Vilnius après une journée de célébrations.

Quelque 200 000 Litoniens sont ainsi descendus dans les rues de Vilnius pour célébrer ce que le président Vytautas Landsbergis a qualifié de « jour de victoire ». « Le

jour auquel nous avons tant rêvé est enfin arrivé », a déclaré le président lituanien à la tribune du principal rassemblement, à proximité du Parlement républicain, symbole du nationalisme lituanien. M. Landsbergis, qui s'exprimait du haut des marches de la Bibliothèque nationale, une étonnante blaise située à quelques mètres du Parlement toujours transformé en camp retranché, a également exprimé l'espoir que tous les pays reconnaissent l'indépendance de la Lituanie. Il a, d'autre part, proposé d'organiser, pour les dirigeants communistes, un procès du type de celui de Nuremberg.

« A son arrivée, de M. Landsbergis a été acclamé par la foule, qui brandissait des drapeaux nationaux et des drapeaux soviétiques sur lesquels la croix gammée avait été apposée à côté de la faucille et du marteau. Des rassemblements se sont tenus auprès de tous les bâtiments symbolisant le pouvoir soviétique - Parti communiste, KGB, télévision, etc. - qui ont été saisis par les autorités lituanienes, vendredi. Les habitants de Vilnius ont déboulonné d'un rassemblement à l'autre dans une atmosphère bon enfant, souvent un poste de radio collé à l'oreille. « Toute la ville était dans les rues », selon une journaliste locale. D'autres rassemblements avaient été organisés dans les principales villes de la République, notamment dans l'ancienne capitale Kaunas.

Sur la place Lénine, plusieurs milliers d'habitants de Vilnius ont assisté au déboulonnage de la statue de Lénine. Lorsqu'elle est tombée, les gens se sont précipités dessus pour ramasser des morceaux de ce symbole honni. « Lénine était un oppresseur. Pour moi, il signifiait la mise en place de coups d'État en Lituanie », déclarait une lycéenne qui avait parcouru plus de 100 kilomètres depuis sa ville natale. Alors que la foule scandait « Lituanie ! » et agitait son drapeau tricolore, d'autres personnes étaient rassemblées devant le siège du KGB pour regarder des soldats en sortir. Sur la chaussée, on pouvait lire « KGB - SS nazis » ou encore « KGB dehors ». Un panneau indiquant la route de Moscou avait même été dressé. Un officier du KGB s'est écrié : « Les journalistes occidentaux du fait que tout le monde fait défection ».

Chasse aux comploteurs en Moldavie

A Riga également, plusieurs milliers de personnes se sont jointes aux célébrations dans les rues, avec force drapeaux et slogans indépendantistes. « Nous étions, nous serons européens », a lancé le premier ministre, M. Ivanis Godmanis. « Je sais que non seulement la Lettonie mais aussi les peuples des autres nationalités sont avec nous dans notre lutte ».

La chasse aux « comploteurs » ou à leurs partisans a gagné d'autres Républiques. Ainsi, les autorités de la Moldavie ont-elles décidé, vendredi, d'arrêter les dirigeants de deux régions séparatistes du territoire moldave - la Gagauzie et le Dniestr - qui étaient partisans des auteurs du coup d'État manqué, a annoncé la radio roumaine citant l'agence de presse moldave Moldovapress. Deux responsables de la « République gagauze » ont déjà été arrêtés. Le ministre de l'Intérieur moldave a d'autre part annoncé avoir pris les « mesures nécessaires » pour l'arrestation des dirigeants de la « République de Dniestr » fidèles à la ligne dure du Parti communiste soviétique et aux auteurs du coup d'État, selon la même source.

Les autorités de la Moldavie (sud-ouest de l'URSS) considèrent comme « illégales » ces deux « Républiques » à majorité russe-phones. Les deux responsables gagauzes arrêtés, Stjepan Topan et Mikhaïl Kendrelis, avaient envoyé un télégramme de félicitations au Comité d'État pour l'état d'urgence peu après le début du coup d'État, précise la même source. Le Parlement moldave a chargé le ministre de l'Intérieur, le KGB et le parquet de la République d'« identifier (...) les personnes ayant eu des fonctions de direction, les médias et les citoyens qui ont mis en œuvre les décisions illégales des putschistes ou qui ont

contribué à leur mise en application », indique la radio roumaine. Toujours selon la même source, « dans la capitale de la République de Dniestr, Tiraspol, domine la panique », les dirigeants de la ville ayant annoncé à la radio locale que 80 autobus transportant des OMON (troupes spéciales du ministère de l'Intérieur soviétique) se dirigeaient vers la ville afin d'« exercer des pressions sur la population » locale. Le premier vice-premier ministre moldave, M. Constantin Oboro, a toutefois démenti ces « rumeurs », tout en appelant la population de cette région « à garder son calme ».

Démision du président d'Ouzbékistan

Parallèlement, les présidents de la Moldavie et du Tadjikistan (Asie centrale) ont interdit l'activité des partis politiques dans les établissements de leurs républiques, a annoncé l'agence Tass. Le président de Moldavie, M. Mircea Snegur, a publié un décret « annulant l'activité des cellules de base et des mouvements de masse dans les organes de l'État et de la direction de la République (...) et dans les sociétés et les entreprises installées sur le territoire de la République ». Le président tadjik, M. Kakhkar Makhkamov, a de son côté interdit le Parti communiste ainsi que les autres mouvements dans les seules administrations.

Pour sa part, le président de la République d'Ouzbékistan, M. Islam Karimov, a démissionné du bureau politique et du comité central du PC soviétique pour protester contre l'incapacité de ces instances à s'opposer au coup de force des conservateurs, a annoncé le PC ouzbek. M. Karimov, qui dirige la plus importante des cinq Républiques soviétiques d'Asie centrale, suit avec retard l'exemple du président kazakh, Nursultan Nazarbaïev, qui a démissionné jeudi des organes dirigeants du PC soviétique.

En Ukraine, l'opposition a profité du coup de force avorté des conservateurs pour réclamer la création d'une police et d'une armée indépendantes. « Le président de l'Union soviétique est venu en vacances (en Crimée, Ukraine) dans une République souveraine, mais l'Ukraine n'a pu assurer sa sécurité », a relevé le vice-président de l'Union des officiers d'Ukraine, le colonel Grigori Omelchenko, qui appartient à un corps de police. Les indépendantistes reprochent au président Leonid Kravchuk, un communiste favorable à l'autonomie de la République, de ne pas avoir condamné la tentative de coup d'État. Ce dernier s'en défend laborieusement.

Répression en Azerbaïdjan

Mais un vent contraire souffle sur l'Azerbaïdjan : des centaines de personnes ont été arrêtées à Bakou, lors d'une manifestation en faveur de la démocratie organisée par le Front populaire d'Azerbaïdjan, le seul mouvement d'opposition parlementaire de cette République du Caucase selon un journaliste local. Quelque 7 000 personnes s'étaient réunies au centre de la ville pour protester contre la « politique de renégat » du président azerbaïdjanais, Ayaz Moutalibov, accusé d'avoir soutenu les putschistes qui ont tenté de renverser le président Mikhaïl Gorbatchev. Environ 3 000 membres des forces spéciales du ministère de l'Intérieur ont dispersé la manifestation et procédé aux arrestations. Le siège du Front populaire a été saisi par les forces de l'ordre qui ont investi le bâtiment en début d'après-midi et molesté ses dirigeants. Le journal du Front populaire a été interdit après avoir publié une déclaration du président Ayaz Moutalibov en faveur des putschistes. (AFP, AP, Revue)

Les Occidentaux accentuent leur soutien aux indépendantistes

Les Occidentaux, convaincus que l'échec de la tentative de coup d'État à Moscou va accélérer le processus d'indépendance des pays baltes, ont accentué leur soutien aux aspirations de la Lituanie, de l'Estonie et de la Lettonie.

Le président George Bush est allé plus loin qu'il ne l'avait fait jusqu'à présent en annonçant de « réelles négociations » entre Moscou et les Républiques baltes et en faisant de cette question un test de la volonté du président Mikhaïl Gorbatchev de poursuivre les réformes dans son pays. M. Bush a ajouté avoir toujours pensé que « plus vite l'indépendance pourra être accordée

aux États baltes, mieux ce sera ». Parallèlement, les appels en faveur des Baltes se sont multipliés. Le chef de la diplomatie canadienne, M^{me} Barbara McDougall, a ainsi demandé une « reconnaissance rapide » de l'indépendance des pays baltes, un pas que seule l'Islande a franchi pour le moment.

Tirant les leçons de l'évolution de la situation en URSS après l'échec du putsch, le ministre allemand des Affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher a souligné que la volonté d'indépendance des Baltes « serait maintenant rapidement satisfaite », car les négociations ne se feront plus sous la pression des militaires. M. Genscher a souhaité que, dans l'attente de l'indépendance des Baltes, les

Douze commencent dès maintenant à préparer des négociations avec eux sur un statut de membre associé de la CEE. Le chancelier Helmut Kohl a toutefois exclu une « reconnaissance immédiate » de l'indépendance des Baltes, estimant que celle-ci doit auparavant être décidée en accord avec le pouvoir central soviétique.

Des « aspirations » à soutenir

Le chef de la diplomatie allemande, M. Uffe Ellermann-Jensen, a pour sa part invité ses homologues de la CEE à « prendre des initiatives pour soutenir les aspirations des trois pays baltes à leur totale indépendance », estimant que les « événements de ces derniers jours ont créé de nouvelles possi-

lités pour les Républiques baltes ». De son côté, Paris a demandé que « soit rapidement définie la nature des relations » entre l'Union et les Républiques. Le porte-parole du quai d'Orsay, M. Daniel Bernard, a souligné que l'annexion des pays baltes en 1940 constituait une « anomalie historique » et exprimé l'espoir que les négociations entre le pouvoir central et les Républiques « permettraient d'y mettre fin ». La France, comme l'immense majorité des Occidentaux, n'a jamais reconnu cette annexion. Mercredi, la Grande-Bretagne avait exprimé sa « sympathie » pour la cause de l'indépendance balte, tout en soulignant qu'elle ne considèrerait pas encore les trois Républiques comme des États indépendants.

Vague de remaniements à la tête des médias

La presse se libère

Le coup de balai en cours dans l'ensemble des médias d'URSS n'est pas moins spectaculaire que celui qui fait le vide au gouvernement, au Parti communiste et dans l'armée. Il faut dire que tant dans les manifestations de rue qu'à la tribune du Parlement russe, la presse, la télévision et la radio avaient fait l'objet de vives critiques ces derniers jours pour avoir servi de courroies de transmission au Comité pour l'état d'urgence.

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Dès le 19 août, les putschistes avaient suspendu la liberté de la presse et autorisé seulement neuf journaux ultra-conservateurs, dont la Pravda (trois millions d'exemplaires) et les Izvestia (cinq millions d'exemplaires). Les hommes du KGB avaient fait irruption dans les locaux des radios libres, comme l'Echo de Moscou, pour arrêter les émissions ainsi que dans les imprimeries des quotidiens interdits. Réduits à ne publier que les décrets du Comité d'État, les journalistes des organes autorisés se désolaient, selon le mot de l'un d'eux, de devoir « fabriquer de la vodka avec un tabouret ». Par mesure de rétorsion, la République de Lituanie interdisait les neuf titres patentés du Comité pour l'état d'urgence. Dans sa conquête du pouvoir, M. Boris Eltsine, président de la République de Russie, n'a pas manqué de s'occuper de la presse. En toute illégalité, puisqu'il n'en a pas la compétence, il a chassé de son poste le très conservateur directeur de la radio-télévision d'État, M. Leonid Kravt-

chenko, qui s'est illustré depuis des mois dans la reprise en main de l'information, le directeur de l'agence Tass, M. Lev Spiridonov, et le directeur de l'agence Novosti, M. Albert Vlasov.

Il a estimé que certains organes de presse en avaient trop fait en matière de désinformation et de mensonges au profit des auteurs du coup d'État. Il a donc suspendu la publication de six grands organes de presse (la Pravda, Sovetskaja Rossiya, Glasnost, Rabotchnia Tribuna, Moskovskaja Pravda et Leninskoe Znamia). Malgré un revirement progressif qui l'a mené, dès le 21 août, à titrer « La Russie a sauvé l'URSS » - ce qui a fait beaucoup rire M. Boris Eltsine - et à abandonner son rôle d'organe de presse du Comité central du Parti communiste, la Pravda n'a pu éviter la sanction. Il faut dire que le journal Nezavisimaja Gazeta avait publié, le 22 août, la nouvelle - démentie par les intéressés - que la rédaction de la Pravda possédait vingt-quatre heures avant le coup d'État les textes des déclarations des putschistes.

La fin de l'emprise de l'État

Mais la libération de la presse n'est pas venue que d'en haut, ni que des organes dirigeants de la République de Russie. Y compris dans les organes officiels, les journalistes se sont battus pour rendre compte le plus honnêtement possible des événements. A cet égard, le cas des Izvestia est exemplaire d'une évolution qui devrait aboutir à la fin de l'emprise de l'État sur les médias. Rien qu'officiellement autorisés - il était tout de même difficile d'interdire le quotidien officiel du gouvernement - les Izvestia ne sont pas sortis le jour

du coup d'État, son très conservateur rédacteur en chef, M. Nikolai Efimov, s'étant opposé à la publication, à côté des textes du Comité d'État, de l'appel à la résistance et à la grève générale lancé par M. Boris Eltsine. Les journaux d'imprimerie ont refusé de l'imprimer. Après d'innombrables tractations, les Izvestia ont paru le lendemain 20 août avec le texte litigieux contre le coup d'État. Le 21, le journal a publié une grande photo de la manifestation militaire organisée par le président de Russie sous les feux de son Q.G. de la « Maison Blanche ».

Judi 22 août, après la sortie du numéro qui titrait « La réaction n'est pas passée », lorsque M. Nikolai Efimov a voulu comme à l'habitude commencer la conférence de la rédaction, celle-ci s'est opposée à sa présence. Dans la foulée, elle a voté à l'unanimité de la centaine de personnes présentes (moins quatre abstentions) la destitution du rédacteur en chef. Elle a nommé rédacteur en chef M. Igor Golembiovski, antérieurement rédacteur en chef adjoint, qui avait failli être « mis au placard » au début de cette année pour ses positions libérales (le Monde du 1^{er} février). Pour faire bonne mesure, la rédaction et les ouvriers d'imprimerie ont décidé de retirer de la machine la brochette de médailles leninistes qui y figurait, et surtout le célèbre appel du Manifeste de Karl Marx : « Proletaires de tous pays, unissez-vous », et de ne plus être l'organe de presse du Soviet suprême d'URSS.

Dès le lendemain, les Izvestia critiquaient ouvertement en première page le président Gorbatchev pour son immobilisme et entassaient une nouvelle censure justifiant son nom qui signifie tout simplement : « les informations ».

ALAIN FALIAS

Le crépuscule du communisme

Suite de la première page

A Moscou, les bâtiments du comité central, qui abritaient de nombreux appareils du parti, ont été fermés et confisqués par la municipalité réformatrice. Les collaborateurs du comité central ont été chassés, les documents placés en lieu sûr. Les journaux communistes qui ont obéi aux comploteurs ont été fermés ; les maisons d'édition et les imprimeries du parti ont été nationalisées. Les manifestants qui assiégeaient l'immeuble, non loin du KGB, rappelaient d'autres foules, en Tchecoslovaquie ou en RDA à l'automne 1989, quand les manifestations en faveur d'un assouplissement du régime ont basculé dans la révolution.

Il y a fort à parier que les rangs du Parti communiste vont s'éclaircir à un rythme encore accéléré dans les prochaines semaines. Au cours des dix-huit derniers mois, 4,2 millions de membres sont déjà partis. Il en reste quelque 15 millions, mais ils ne vont plus y rester longtemps. L'appartenance au PC ne sera plus obligatoire pour obtenir des postes de responsabilité ; elle devra constituer plutôt un handicap. Elle n'apportera plus les privilèges furent-ils médiocres pour la base - qu'elle comportait jusqu'alors. On n'aura plus besoin du petit livret à couverture rouge pour trouver un emploi intéressant, envoyer ses enfants à l'université, avoir accès aux magasins spéciaux, passer des vacances à bon marché dans des hôtels protégés...

Interdit dans les entreprises, les administrations, l'armée et la police, le PC va perdre le plus grande partie des moyens de pression qui assuraient son succès. Chassé de ses immeubles et

de ses biens, il va perdre ses moyens financiers déjà entamés par l'hémorragie militante. Est-il encore capable de devenir « un parti normal », comme le réclame le maire libéral de Leningrad, Anatoli Sobtchak ? C'est peu probable.

Pour la majorité des Soviétiques, le Parti communiste est depuis longtemps devenu synonyme de répression, de passe-droits, de faillite économique. Il est tenu pour responsable des crimes et des erreurs du passé. Avant, ils n'osaient pas le dire ; aujourd'hui, ils le crient dans les rues. Toutes les tentatives de réforme engagées par Mikhaïl Gorbatchev depuis son arrivée au pouvoir n'y ont rien fait. Ni le rajoutement des instances dirigeantes opéré après 1985 ; ni l'essai de démocratisation entreprise en 1988 après la 19^e conférence du parti ; ni la volonté de le doter d'un nouveau programme à tonalité social-démocrate. Ni la renonciation (rhétorique) à son rôle dirigeant.

Le baiser de vie ?

Créé clandestinement à Minsk en 1988 par Lénine, le Parti ouvrier social-démocrate russe, devenu Parti communiste après la révolution de 1917, est aujourd'hui associé aux pages les plus sombres de l'histoire soviétique. Poussé par ses plus proches conseillers depuis plusieurs mois déjà à abandonner le secrétariat général, Mikhaïl Gorbatchev s'est refusé à franchir le pas. Malgré la trahison des apparatchiks dont il était entouré, il croit toujours que le PC est la seule force organisée de l'URSS et que les « démocrates » doivent se rassembler autour de lui. Il l'a répété

vendredi devant les députés russes. Elevé dans le sérail, il ne comprend pas le discrédit qui le frappe et qui rejait de plus en plus sur lui-même. Il l'avait pourtant dit à Honecker, un mois avant la chute du mur de Berlin : « Celui qui vient trop tard sera puni par la vie ».

Il est clair que le parti qui a gouverné à Moscou depuis 1917 est en train de perdre le pouvoir. Dans les quelques élections libres qui ont eu lieu en URSS depuis deux ans, la plupart de ses candidats ont été battus, et, s'il conserve une majorité confortable au Soviet suprême, c'est parce que les deux tiers des parlementaires ont été désignés par lui ou par ses organisations affiliées, sans contrôle démocratique. Alors que M. Mikhaïl Gorbatchev déclare vouloir lui donner le baiser de vie, l'ambiguïté complice de ses dirigeants pendant le putsch lui a donné le coup de grâce.

Car les communistes réformateurs lui ont déjà tourné le dos. M. Boris Eltsine parmi les premiers, estimant comme M. Alexandre Iakovlev, le père spirituel de la perestroïka, qu'il était impossible de rénover le parti, soit pour créer des partis communistes dissidents soit pour former d'autres mouvements totalement indépendants. Ils ont tiré la leçon des expériences en Europe centrale : même avec une façade ravalée, les partis communistes sont appelés à sombrer avec le régime.

Le PCUS a tenu plus longtemps parce que l'organisation est plus ancienne et plus solide, la police mieux organisée, le quadrillage de la population plus serré, les traditions démocratiques inexistantes ; mais l'édifice, tout aussi vermoulu, ne résiste pas aux grands ébranlements. Le sursaut des forces démocratiques et l'échec du coup d'État ont accéléré l'indélébile décomposition.

DANIEL VERNET

LES BOULEVERSEMENTS EN UNION SOVIÉTIQUE

Les réactions dans le monde

● **L'aide occidentale** : au lendemain de l'échec du coup d'Etat en URSS, vendredi 23 août, le premier ministre britannique, M. John Major, président en exercice du G7 (groupe des sept pays les plus industrialisés) a convoqué une réunion des «sherpas», les collaborateurs des chefs d'Etat et de gouvernement des sept pays membres, pour la semaine prochaine. Il devrait y être question de l'attribution d'une aide d'urgence à l'URSS, voire de l'opportunité de réunir ou non un sommet exceptionnel des Sept.

La France et l'Allemagne ont réclamé un effort occidental supplémentaire en faveur de l'URSS. Le chancelier Kohl a de nouveau appelé vendredi ses partenaires, américains et japonais notamment, à «aider tout de suite» l'Union soviétique, sans «attendre de voir l'évolution» de la situation dans ce pays, tandis que son ministre des affaires étrangères, M. Genscher, se prononçait pour une restructuration des relations de l'Europe communautaire avec l'URSS «en prévision d'une nouvelle répartition des compétences entre le centre et les

Républiques». Dans un message remis vendredi au président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, par l'ambassadeur d'URSS à Bruxelles, M. Gorbatchev demandait à la Communauté d'augmenter ses aides «de manière significative» et souhaitait que la CEE «joue un rôle actif» en faveur de son pays dans les différentes instances économiques internationales dont le G7, le Fonds monétaire international et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement de l'Europe de l'Est.

L'Italie a annoncé qu'elle proposerait au prochain congrès du FMI et de la Banque mondiale, en octobre, à Bangkok, que le FMI accueille l'URSS comme membre à part entière et mette en place un programme spécial d'aide.

Le président de la BERD, M. Jacques Attali, est arrivé vendredi à Moscou, où il devait rencontrer M. Boris Eltsine. Il s'est entretenu la veille à Leningrad avec le maire réformateur, M. Anatoli Sobtchak, de l'attribution de crédits directs à cette municipalité.

● **La démarche de pays d'Europe centrale** auprès de la CEE : Les dirigeants de la Tchécoslovaquie, de la Hongrie et de la Pologne, dans une lettre commune adressée à M. Ruud Lubbers, président en exercice de la CEE, ont demandé vendredi aux Douze de faire preuve envers eux d'une «véritable solidarité» et d'accélérer le processus d'association de leurs pays à la Communauté. Les derniers événements en URSS ont confirmé que «la démocratie en Europe centrale sera sûre et forte quand les pays de cette région auront tissé tout un réseau de liens économiques, politiques et de sécurité avec l'Occident», a notamment déclaré M. Vaclav Havel.

● **Des parlementaires français à Moscou** : Une délégation composée de MM. Michel Vauzelle, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, Jean Lecaunet, président de la commission des affaires étrangères au Sénat, Jean-Michel Boucheron, président de la commission de la défense à l'Assemblée, et de M. Elle Wiesel, prix Nobel de la paix, a été reçue

à Moscou par M. Eltsine et par M. Gorbatchev, à qui elle a remis un message du chef de l'Etat français (lire p. 7).

A Paris, le porte-parole du ministère des affaires étrangères a rapporté qu'en début de semaine un bureau a été mis en place au Quai d'Orsay, que toutes les facilités avaient été mises à la disposition du ministre russe des affaires étrangères, M. Kozirev, et que Paris avait accueilli favorablement l'hypothèse d'accueillir un gouvernement russe en exil au cas où les choses auraient mal tourné à Moscou.

● **Des communistes méfiants envers Boris Eltsine** : le Parti communiste portugais qui, dans un premier temps, avait soutenu les putschistes de Moscou, a accusé vendredi M. Boris Eltsine de «créer des situations de fait» qui «violent clairement la Constitution» et représentent «une escalade contre la perestroïka». A Paris, l'ancien ministre communiste Jack Ralite a mis en garde contre «le risque d'un esprit putschiste à l'envers».

Washington : les Américains sont fascinés mais toujours un peu inquiets...

A la lumière des plus récents événements, l'URSS inspire aux Américains de nouveaux sentiments, allant même jusqu'à «affection». Le président Bush a réagi prudemment devant la purge du vendredi 23 août à Moscou, et n'a pas encore décidé d'augmenter l'aide américaine à l'Union soviétique, ajoutant que la proposition d'une nouvelle réunion du G7 sur ce thème est «à l'étude». Il a néanmoins jugé «très, très positive» l'évolution de la situation en URSS.

WASHINGTON

de notre correspondant

Fascinés, les Etats-Unis assistent avec une évidente satisfaction, mais non sans quelque inquiétude aussi, au démantèlement de l'appareil communiste soviétique et à la décomposition de ce qu'un de leurs préceptes avait appelé «l'empire du mal». A en croire la presse et les spécialistes, les événements du début de la semaine, puis la purge intervenue vendredi 23 août au sein du PCUS, bref, ces «jours historiques», ont bouleversé la perception que la plupart des Américains avaient de l'URSS.

Ces images des Soviétiques sur les barricades à Moscou et celle du président russe, M. Boris Eltsine, appelant à la résistance, jusqu'à un blindé, ont plus ému – et convaincu – l'opinion américaine que les discours sur la perestroïka, l'aisance de M. Mikhaïl Gorbatchev ou le charme de son épouse Raïssa. C'est peut-être injuste pour le travail accompli depuis plusieurs années par M. Gorbatchev, mais à l'heure de «l'Histoire en direct» par télévision interposée, c'est ainsi.

Le quotidien USA Today publie un sondage à la «une» indiquant que 54 % des Américains sont persuadés que l'URSS sera une vraie démocratie dans les cinq années à venir. Commentant une enquête, le New York Times écrit : «Dans le cœur de nombreux Américains, la guerre froide a véritablement pris fin cette semaine. Les attitudes à l'égard de l'Union soviétique évoluent lentement depuis l'arrivée au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev en 1985. Mais

une série d'entretiens conduits dans le pays juste avant et après le coup d'Etat révélaient, cette fois, une vague d'admiration et d'affection pour une nation qui, il n'y a pas si longtemps encore, suscitait la méfiance et même la haine».

Encore une fois, les images en direct de cette «deuxième révolution russe», comme dit la presse, ont plus fait évoluer l'opinion que les «sommes» américano-soviétiques et la signature d'accords sur le désarmement qui, pour être importants, n'en sont pas moins éminemment abstraits. Ce sont les Soviétiques descendus dans la rue qui ont donné, ici, la mesure du changement intervenu en URSS.

«Laissons-les faire»

Face à la purge intervenue vendredi – que toute la presse qualifie d'«historique» –, et au remodelage du pouvoir qui peut entraîner en URSS, les réactions officielles à Washington ont été au départ quelque peu timides. Comme si les dirigeants américains voulaient éviter le moindre faux pas, la gaffe susceptible d'être mal interprétée à Moscou, qui pourrait faire croire à une ingérence grossière ou heurter le camp des réformateurs.

Interrogé au cours d'une partie de golf, le président George Bush s'est d'abord refusé au moindre commentaire : «Laissons-les [les dirigeants soviétiques] faire», a-t-il dit. En fin d'après-midi, il consentait à énoncer l'évidence, à savoir que les changements annoncés à Moscou allaient «dans le sens des objectifs des Etats-Unis, dans le sens de ce que nous voulons, la démocratie, la liberté, le droit à l'autodétermination». Dans la soirée, il jouaigt «très, très positive» l'évolution de l'URSS «vers la démocratie, la liberté et l'autodétermination».

En privé, des sources officielles n'avaient cessé, toute la journée de vendredi, d'applaudir une purge que les dirigeants américains avaient, la veille, discrètement appelée de leur vœu. La nomination du général Moïseïev au poste de ministre de la défense avait inquiété. Son remplacement, vingt-quatre heures plus tard, par le général Chapochnikov, n'a pu que donner satisfaction.

Il n'en va pas de même pour les autres nominations – à l'Intérieur et au KGB – assurant la promotion

d'hommes que l'on qualifie à Washington de «modérés». Dernier cette redistribution du pouvoir, on voit évidemment la main de M. Boris Eltsine. Mais, là encore, cela ne pouvait que combler les vœux du président Bush, qui avait exhorté le président russe et M. Gorbatchev à travailler «côte à côte, la main dans la main».

M. Bessmertnykh a annoncé lui-même, par téléphone, au secrétaire d'Etat James Baker qu'il quittait son poste de ministre des affaires étrangères. Dans une interview à la chaîne ABC, M. Bessmertnykh a donné sa version des faits. «M. Gorbatchev a trouvé que j'avais eu une très bonne relation de travail avec M. Bessmertnykh. Nous en avons discuté et j'ai démissionné parce que cette accusation est absolument fautive», a indiqué l'ancien ministre.

Amèrement, il a dénoncé «la chasse aux sorcières» qui, selon lui, serait en cours à Moscou. Les milieux officiels américains disent avoir eu une très bonne relation de travail avec M. Bessmertnykh. Ce dernier les a assurés que son départ n'aurait pas de conséquence sur le calendrier diplomatique américano-soviétique et, notamment, sur le projet de conférence de paix au Proche-Orient que les deux Grands entendent parer à l'automne.

Pas d'assistance accrue sans nouvelles réformes

L'ampleur des événements en cours à Moscou et la sympathie qu'ils suscitent aux Etats-Unis, dans l'opinion comme au Congrès, ne seront pas sans effet sur une question essentielle : l'aide au gouvernement américain à l'URSS. Jeudi, M. Bush avait réitéré sa politique : pas d'assistance accrue tant que les réformes de l'économie soviétique n'auront pas progressé davantage.

Vendredi, la Grande-Bretagne – qui avait, jusqu'alors, adopté une position proche de Washington – appelait à une réunion extraordinaire du groupe des sept grands pays industrialisés (le G7) pour reconsidérer la question de l'aide à l'URSS. A Washington, l'accueil a été des plus réservés : les Etats-Unis vont étudier la proposition britannique, mais n'envisagent toujours pas, pour le moment, de décider une nouvelle série de mesures d'assistance, a déclaré le département d'Etat.

La position de M. Bush pourrait rapidement devenir intenable. Ce qui est en question, c'est la responsabilité éventuelle des Etats-Unis et des autres Occidentaux si leur comportement devait, en quoi que ce soit, entraver ou retarder la marche de l'Histoire en URSS. Dans la presse et au Congrès, des voix de plus en plus nombreuses se font entendre en faveur d'un réexamen de l'attitude américaine.

Ce ne sera pas facile. Outre la question des ressources – à l'heure des déficits géants, les capacités financières des Etats-Unis sont limitées – il y a celle du choix des bénéficiaires. A qui donner ? Au «centre», aux Républiques ? La question reste certaine des inquiétudes américaines. La montée en force de M. Eltsine annonce un émiettement du pouvoir en faveur des Républiques.

Jusqu'où ira le processus de marginalisation du «centre» et de son chef, M. Gorbatchev, un homme qui était, jusqu'à ces derniers jours, l'interlocuteur privilégié des Etats-Unis ? Les bataillons de commentaires des télévisions américaines ont jugé «pathétique» l'attachement manifesté vendredi par M. Gorbatchev à un PC s'effondrant sous ses pieds. «On assiste à la fin du PC soviétique», disait M. Jack Matlock, l'ancien ambassadeur américain à Moscou. L'opinion dominante est que la prestation de M. Gorbatchev a été celle d'un homme du passé.

L'éclatement éventuel du pouvoir a, bien évidemment, des aspects militaires qui retiennent l'attention des Etats-Unis. L'armée rouge va-t-elle se diviser en autant d'armées qu'il y a de Républiques ? Chaque jour, depuis la nuit du coup d'Etat, les porte-parole du Pentagone ont donné des assurances : jamais le contrôle centralisé de l'arsenal nucléaire soviétique ne leur a paru vaciller ; ils n'ont rien détecté qui soit de nature à les alarmer.

Vendredi, M. Bush s'est voulu tout aussi rassurant, en réponse à un article du Washington Post relevant que certains des auteurs du coup d'Etat s'étaient, au moins momentanément, emparés des «codes» de l'arsenal nucléaire soviétique. Les Etats-Unis observent avec espoir la pièce qui se déroule à Moscou, mais ils savent qu'il peut y avoir des scénarios catastrophes.

ALAIN FRACHON

Pékin : black-out...

PÉKIN

de notre correspondant

Les autorités chinoises ont imposé un black-out quasi total sur les informations en provenance de Moscou, et renforcé quelque peu le dispositif policier à Pékin, dans la crainte de réactions populaires aux changements intervenus en URSS. En même temps, le Quotidien du peuple continue de répéter les vieux slogans, aujourd'hui quelque peu anachroniques, comme celui selon lequel le communisme triomphera : «Le système socialiste remplacera le système capitaliste. Il connaît des tribulations de toutes sortes, mais, en fin de compte, il unira le monde». Et de citer un disciple de Confucius selon lequel «celui à qui le ciel donne une grande tâche doit beaucoup souffrir pour l'accomplir».

L'organe du Parti communiste chinois n'a rendu compte, dans les événements survenus depuis le retour de M. Mikhaïl Gorbatchev dans la capitale soviétique, que de quelques déclarations officielles donnant à croire au public que le gouvernement de l'URSS recommence à fonctionner normalement après un interlude bizarre, désormais mis entre parenthèses.

Le journal a relégué en pages intérieures, samedi 24 août, les déclarations de M. Gorbatchev de la veille, n'en retenant que les moins compromettantes pour la fiction sur laquelle s'appuie encore le régime chinois. Une seule concession à la dimension historique de ces événements : le Quotidien du peuple a cité la phrase du chef de l'Etat soviétique affirmant que l'idéologie socialiste s'inspirait notamment des valeurs chrétiennes, ce qui n'est pas particulièrement le point de vue des orthodoxes staliniens de Pékin.

Erreur de calcul

Le régime chinois est en train de payer l'erreur de calcul qu'il a consisté pour lui à commencer, même discrètement, à se féliciter du coup d'Etat, au moment même où celui-ci s'effondrait. Cette satisfaction prématurée est d'autant plus mal tombée qu'elle intervenait au cours de la rentrée universitaire.

Dans certaines universités, a-t-on appris, les responsables politiques avaient déjà commencé à expliquer aux étudiants les raisons pour lesquelles M. Gorbatchev avait perdu le pouvoir, sur un ton identique à celui du comité d'urgence des putschistes de Moscou, quand tomba la nouvelle de l'échec du coup d'Etat. Comme il est arrivé plusieurs fois dans le passé, les mêmes responsables en sont réduits aujourd'hui à préparer leur prochaine intervention devant leur auditoire sur une ligne politique contraire à la précédente.

Cette ligne a commencé d'être énoncée par le secrétaire général du parti, M. Jiang Zemin, qui recevait vendredi le chef de la junte militaire birmane, le général Saw Maung, dans une allusion voilée à la situation en URSS : «L'idéologie qu'adopte une nation est le ressort de son peuple. Aucun pays ne doit imposer aux autres un certain type d'idéologie», lui a-t-il dit.

Ces acrobaties n'ont pas démontré une grande importance pour la population, la voix du PCC passant largement inaperçue. Elles risquent en revanche d'affecter les relations entre Pékin et Moscou quand M. Eltsine s'apprête au traitement peu flatteur que lui a réservé le régime chinois.

HENRI DE BRESSON

Bonn : M. Kohl demande à ses partenaires d'accroître leur aide à l'URSS

BONN

de notre correspondant

A peine rentré de vacances, le chancelier Kohl a fait savoir haut et fort vendredi 23 août à Bonn qu'il allait demander à ses partenaires occidentaux de faire davantage en faveur de l'Union soviétique pour l'aider à stabiliser son économie. «C'est le moment maintenant que chacun dise ce qu'il fait réellement», a estimé le chancelier dans un entretien diffusé dans la soirée à la télévision.

Le tam-tam bonnois peut paraître un peu intempestif. Il est à la hauteur de l'inquiétude qu'avaient provoquée la tentative de coup d'Etat et ses répercussions possibles sur l'Europe et l'Allemagne en particulier. Le chancelier n'a, il est vrai, pas cessé ces derniers mois d'attirer l'attention de ses partenaires sur la nécessité d'épancher les réformes du président Mikhaïl Gorbatchev. L'hiver der-

nier, il avait prêté en personne une gigantesque campagne d'aide humanitaire. Il ne s'en trouve pas moins aujourd'hui sous la pression de l'opposition pour faire davantage.

L'Allemagne, cependant, ne dispose plus, loin de là, de la marge de manœuvre financière dont on la crédite. Il n'y a pas si longtemps encore. Les déficits budgétaires dus aux besoins pressants des nouveaux Länder de l'est se creusent, l'inflation se fait plus pressante.

Eviter un financement à fonds perdus

On craignait de voir l'Allemagne tentée par une politique de bascule entre ses intérêts à l'ouest et à l'est de l'Europe. Les événements de ces derniers jours auront obligé ceux qui en doutaient encore à réaliser qu'elle ne peut rien faire toute seule. «Nous avons besoin d'une politique occidentale arrêtée

en commun. Il n'y va pas de l'Allemagne toute seule», a souligné le porte-parole du gouvernement allemand, M. Dieter Vogel, lors de son point de presse de vendredi.

Les dirigeants affirment qu'ils ont fait plus que tous les autres pour aider économiquement l'URSS. C'est à la fois vrai et faux. La très grande partie des 60 milliards de marks d'engagements annoncés recouvre le tribut payé à l'URSS pour l'unification. Il s'agit des frais pris en charge pour le rapatriement des troupes soviétiques et de ceux consécutifs à la liquidation du COMECON, l'ancien marché commun de l'Est dont l'ex-RDA était partie prenante. L'Allemagne a été obligée en outre d'offrir des garanties de crédits pour permettre aux firmes de l'Est de maintenir leurs marchés en URSS, condition de leur survie. On estime à 500 000 le nombre des emplois dans l'est de l'Allemagne qui dépendent encore de ces marchés.

Si les responsables politiques allemands demandent à leurs partenaires de faire un plus gros effort financier, ils reconnaissent eux aussi qu'il faut éviter une aide à fonds perdus. Le chancelier a indiqué vendredi qu'il serait plus facile d'y voir clair lorsque la nouvelle répartition des pouvoirs entre le gouvernement central et les Républiques sera connue.

Le porte-parole du gouvernement a souligné que l'aide occidentale n'avait de sens que si une politique de réformes active était menée en URSS. Il a préconisé dans l'immédiat une application rapide des décisions du sommet des pays industrialisés de Londres, concernant notamment l'association de l'URSS au Fonds monétaire international, l'apport si nécessaire d'une aide humanitaire, et la fixation de priorités pour développer les infrastructures dont le pays a un besoin urgent.

HENRI DE BRESSON

Tirana : manifestation contre M. Ramiz Alia

Plusieurs milliers d'Albanais ont célébré, vendredi 23 août, l'échec du coup d'Etat de Moscou en manifestant à Tirana. Réunis dans un stade de la capitale, les manifestants ont notamment demandé la comparution devant les tribunaux du président de la République, M. Ramiz Alia et de M. Nadimë Hodja, la veuve du fondateur de l'Albanie socialiste.

M. Ramiz Alia avait succédé à Enver Hodja en mars 1985 et avait entrepris, sous la pression des manifestations étudiantes de décembre dernier, une série de réformes visant à démocratiser le pays. Les trois principaux partis d'opposition ont réclamé au cours du rassemblement de vendredi, la dissolution de la police secrète, le passage en jugement des dirigeants communistes coupables de corruption, la disparition des symboles communistes dans le pays et la réhabilitation de tous les prisonniers politiques condamnés sous le régime d'Enver Hodja. (AP, AFP)

APRÈS L'ÉCHEC

Neuf réponses à M. Marchais

Le premier ministre britannique, M. John Major, a réagi prudemment devant la purge du vendredi 23 août à Moscou, et n'a pas encore décidé d'augmenter l'aide américaine à l'Union soviétique, ajoutant que la proposition d'une nouvelle réunion du G7 sur ce thème est «à l'étude».

Le dernier bastion

Les médias n'ont pas en un mot pour expliquer le nouveau rapport de forces né de la crise des derniers jours, et n'ont accordé aucune attention aux civils tués lors des événements. De même ont-ils soigneusement passé sous silence le mouvement des pays baltes vers l'indépendance et le soutien international qu'il commence à susciter.

Ce metisme refait l'impuissance de la «démocratie» chinoise à s'adapter à une situation entièrement nouvelle, qui semble ébranser non seulement, du point de vue de Pékin, l'idée qu'elle se faisait du monde extérieur, mais aussi, dans une certaine mesure, sa propre légitimité. Avec le démantèlement en cours de l'Union soviétique, la Chine devient le dernier grand bastion du marxisme-léninisme, à l'heure où celui-ci est rejeté presque partout ailleurs. Cette position est peu confortable pour un pays qui a été, jadis, couronné par l'Occident comme un contrepoids à l'influence du Kremlin.

Le metisme s'explique encore par un léger regain d'activisme des opposants intérieurs. L'expulsion, jeudi, de quatre ressortissants américains et canadiens venues enquêter sur le sort des dissidents Wang Jintao et Chen Ziming, qui ont entrepris une grève de la faim pour protester contre le traitement infligé dans leur pays (le Monde du 24 août), a conduit l'ambassade des Etats-Unis à réitérer son souhait de voir le gouvernement chinois autoriser des visites de personnalités indépendantes aux personnalités politiques.

La conjonction de ce regain de contestation avec les événements de Moscou inquiète le régime et explique probablement la réapparition de patrouilles de policiers anti-émeutes armés signalés ces derniers jours dans Pékin.

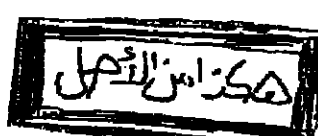
FRANCIS DERON

Tirana : manifestation contre M. Ramiz Alia

Plusieurs milliers d'Albanais ont célébré, vendredi 23 août, l'échec du coup d'Etat de Moscou en manifestant à Tirana. Réunis dans un stade de la capitale, les manifestants ont notamment demandé la comparution devant les tribunaux du président de la République, M. Ramiz Alia et de M. Nadimë Hodja, la veuve du fondateur de l'Albanie socialiste.

M. Ramiz Alia avait succédé à Enver Hodja en mars 1985 et avait entrepris, sous la pression des manifestations étudiantes de décembre dernier, une série de réformes visant à démocratiser le pays. Les trois principaux partis d'opposition ont réclamé au cours du rassemblement de vendredi, la dissolution de la police secrète, le passage en jugement des dirigeants communistes coupables de corruption, la disparition des symboles communistes dans le pays et la réhabilitation de tous les prisonniers politiques condamnés sous le régime d'Enver Hodja. (AP, AFP)

EN UNION SOVIÉTIQUE



APRÈS L'ÉCHEC DU COUP D'ÉTAT

La position des communistes français

Neuf responsables du PCF demandent à M. Marchais la réunion du comité central

Dans une lettre adressée, vendredi 23 août, à M. Georges Marchais, neuf membres du comité central réclament une réunion de cette instance « dans les meilleurs délais ». Parmi ces dirigeants, on désaccorde avec la position du bureau politique sur le putsch de Moscou, figurent trois anciens ministres : MM. Charles Fiterman, Anicet Le Pors et Jack Ralite.

s'exprime au nom de ses huit camarades : MM. Charles Fiterman, membre du bureau politique, et Anicet Le Pors, ses anciens collègues au gouvernement ; M. Guy Hermier, qui siège aussi au « BP », et MM. Jean-Michel Catala, Roland Favaro, responsable régional du parti en Lorraine, Roger Mantelli, Lucien Stève, Marcel Trigon, maire d'Arcueil (Val-de-Marne) et ancien suppléant de M. Marchais à l'Assemblée nationale.

dont il est parti intégrante. [...] Au-delà de la qualité des hommes, l'essentiel de ce qui peut expliquer l'échec du coup de force de Moscou est là.

« Faute d'analyse »

« Faute de l'avoir suffisamment perçu et pris en compte, poursuit le texte, la direction du parti a adopté des positions dont on voit bien - notamment à la lecture de l'Humanité - et en raison de l'absence d'initiatives les accompagnant - qu'elles tenaient pour acquies l'éviction illégale et brutale de M. Gorbatchev et se nourrissent de l'illusion que la poursuite d'un processus satisfaisant de réformes pouvait intervenir dans ces conditions. Or, le mauvais coup constituait un obstacle nouveau et grave devant ce processus, et il fallait tout faire pour contribuer à son échec. »

Les auteurs de la lettre se demandent si cette faute d'analyse ne montre pas que leur parti reste

encore - de maintes façons et, parfois, à son corps défendant - trop attaché à une vision ancienne du monde et du mouvement social, qui le prive de la capacité d'innovation et d'intervention politiques aujourd'hui vitales. « C'est une question importante parmi celles qui suggèrent les événements de ces derniers jours », soulignent ces « refondateurs », qui mettent en garde contre toutes les « illusions », notamment « celles qui attribuent aux recettes du capitalisme toutes les vertus » et « celles qui consistent à croire que l'on pourrait, en quelques années, effacer les conséquences de décennies d'errements et de fautes parfois dramatiques, que l'on pourrait faire surgir, en un court délai, un socialisme démocratique et moderne d'une société en proie à des péréries, à des retards, à des déséquilibres, à des angoisses, à des morcellements aux conséquences effroyablement lourdes. »

O. B.

« Notre démarche est exceptionnelle, car la situation l'est aussi », expliquent les neuf dirigeants « refondateurs » dans une lettre adressée vendredi matin à M. Marchais par M. Ralite, ancien ministre, maire d'Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), pour demander une réunion rapide du comité central afin d'avoir une « discussion approfondie sur le coup d'Etat » manqué à Moscou. Dans un mot d'accompagnement, M. Ralite précise qu'il

Première autocritique dans « l'Humanité-Dimanche »

La nouvelle version de l'Humanité-Dimanche, diffusée vendredi 22 août, porte en titre, sur sa couverture, « L'Espoir relégué », au-dessus d'une photo de M. Mikhaïl Gorbatchev. L'édition habituelle de jeudi, imprimée avant la fin du putsch de Moscou, était intitulée « URSS, le drame de l'échec ». Ce titre, qui se référait, selon l'hébdomadaire du PCF, à l'échec de la perestroïka, pouvait conduire le lecteur à croire, à contre-temps, qu'il s'agissait de l'échec du coup d'Etat (le Monde du 24 août).

Dans son nouvel éditorial, qui apparaît comme la première autocritique du PCF, Martine Bulard, rédactrice en chef et membre du comité central, reconnaît que son parti avait surestimé le « poids des forces rétrogrades ». Elle écrit également : « A force d'avoir redouté le coup d'Etat, nous avons gravement sous-estimé la profondeur de l'un des acquis de la perestroïka, l'aspiration à la liberté et la résistance de la population. »

« Le pire a pu être évité »

« Le fait qu'en France et en URSS des personnalités diverses aient commis semblable erreur ne nous excuse en rien », poursuit Martine Bulard, en ajoutant : « Il va sans dire que nous avons condamné sans équivoque aucune mardi [avant l'échec du coup d'Etat] ces aventuriers et leur coup de force. » La déclaration du bureau politique du parti, publiée

lundi soir et que n'avait pas approuvée M. Charles Fiterman, estimait que « les conditions d'éviction de M. Mikhaïl Gorbatchev étaient inacceptables » sans jamais utiliser les mots « condamnation » ni « coup d'Etat ».

Alors que M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, avait souligné, dans un message de félicitations envoyé, jeudi, à M. Gorbatchev, le « rôle » joué par le Parti communiste soviétique dans l'échec du putsch, qu'il avait minimisé devant la presse, mercredi, à Choisy-le-Roi (Val-de-Marne), le rôle de la population (le Monde du 23 août) et qu'il avait fait part de sa méfiance à l'égard de M. Boris Eltsine, l'éditorial de l'Humanité-Dimanche souligne que « le pire a pu être évité grâce à la mobilisation réelle de la population, au rôle éminent joué par des personnalités soviétiques, dont Boris Eltsine, et à la condamnation internationale des putschistes », sans citer le PC soviétique.

Pour sa part, l'Humanité quotidienne de samedi 24 août publie un article de son directeur, M. Roland Leroy, membre du bureau politique, adressé jeudi à la Pravda, dans lequel il écrit à propos de M. Gorbatchev : « Quelle joie de le voir rétabli dans le plein exercice de ses fonctions de président de l'Union soviétique et de secrétaire général du PC de l'Union soviétique ! » M. Leroy n'a signé aucun éditorial dans l'Humanité tout au long

du putsch de la junte. L'éditorial de ce samedi, signé par José Fort, chef du service étranger du quotidien communiste, s'inquiète de dernières décisions de M. Eltsine, qui, selon lui, tourment le don à « l'exigence de démocratie ». « Certains propos font penser aux préparations d'autrefois de pogroms dans un pays sans traditions démocratiques. (...) La dislocation de l'URSS, largement engagée, semble avoir été soigneusement planifiée », affirme l'éditorialiste.

Dénonciation à Vienn

M. Jean Rousseau, maire (Génération Ecologie) de Vienn, dans le Cher, a annoncé, vendredi 23 août, qu'il avait décidé, « à la suite des événements qui se sont produits en Union soviétique », de débaucher la place à laquelle le nom de l'ancien secrétaire général du PCF Maurice Thorez avait été donné par la municipalité communiste qui administrait Vienn jusqu'à l'an dernier. Selon M. Rousseau, Thorez « a eu, certes, des mérites et sa place dans l'histoire de notre pays, mais son soutien sans faille à Staline nous interpelle ».

De retour de Moscou

M. Jean Lecanuet : « Gorbatchev c'est l'erreur et la solitude »

De retour de Moscou, où il avait séjourné, la veille, en compagnie de M. Michel Vauzelle, le président (UDF) de la commission des affaires étrangères et de la défense du Sénat, M. Jean Lecanuet, a déclaré, vendredi 23 août, que M. Mikhaïl Gorbatchev persistait dans son refus de reconnaître le Parti communiste de l'Union soviétique. « Gorbatchev reste attaché au Parti communiste, en souhaitant sa régénération avec des hommes nouveaux, a ajouté M. Lecanuet. Il a reconnu qu'il s'était trompé, ce qui est gigantesque pour un chef d'Etat. Mais derrière l'erreur, il y a la persistance de l'erreur. De quoi s'est-il excusé ? D'avoir placé comme vice-président quelqu'un qui a tenté un putsch contre lui. Il donne l'impression d'un homme diminué par l'humiliation, car c'est une humiliation que d'être emprisonné par ses propres amis. Imaginez M. Edith Cresson mettant M. Mitterrand en état d'arrestation à Latchi ! »

Après avoir rappelé qu'il avait longuement reçu M. Boris Eltsine, le 17 avril dernier, lors d'une réunion élargie de la commission des affaires étrangères du Sénat, M. Lecanuet esquisse un portrait comparé du président de la République de Russie et du président de l'Union soviétique : « Gorbatchev, c'est la légalité, la souffrance, l'erreur et la solitude. Eltsine, c'est

l'été, le soleil, l'homme qui monte sur le char, le refus du Parti communiste à l'indépendance, c'est la résistance et la victoire. » La délégation française, qui comprenait également M. Elie Wiesler, prix Nobel de la paix, a rencontré successivement M. Vladimir Loukine, président de la commission des affaires étrangères du Parlement russe, et l'ancien ministre des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze. Selon M. Lecanuet, le premier s'est déclaré déçu par l'attitude des « démocrates libres ». M. Chevardnadze a insisté, de son côté, sur l'état de détresse de l'économie soviétique, en précisant que l'hiver prochain risquait d'être une période très épineuse sur le plan de la consommation et de la vie quotidienne.

Le président de la commission des affaires étrangères du Sénat a cependant jugé qu'il fallait établir deux niveaux de priorités pour répartir l'aide économique de l'Occident. Dans un premier cercle, il range la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Bulgarie et la Hongrie, et place la République de Russie - et non l'URSS - dans un second cercle. « Je ne vois pas comment les Français, mais aussi les Allemands, les Britanniques, les Américains pourront mobiliser les moyens financiers permettant de tout faire rapidement et partout », a-t-il expliqué.

M. Jean-Michel Boucheron : « La fin de l'Union soviétique »

« Ce n'est pas seulement la fin du communisme, c'est la fin de l'Union soviétique », nous a déclaré la présidente de la commission de la défense de l'Assemblée nationale, M. Jean-Michel Boucheron (PS), peu après son retour de Moscou, où il concluait une délégation de députés français depuis le 19 août, jour du coup d'Etat. « Si, demain, les Républiques périphériques ou, même, la Russie décident de faire sécession, qui pourra envoyer les chars ? M. Gorbatchev n'a plus aucun moyen de pression militaire. A mieux, l'Union soviétique ne sera plus qu'une confédération. Je crois même que ce processus de transformation sera rapide », précise le député d'Ille-et-Vilaine.

M. Boucheron, qui, à la demande du président de la République, est resté à Moscou jusqu'au lendemain du retour de M. Gorbatchev, a pu voir, estime que celui-ci est victime d'une « impopularité fondamentale », même après le coup d'Etat. « L'autre victime des événements est l'armée. L'appareil militaire-industriel ne pourra plus, désormais, absorber autant de crédits. C'est là une bonne nouvelle sur le plan de la détente », ajoute M. Boucheron.

La délégation française, invitée par le Soviet suprême de l'Union soviétique, comprenait, outre M. Boucheron, MM. Jean-Guy Branger (app. UDF), Jean-François Delahais (PS), Jean Kiffer (app.

RPR) et Daniel Reiner (PS). Elle a rencontré brièvement l'état-major de l'armée rouge dans la matinée du 20 août. Outre le climat tendu de cette réunion, marquée par des différends ouverts entre militaires favorables au putsch et militaires socialistes, les députés français ont estimé qu'il n'était pas possible de parler du désarmement alors que les chars étaient dans la rue. A cette occasion, un parlementaire soviétique aurait justifié l'absence du général Moïseïev par le fait que celui-ci allait être nommé ministre de la défense de la junte.

Le même jour, les députés français ont rejoint la « Maison Blanche », siège du Parlement russe, où ils ont décidé de rester, en dépit des menaces qui pesaient à ce moment-là. En faisant le tour des barricades, ils ont assisté, dans la nuit du 20 au 21 août, aux affrontements qui, selon eux, ont fait sept morts. Cette présence, selon M. Boucheron, a permis d'atténuer les critiques formulées par des députés russes sur l'attitude de la France lorsque le président de la commission de la défense a été rejoint, à Moscou, par MM. Michel Vauzelle et Jean Lecanuet. « On ne nous a pas fait de reproche direct concernant la première intervention télévisée de M. François Mitterrand, mais des allusions au second degré », précise M. Boucheron.

J.-L. S.

La conjoncture internationale restant marquée par l'attentisme

La fin du putsch est une chance pour la reprise

La réussite du coup d'Etat en URSS, en inquiétant politiquement les pays industrialisés, aurait probablement eu pour effet de détériorer pendant quelques semaines ou quelques mois un climat international déjà maussade en matière économique. L'échec rapide du putsch peut au contraire faciliter la reprise, en modifiant l'attitude des chefs d'entreprise et des ménages, qui, depuis des mois, investissent et consomment moins.

Même si elle prend fin plus rapidement que prévu, l'attente d'un peu méfiance des pays industrialisés ne débouchera pas sur une forte reprise. Il n'est guère possible - même si le monde puisse revivre dans l'immédiat une période de forte activité comme ce fut le cas entre 1987 et la fin de 1989. Pendant ces trois années, la richesse nationale des grands pays industrialisés a augmenté au rythme très rapide de 4 % l'an. Cette grande prospérité a été rendue possible par l'effondrement des prix pétroliers survenant fin 1985-début 1986 se traduisant par un énorme effort de modernisation et d'équipement.

A l'exception de l'Allemagne

C'est aussi le ralentissement puis le recul de l'investissement dans les pays anglo-saxons à partir de 1989 - 1990 qui a été à l'origine de la récession née outre-Atlantique - au Canada et aux Etats-Unis - avant de s'étendre en Grande-Bretagne. Dans ces trois pays, le recul de la production et la montée du chômage furent impressionnants, nos voisins britanniques connaissant à moins de 4 % l'année prochaine, sous l'effet d'un ralentissement des investissements et d'une politique sévère de rétablissement des finances publiques. On savait qu'en 1992 s'estomperait les profondes divergences de conjoncture qui, ont séparé le monde pendant les deux années : d'un côté les pays en récession dans lesquels le chômage augmentait, parfois très fortement comme en Grande-Bretagne ; d'un autre côté les pays en pleine expansion, investissant et consommant à tout va, créant de nombreux emplois. Cette conjoncture en disparaissant peu à peu et en rendant plus facile l'harmonisation des politiques économiques - celle des politiques monétaires notamment - laissait une inquiétude : qu'allait devenir l'activité en Europe et dans le monde si l'Allemagne et le Japon baissaient de rythme avant que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ne prennent fermement le relais.

Recul de l'inflation

Nous en sommes là. Ce qui vient de se passer à Moscou semble lever définitivement une hypothèque : celle d'un retour au pouvoir en URSS des conservateurs du statu quo. Si en était ainsi, on pourrait s'attendre à ce que les grands pays industrialisés le ressentent ainsi, il est possible que l'attentisme qui gèle pas mal de projets depuis un an sans que la fin de la guerre du Golfe ait rien changé, il est possible que cet attentisme prenne fin plus tôt que prévu. La psychologie joue, elle aussi, un rôle important. Et si l'épargne peut sembler insuffisante, les besoins d'investissements, eux, ne manquent pas dans le monde, à l'Est en particulier. De ce point de vue, l'ex-RDA pourrait réserver de bonnes surprises avec un début de redémarrage de la production industrielle.

Au chapitre des nouvelles raisons de croire figurent maintenant la forte reprise des importations en provenance des pays pétroliers en même temps que s'éloigne plus vite et plus nettement qu'on ne l'estimait le danger de l'inflation dans le monde. Cela est essentiel et fournit quelques raisons de croire à une certaine détente des taux d'intérêt à long terme.

ALAIN VERNHOLLES

Le président de la BERD à Moscou - M. Jacques Attali, président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), est arrivé vendredi 23 août à Moscou où il doit rencontrer M. Boris Eltsine, président de la fédération de Russie. Auparavant, M. Attali avait rencontré M. Anatoli Sobtchak, maire de Leningrad, pour discuter de l'attribution de crédits à la ville. M. Attali pourrait rencontrer M. Gorbatchev. - (AFP)

Nord ; faiblesse de la consommation des ménages qui stagne ou même recule dans les pays anglo-saxons...

C'est ce genre de constatations, auxquelles s'ajoutent bien sûr les graves inquiétudes nées des difficultés des banques et - dans beaucoup de grands pays - de l'endettement excessif des agents économiques (entreprises, particuliers, puissances publiques), qui avait incité à établir des prévisions peu optimistes pour 1992. Malgré un début de reprise au printemps ou à l'été 1991, les Etats-Unis s'étaient vus crédits d'une croissance de 2,5 % l'année prochaine, la Grande-Bretagne de moins de 1,5 %. La France et l'Italie se voyaient accorder un taux très légèrement supérieur à 2 %, l'Espagne à 3 %.

Cette modération des prévisions, ce scepticisme non avoué, s'expliquent aussi par l'évolution qu'on voit venir en Allemagne et au Japon. Après avoir continué à très vive allure sur leur lancée, alors que toutes les autres nations ralentissaient fortement, stagnaient ou connaissaient la récession, ces deux pays pourraient à leur tour baisser un peu de rythme.

La première, dont la croissance annuelle aura été de 4 % en moyenne en 1990-1991, devrait revenir à un rythme plus modéré, compris entre 2 et 2,5 % : l'alourdissement des impôts au début de juillet va freiner la consommation, tandis que les exportations progressent moins vite du fait de la moindre compétitivité des prix allemands sur les marchés extérieurs.

Le Japon, dont les résultats continuent d'étonner - y compris dans ses taux d'investissement extravagants, - a réalisé plus de 5 % de croissance moyenne annuelle depuis 1988 : ce taux baisserait sensiblement pour revenir à moins de 4 % l'année prochaine, sous l'effet d'un ralentissement des investissements et d'une politique sévère de rétablissement des finances publiques. On savait qu'en 1992 s'estomperait les profondes divergences de conjoncture qui, ont séparé le monde pendant les deux années : d'un côté les pays en récession dans lesquels le chômage augmentait, parfois très fortement comme en Grande-Bretagne ; d'un autre côté les pays en pleine expansion, investissant et consommant à tout va, créant de nombreux emplois. Cette conjoncture en disparaissant peu à peu et en rendant plus facile l'harmonisation des politiques économiques - celle des politiques monétaires notamment - laissait une inquiétude : qu'allait devenir l'activité en Europe et dans le monde si l'Allemagne et le Japon baissaient de rythme avant que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ne prennent fermement le relais.

On savait qu'en 1992 s'estomperait les profondes divergences de conjoncture qui, ont séparé le monde pendant les deux années : d'un côté les pays en récession dans lesquels le chômage augmentait, parfois très fortement comme en Grande-Bretagne ; d'un autre côté les pays en pleine expansion, investissant et consommant à tout va, créant de nombreux emplois. Cette conjoncture en disparaissant peu à peu et en rendant plus facile l'harmonisation des politiques économiques - celle des politiques monétaires notamment - laissait une inquiétude : qu'allait devenir l'activité en Europe et dans le monde si l'Allemagne et le Japon baissaient de rythme avant que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ne prennent fermement le relais.

SOCIÉTÉ

JUSTICE

L'enquête sur l'assassinat de Chapour Bakhtiar

La France doit formellement demander à la Suisse l'extradition d'Ali Rad Vakili

Ali Rad Vakili, l'un des trois assassins présumés de Chapour Bakhtiar, arrêté mercredi 21 août à Genève, a refusé la procédure simplifiée permettant son extradition vers la France. Paris doit désormais mettre en œuvre une demande d'extradition traditionnelle qui peut durer des semaines, voire des mois, selon les recours formulés par le suspect. Ali Rad Vakili peut néanmoins changer d'avis à tout moment, et la France a dix-huit jours pour faire sa demande formelle d'extradition qui devra contenir les chefs d'inculpation.

Le porte-parole du Quai d'Orsay, M. Daniel Bernard, a indiqué, vendredi 23 août, que les autorités françaises allaient transmettre immédiatement à la Suisse la demande d'extradition par la voie diplomatique. Le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, avait exprimé le souhait « que les procédures soient conduites avec diligence et que les jugements (...) interviennent dans les délais les plus brefs ».

Avant de statuer sur le fond de l'affaire Europ Show

La cour d'appel d'Aix-en-Provence remet en liberté M. Lucien Salles

NICE
de notre correspondant régional

La cour d'appel d'Aix-en-Provence a examiné, jeudi 22 août, l'appel interjeté par M. Lucien Salles, directeur général de l'Opéra de Nice et gérant de la société de spectacles Europ Show, qui avait été condamné, le 18 juin dernier, par le tribunal correctionnel de Nice à une peine de deux ans de prison dont un an avec sursis et 500 000 francs d'amende pour abus de biens sociaux et fraude fiscale (le fonds du 20 juin). Elle a mis son jugement en délibéré au 25 septembre, mais avant de statuer sur le fond de l'affaire et en dépit de réquisitions contraires de l'avocat général, M. Yves Le Baut, elle a ordonné la mise en liberté de l'intéressé qui réclamait son avocat, M. Thierry Levy (Paris).

Bien qu'elle soit susceptible d'être prise à tout moment de la procédure, tant que le jugement n'est pas définitif, cette mesure est assez fréquente. Elle pourrait présager d'une réforme par la cour d'appel, dans un sens favorable à M. Salles, de la décision rendue en première instance. Une certaine discordance était d'ailleurs apparue, devant le tribunal correctionnel de Nice, entre le jugement prononcé par cette juridiction et les réquisitions très modérées du ministère public. Le substitut du procureur, M. Pierre-Claude Schollem, s'était borné à demander une peine d'emprisonnement avec sursis, tout en suggérant au tribunal « de ne pas renvoyer en prison » M. Salles, qui avait commis une faute grave, mais sans motif de détention préventive.

Finalement condamné à deux ans de prison, dont un an ferme, le gérant d'Europ Show avait fait l'objet d'un mandat de dépôt délivré à l'audience. Devant la cour d'appel,

le journal mensuel de documentation politique
après-demain
Fondé par la Ligue des droits de l'homme
(non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :
L'EUROPE DE L'AUDIOVISUEL
Envoyer 40 F (timbres à 2 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (80 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro

Le ministre genevois de la justice et de la police, M. Bernard Ziegler, avait qualifié, jeudi 22, de « ridicule » l'idée selon laquelle Ali Rad Vakili pourrait ne pas être extradé. Le juge d'instruction suisse, Daniel Dumarthey, a indiqué qu'il avait soumis à Ali Rad Vakili la possibilité qui lui était offerte de choisir la procédure simplifiée d'extradition, que ce dernier a rejetée. Celui-ci doit faire l'objet, à Genève, d'une procédure pour infraction à la législation sur le séjour des étrangers.

Le magistrat genevois, qui a reçu jeudi la visite de son homologue français, le juge d'instruction Jean-Louis Brugère, a précisé que ce dernier n'avait pas interrogé le suspect. Selon le juge Dumarthey, une personne qui doit être extradée ne peut pas être entendue sur le territoire suisse par des autorités du pays qui le réclame.

M. Dumas mis en cause par un opposant iranien

Selon la police genevoise, qui a mis hors de cause Ali Rad Vakili dans les deux attentats commis contre des opposants iraniens sur le territoire helvétique (en 1990 contre Kazem Rajavi et en 1987 contre un pilote déserteur), le suspect répond aux questions, mais ne cesse de « mentir par omission avec beaucoup de sang-froid ».

La police helvétique recherche, pour sa part, un quatrième homme, soupçonné d'avoir fourni un soutien logistique, sur les bords du lac Léman, aux deux présumés de Chapour Bakhtiar. Ce suspect s'était présenté le 13 août à l'hôtel Rousseau de Genève pour réserver une chambre pour l'iranien Mohammad Azadi, le compagnon de fuite d'Ali Rad Vakili. Il a inscrit sur sa fiche le nom de Nasser Shamsenagar et un numéro de passeport. Mais, selon un porte-parole de la police de Genève, aucun portrait-robot de cet intermédiaire n'a pu être réalisé, l'employé de l'hôtel n'ayant pas bien vu ses traits.

Vendredi, la chasse à l'homme s'est poursuivie des deux côtés de la frontière française, pour tenter de retrouver la trace de Mohammad Azadi, le compagnon de fuite d'Ali Rad Vakili. Celui-ci a disparu sans laisser de trace, le 13 août dernier à Genève, après avoir passé deux nuits dans des hôtels de la ville. A Paris, la brigade criminelle, chargée de l'enquête, recherche toujours le troisième homme du commando, l'ancien métayer de Chapour Bakhtiar, Fereydon Boyer Ahmadi. Dans un entretien au Figaro, samedi 24 août, M. Ali Chakraborty, proche de l'ancien premier ministre iranien assassiné, et président du Mouvement de la résistance nationale iranienne, met en cause l'attitude du gouvernement français, notamment M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, réservé à l'égard de Chakraborty, et ses jugements concernant la participation de l'Iran à l'assassinat de M. Bakhtiar : « Ses propos sont révoltants et son attitude déplacée, estime M. Chakraborty. Le comportement de la France vis-à-vis de l'Iran est dicté par les impératifs de la normalisation ».

■ Décès de la fille de Chapour Bakhtiar. — M. Viviane Eshbar, la fille de l'ancien premier ministre iranien assassiné, est décédée à l'âge de quarante-neuf ans, mercredi 21 août, à Cannes, des suites d'une crise cardiaque. Depuis quelques semaines, elle avait été atteinte de plusieurs malaises.

REPÈRES

CATASTROPHE

Un typhon fait 55 morts en Corée du Sud

Le typhon Gladys qui a balayé les côtes de Corée du Sud, vendredi 23 août, a causé la mort de 55 personnes, 36 autres étant portées disparues, selon un bilan publié samedi matin 24 août. On compte 40 000 sans-abri. Plus de 20 000 touristes ont dû être évacués. Les autorités craignent que le nombre des victimes soit plus élevé après les opérations de débâcle. Parmi les régions les plus touchées, figure celle de Pusan, deuxième ville du pays, centre industriel important où deux mille entreprises ont dû cesser toute activité. Gladys est sur le point d'achever sa course en mer du Japon, estimant samedi les responsables de la météorologie de Corée du Sud. — (AFP, AP)

MOEURS

Des affiches pour Minitel rose recouvertes à Mulhouse

A la suite d'une protestation du maire de Mulhouse, M. Jean-Marie Bockel, une société d'affichage parisienne qui avait apposé, sur les murs de la ville, des affiches vantant un Minitel rose a fait recouvrir ses affiches « 30-15 FREE ». Celles-ci représentaient une jeune femme fort dévêtue, qui avaient suscité « la réaction de nombreux habitants » de la ville, selon le maire. Le maire avait menacé l'afficheur, en cas de non-

obtempération, d'appliquer « les sanctions prévues par les lois en vigueur » et de faire retirer les affiches « aux frais de l'afficheur par les services municipaux ». Cette décision se basait sur les articles L 283 et 290 du code pénal, réprimant « l'outrage aux bonnes mœurs commis notamment par la voie de la presse et du livre ». A la société Média-promo, on déclare qu'« aucun problème n'a été relevé dans d'autres villes ».

RELIGIONS

Des prêtres canadiens seront sanctionnés pour abus sexuels

L'épiscopat canadien entend sanctionner sévèrement les abus sexuels commis par des prêtres et des religieux sur des enfants. Ils ne bénéficieront d'aucune tolérance de la part de l'Eglise, affirme un rapport rendu public, vendredi 23 août, par la Conférence épiscopale canadienne, secouée depuis plusieurs années par des scandales impliquant certains membres du clergé, le plus sérieux ayant mis en cause vingt responsables d'un orphelinat à Terre-Neuve. Ce rapport souligne que « l'Eglise ne peut accepter que des enfants soient victimes d'abus de la part de prêtres ou d'autres religieux et qu'ils n'ont aucun droit de demander un traitement de faveur quand des soupçons sont portés sur la conduite de leurs ministères ». L'épiscopat doit proposer l'an prochain une série de mesures visant à mieux sélectionner et former les séminaristes. D'autres seront élaborées pour aider les victimes d'abus sexuels commis par des prêtres. — (AFP)

FAITS DIVERS

Escroquerie aux Assedic

De faux chômeurs inculpés à Grenoble

LYON
de notre bureau régional

Les gendarmes de la section des recherches de Grenoble viennent de mettre fin à un système d'escroquerie qui, durant dix ans, a permis à de faux chômeurs de recevoir de vraies indemnités de licenciement des Assedic dans une dizaine de départements. C'est à Saint-Cyr-sur-Mer (Var), où il menait une existence confortable avec des revenus mensuels qui pouvaient atteindre les cinquante mille francs, que Jean-Pierre Cavillier, cinquante-quatre ans, a été interpellé.

Il aurait pu continuer à couler des jours heureux sans le zèle d'un fonctionnaire des Assedic de Grenoble qui, alerté par le caractère douteux de certains documents, déclencha l'enquête. Le principe de l'escroquerie était simple, mais efficace. Utilisant la raison sociale d'une entreprise fantôme, Jean-Pierre Cavillier produisait à l'administration de fausses attestations de licenciement, se présentant, sous des identités différentes, en qualité de chef du personnel, responsable de gestion ou tout autre qualification de cadre supérieur, qui lui permettait d'empocher des indemnités variant de 10 000 francs à 20 000 francs mensuels.

Le système fit des émules, parmi lesquels Charles Demitroff, quarante-huit ans, lui-même arrêté dans la « villa » qu'il occupait dans la banlieue grenobloise. Tous deux ont été présentés, vendredi 23 août, au parquet de Grenoble, inculpés des chefs d'escroquerie, faux et usage de faux, usurpation d'identité et falsification de documents, et écroués. N. C.

■ Huit toiles volées au Musée de Menton. — Huit toiles et des huiles sur bois des XV^e et XVI^e siècles — un ensemble religieux des écoles italienne, vénitienne et florentine estimé à 10 millions de francs — ont été volées au Musée municipal Carnot de Menton (Alpes-Maritimes) dans la nuit de jeudi 22 au vendredi 23 août. Le système d'alarme, qui était très sophistiqué, n'a pas fonctionné, et le gardien qui réside sur place n'a rien entendu. Les enquêteurs ont simplement trouvé une vitre cassée à une fenêtre du premier étage du musée, au pied de laquelle se trouvait une échelle.

Agressions répétées contre des étudiants étrangers

Cocktail explosif à Brighton

LONDRES
correspondance

Pour être resté trop tard devant les scintillantes machines à sous du Palace Pier, la célèbre jetée de Brighton transformée en parc d'attractions, l'adolescent a raté le dernier autobus bleu à impériale. Nerveux, l'étudiant venu pariser son anglais sur la Riviera britannique se dirige à pied vers le quartier résidentiel de Hove, où il loge chez l'habitant. Dans une rue déserte, des loubards l'accostent, le jettent à terre et le rouent de coups. Puis ils s'éloignent après avoir défilé le gargon d'un appareil photo, d'un sac de voyage et de quelques livres sterling.

Cette agression ne fera qu'un entrefil dans le quotidien du Sussex. The Argus. Le passage à tabac d'un étudiant allemand par un groupe de voyous aux cris de « Hell Hitler » et une bataille rangée contre des jeunes Espagnols ne retiendront guère plus l'attention. Pourtant, ces attaques débridées de jeunes étrangers par des bandes locales sont désormais l'ordinaire des stations balnéaires du sud-est de l'Angleterre, qui vivent des séjours linguistiques d'été.

En haute saison, de juillet à septembre, Brighton accueille plus de quarante mille jeunes de toutes nationalités. Ces étrangers constituent jusqu'au cinquième de la population de certains quartiers. Une cinquantaine d'écoles de langues, plusieurs milliers de professeurs, dix mille familles d'accueil, les compositions d'autobus, les taxis et bien d'autres bénéficient directement de cette clientèle. Mais, pour une partie de la population locale, ces étrangers dérangent.

Au commissariat central de John's Street, l'inspecteur en chef John Pearce remarque que « les étudiants du continent sont aisément reconnaissables à leurs vêtements chic. Pour les petits délinquants, ce sont des cibles faciles. Ils doivent être sur leurs gardes, même si Brighton n'est pas plus dangereuse que la Côte d'Azur ou la Costa Brava. Les patrouilles de police ont été renforcées dans les quartiers fréquentés par les bandes de skin-

heads, de punks, de motards, et par les jeunes étrangers. La plupart des lieux de rassemblement disposent de vigiles accompagnés de chiens-loups.

« Ils occupent notre ville. L'entrée du Pink Coconut, ma boîte favorite, nous est interdite quand ces wankers (branleurs), pleins de pognon, décident d'aller danser », explique David, qui vend des sucres d'orge tressés sur la plage de galets au bord de la mer. Sophie, dix-sept ans, lycéenne de Nantes, venue préparer son bac d'anglais, est déçue : « En trois semaines, je n'ai pas adressé la parole à un seul Anglais de ma génération. Au Pink Coconut, je me sens en sécurité, car on est entre nous, mais je rentre toujours en taxi. Dommage que les étudiants soient partis en vacances. Il ne reste ici que les proxénètes et les chômeurs. Leurs mines me font peur ».

« La classe moyenne du continent »

Finbarr Kelly, vingt-sept ans, natif de Dublin, directeur de l'une des écoles de langues qui accueillent les jeunes étrangers, observe qu'« en Grande-Bretagne les divisions de classes demeurent très fortes. A Brighton, la rencontre entre les rejetons désargentés d'un prolétariat insulaire, traditionaliste et éduqué et les enfants de la classe moyenne continentale, aisée, souple en matière de mœurs et ouverte sur le monde, peut faire un cocktail explosif ».

Mais Brighton, qui s'est autrefois encaissée à l'époque victorienne, reproche aussi aux étudiants étrangers d'encombrer les trottoirs et les autobus; de ne pas faire la queue, etc. Les commerçants accusent les foreigners de la hausse des vols à l'échelle des l'arrivée des beaux jours. Selon la police, les jeunes étrangers interpellés pour ce type d'infractions constituent la « base » des arrestations. Or, en Grande-Bretagne, on ne laisse pas des étrangers à l'écart. Le fait pris la main dans le sac est arrêté, emprisonné jusqu'à sa comparution devant un juge et renvoyé après règlement d'une grosse amende.

MARC ROCHE

POLITIQUE

Préparant leur université d'été

Les jeunes rocardiens déclarent la guerre à « la conception fabiusienne » du PS

Les jeunes rocardiens des clubs Forum, qui organisent leur université d'été à Agde, dans l'Hérault, du 5 au 8 septembre prochain, ont rendu public leur document préparatoire, dans lequel ils se proposent d'engager un « dialogue fracassant » avec M. Edith Cresson, mais aussi avec M. Laurent Fabius et ceux qui partagent sa conception du Parti socialiste, contre laquelle ils annoncent un « combat sans merci ».

Les clubs Forum ont changé de président — M. Christophe Clergeau, un étudiant en sciences économiques de vingt-trois ans, a succédé en mars dernier à M. Manuel Valls, premier secrétaire de la fédération du Val-d'Oise du PS — mais pas de style. Studieux et impertinents, ils ont élaboré en vue de leur université d'été un texte substantiel (près de cinquante pages), dans lequel, rappellent qu'ils avaient « activement soutenu » M. Michel Rocard lorsqu'il était à l'Hôtel Matignon, ils affirment ne pas « changer d'attitude comme de premier ministre », mais n'en expriment pas moins des désaccords « parfois profonds » avec M. Cresson. Désireux d'engager avec elle un « dialogue fracassant », ils l'ont, d'ailleurs, courtoise à Agde, de ne pas que M. Lionel Jospin, mais le seul de leurs invités dont ils soient sûrs qu'il ne leur fera pas faux bond est M. Rocard.

Le premier reproche des jeunes rocardiens à M. Cresson concerne le gouvernement et au ministre de l'Immigration, « Construire la communication gouvernementale sur la

publicité pour les chartes, écrivains, revient à chasser sur les terres de M. Pasqua et Le Pen. Cet épisode fut un naufrage pour les valeurs de la gauche ». Ils n'y vont pas, non plus, par quatre chemins lorsqu'il s'agit d'analyser les causes de l'immigration — la pauvreté des pays d'origine et la demande de main-d'œuvre en France, — d'observer que, « dans l'Histoire de notre pays, l'immigration ne s'est jamais arrêtée » et de souligner que « tout apport de population est facteur de développement économique », cela pour conclure que « la poursuite de l'immigration est, donc, inéluctable et souhaitable ».

« Économies de bouts de chandelle »

Deuxième reproche fait au premier ministre : les clubs Forum, convaincus de la « nécessaire professionnalisation du système éducatif », jugent inopportune de « respecter le mythe de l'apprentissage, qui a depuis longtemps montré ses limites ». Ils plaident, en revanche, pour la cohabitation, à tous les niveaux de l'enseignement, de « deux cultures de même valeur, celle du savoir et celle du savoir-faire ». Ils n'épargnent pas, au passage, certains syndicats d'enseignants, dont « on peut se demander, écrivent-ils, ce qui est devenu premier pour eux, des revendications corporatistes ou de la réussite de la formation des élèves ».

Le financement de la Sécurité sociale donne lieu à un troisième reproche, adressé à la fois au chef du gouvernement et au ministre de l'Économie, M. Pierre Bérégovoy. L'augmentation de 0,9 % des coti-

salons maladie n'était pas indispensable pour atteindre l'équilibre », affirment-ils, la maîtrise de l'offre de soins, entreprise par l'ancien ministre (rocardien) des affaires sociales, M. Claude Evin, devant, selon eux, y suffire à terme. En attendant, ils auraient préféré voir le gouvernement recourir à la contribution sociale généralisée, formule « plus efficace économiquement et plus juste socialement », dont ils observent que M. Bérégovoy aura « jusqu'au bout préféré [la] critique ». Le ministre de l'Économie est, mis en cause, plus généralement, pour sa politique d'« austérité », et son ministre délégué au budget, M. Michel Charasse, pour ses « économies de bouts de chandelle ».

Les jeunes rocardiens ne sont pas moins sévères pour le Parti socialiste, qui voit, selon eux, les « vocations militantes » se détourner de lui au profit des écologistes et qui « doit être saisi du naufrage ». Ils désignent sans la moindre ambiguïté leur adversaire en annonçant « un combat sans merci contre la conception fabiusienne du PS ». « Nous ne voulons pas, expliquent-ils, d'un parti totalement instrumentalisé au service d'un homme (...), non plus [que] d'un parti mollettiste, qui n'ait comme objectif que la victoire aux élections, au mépris de nos valeurs ». Cependant, l'issue, pour eux, ne fait pas de doute : « M. Rocard sera, en 1995, le candidat des socialistes à l'élection présidentielle ». Et, partis sans de la « suppression du service militaire obligatoire », n'empêche par ces jeunes gens de ne vouloir voter au PS, qu'une seule tête.

LES PROJETS SONT ABANDONNÉS

Le retour

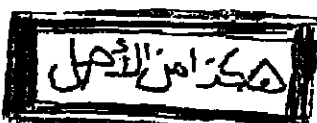
Le retour

Le retour

Le retour

Le retour

Le retour



SOCIÉTÉ

MÉDECINE

Grâce à de nouveaux aérosols intranasaux

Des progrès sont annoncés dans le traitement de la mucoviscidose

Plusieurs informations, récemment publiées aux États-Unis, permettent d'envisager un notable progrès dans le traitement médicamenteux de la mucoviscidose, la plus fréquente des maladies d'origine génétique. S'ils ne peuvent, en l'état, être présentés comme un remède miracle, ces résultats offrent néanmoins de nouveaux espoirs thérapeutiques pour une affection en face de laquelle la médecine était jusqu'à présent totalement désarmée, les malades mourant généralement en bas âge.

L'information la plus importante est publiée dans les colonnes du *New England Journal of Medicine*, daté 22 août. Il s'agit d'un travail mené par une équipe placée sous la direction du Dr. Michael R. Knowlton.

(université de Caroline du Nord). Les chercheurs américains ont étudié chez neuf sujets normaux et chez douze patients atteints de mucoviscidose, les effets de deux molécules de faible poids - les nucléotides ATP (adénosine triphosphate) et UTP (uridine triphosphate) - administrées par aérosols intranasaux.

Une telle étude fait suite à différentes observations *in vitro* établissant que l'ATP et l'UTP sont des substances de nature à modifier les flux des ions de chlorure dans les membranes des cellules de l'épithélium de l'appareil respiratoire humain. Or, différents éléments récemment obtenus en laboratoire permettent d'affirmer que c'est à ce niveau que siège l'anomalie moléculaire responsable des symptômes très handicapants qui caractérisent la mucoviscidose (1).

L'administration intranasale d'ATP et d'UTP semble notamment permettre d'obtenir une réduction de la viscosité du mucus qui, pro-

duit de manière anormalement abondante, encombre les voies respiratoires des jeunes malades provoquant ainsi une série de troubles graves. De nouvelles études sur un plus grand nombre de malades seront nécessaires pour confirmer l'innocuité et l'efficacité de ce nouveau procédé thérapeutique.

Déjà, en avril 1990, la même équipe américaine avait publié des résultats très encourageants obtenus à partir d'aérosols contenant une molécule connue pour ses effets hypertenseurs - l'amiloride, commercialisée par la multinationale Merck Sharp and Dohme - obtenus à partir d'une action sur les flux de sodium et de potassium au niveau des membranes cellulaires. Ces essais sont aujourd'hui sponsorisés outre-Atlantique par une autre multinationale, la firme Glaxo Inc.

Tous ces travaux expérimentaux prometteurs s'inscrivent dans un paysage résolulement novateur fourni grâce aux derniers résultats

de biologie qui, après avoir permis l'isolement du gène de la mucoviscidose (*le Monde* du 28 août 1989), fournissent un décryptage tout à fait inédit des fondements moléculaires de cette maladie. Ainsi, plus que jamais, peut-on - grâce notamment aux financements privés de la recherche en ce domaine - nourrir l'espoir de disposer bientôt de traitements efficaces fournissant une alternative à l'interruption thérapeutique de grossesse, pratique de plus en plus fréquemment mise en œuvre dès lors que l'enfant attendu est connu pour être porteur de l'anomalie génétique.

JEAN-YVES NAU

(1) La mucoviscidose est une affection héréditaire due à un fonctionnement anormal de certaines glandes (pancréas et glandes de la muqueuse bronchique) qui sécrètent un mucus trop visqueux. Elle entraîne des troubles divers, notamment d'ordre respiratoire. En France, plusieurs centaines d'enfants atteints de mucoviscidose naissent chaque année.

SPORTS

NATATION : championnats d'Europe d'Athènes

Deuxième médaille d'or pour Catherine Plewinski

Après sa victoire sur 100 mètres nage libre et sa deuxième place sur 200 mètres dans la même discipline, Catherine Plewinski a conservé, vendredi 23 août, son titre européen sur 100 mètres papillon.

Cette troisième médaille - la deuxième d'or - fait, pour l'instant, de la jeune Savoyarde la nageuse la plus titrée des championnats d'Europe d'Athènes. Elle espère améliorer sa performance, en partant de son premier tour, dimanche 25 août, la dernière épreuve à son programme, le 50 mètres nage libre.

La veille, jeudi 22 août, le Soviétique Popov avait égalé le record d'Europe du Français Stéphane Caron sur 100 mètres nage libre, en 49 secondes et 18 centièmes.

Football : match avancé du championnat de France. - Lens et Saint-Etienne ont fait match nul 1 à 1, vendredi 23 août, en match avancé de la septième journée du championnat de France de football de première division. C'est le troisième match nul consécutif du RC Lens, nouveau promu, sur son terrain, où il n'a pas encore remporté de victoire depuis le début de la saison.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction : Jacques Lesourne, gérant
Jacques Favret, directeur de la publication
Bruno Fraquet, directeur de la rédaction
Jacques Gail, directeur de la gestion
Manuel Lucchart, secrétaire général

Rédacteurs en chef : Jacques Anselme
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
Thomas Ferenzi
Philippe Hariman
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs : Hubert Baye-Méry (1944-1959)
Jacques Favret (1959-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécoeur : 40-65-25-99
Télécopieur : 40-65-25-10

ABONNEMENTS : 1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-30-10

SEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

CHAMPS ÉCONOMIQUES

ATHLÉTISME : les championnats du monde à Tokyo

Le retour manqué de l'Afrique du Sud

Les troisièmes championnats du monde d'athlétisme ont débuté sous la pluie, samedi 24 août, à Tokyo. Les premières grandes finales devaient avoir lieu dimanche avec, notamment, le 100 mètres masculin et le duel très attendu entre les Américains Carl Lewis (champion olympique) et Leroy Burrell (détenteur du record du monde en 9 s 90). Vendredi 23, la cérémonie d'ouverture avait réuni 1 705 athlètes représentant 168 pays. L'Afrique du Sud, dont le « grand retour » a été différé, était absente.

TOKYO

de notre envoyé spécial

«Soyez toujours souriants, on ne sait jamais ce que filment les caméras.» Les consignes étaient strictes, japonaises. Les 3 500 figurants de la cérémonie d'ouverture des championnats du monde d'athlétisme, vendredi 23 août à Tokyo, les ont respectés sans rechigner. Ils ont gardé le sourire quand bien même la pluie ne cessait de s'abattre sur ce stade qui n'avait pas connu de championnats depuis les Jeux olympiques de 1964. 1 705 athlètes, venus de 168 pays, en présence de plus de mille journalistes, de l'empereur et de l'impératrice : l'athlétisme valait bien des rituels angéliques, une chorégraphie grandiose et quelques effets de laser.

En cette soirée détrempée mais lumineuse, le «Mondial» d'athlétisme s'est donné des airs d'olympiade, comme pour mieux rappeler qu'il est sans doute devenu le troisième événement sportif de la planète, après les Jeux olympiques et la Coupe du monde de football (1). Les responsables de la Fédération internationale d'athlétisme amateur (IAAF) ne manquent d'ailleurs jamais une occasion de rappeler que leur actuelle compétition accueille huit pays de plus que les Jeux de Séoul (168 contre 160).

Pourtant, le président de l'IAAF, l'italien Primo Nebiolo, n'est pas totalement satisfait. Une absence fa sans doute davantage chagriné que les pluies de mauvais augure qui se sont abattues sur la capitale japonaise : celle de l'Afrique du Sud. Depuis la réintégration de ce pays au sein du mouvement olympique (le Monde du 9 juillet), à la suite de l'abolition des dernières lois d'apartheid, M. Nebiolo espérait bien être le premier dirigeant du sport mondial à pouvoir accueillir de nouveaux «bannis» de Pretoria. Un tel événement aurait constitué une performance de choix, tant pour l'athlétisme que pour son chef de file.

M. Nebiolo s'était sans doute

Les résultats

Messieurs
20 km marche (finale) : 1. Maurizio Damilano (It), 1 h 19 min 37 s ; 2. Mihail Shterbov (URSS), 1 h 19 min 48 s ; 3. Yevgeny Mayev (URSS), 1 h 20 min 22 s ; 4. Thierry Toulon (Fra), 1 h 21 min 22 s.

Dames

10 km (finale) : 1. Alina Ivanova (URSS), 42 min 57 s ; 2. Madelein Svenson (Sud), 43 min 57 s ; 3. Sari Essayah (Fin), même temps, 43 min 57 s. Aucune athlète française ne participait à cette épreuve.

rejoindre trop vite. Inviter l'Afrique du Sud à Tokyo, comme il s'était engagé de le faire, n'était pas un geste de réconciliation. C'était la nouvelle fédération multiraciale sud-africaine, qui regroupe les trois fédérations coexistantes dans ce pays (une «blanche» et deux «noires»), a officiellement annoncé qu'elle n'envoyait aucun athlète au Japon. Ses responsables expliquent alors qu'un retour était prématuré, tant les divergences restent nombreuses entre les différentes associations.

Il semble en fait que cette décision ait été prise sous la pression des deux fédérations «noires», le Congrès sud-africain d'athlétisme amateur (SAAAC) et le CAA (le CAA de M. Nelson Mandela) et le Conseil sud-africain d'athlétisme amateur (SAAAB). Un mouvement radical noir. Leurs dirigeants estiment qu'une présence sud-africaine à Tokyo aurait surtout servi les intérêts sportifs et financiers des athlètes blancs, frustrés par leur longue mise à l'écart.

Coup de colère

M. Nebiolo n'a guère apprécié ce forfait inattendu qui l'a privé d'une «exclusivité» très recherchée - tous les grands sports, de l'athlétisme au rugby en passant par le football, se disputent désormais le privilège de recevoir les Sud-Africains - et l'IAAF a fait savoir, mardi 20 août, qu'elle retirait à l'Afrique du Sud son titre de membre provisoire de l'IAAF, accordé dans la hâte quelques semaines plus tôt. Jeudi 22, lors d'une conférence de presse, M. Nebiolo en prenait violemment aux dirigeants sud-africains qui l'avaient privé d'un «symbole d'unité et d'amitié». Ainsi écarté de l'IAAF, l'Afrique du Sud voyait ses chances de participer aux Jeux de Barcelone (1992) sérieusement compromises.

Une fois passé le coup de colère de M. Nebiolo, l'optimisme est pourtant revenu dans le camp sud-africain. Jeudi soir, le Sénégalais Lamine Diack, vice-président de l'IAAF et principal dirigeant de l'athlétisme africain, rappelait en

effet que les athlètes de Pretoria pourraient malgré tout s'aligner dans des compétitions organisées sur le continent africain. Autrement dit, leur réintégration définitive au sein de l'IAAF passerait par une réintégration progressive en Afrique.

Sentiment de méfiance

M. Diack, estimant qu'il n'était pas bon de «continuer à fermer les portes», laissait même entendre qu'ils seraient présents aux Jeux de l'unité, une réunion d'athlétisme prévue à Dakar (Sénégal) du 4 au 6 octobre. Interrogé samedi 24 août par le Monde, M. Diack a confirmé la venue de Sud-Africains dans son pays. De même, il a indiqué que des athlètes noirs originaires de plusieurs pays du continent devraient se rendre à Pretoria, une semaine plus tard, ce qui constituerait une «première» historique.

En fait, les différentes composantes de l'athlétisme sud-africain existent depuis 12 octobre pour régler leurs problèmes internes et prouver à l'IAAF la fiabilité d'une unité qui semble encore bien fragile, pour des raisons politiques. «L'apartheid n'existe plus dans l'athlétisme sud-africain, au moins en ce qui concerne les compétitions et les athlètes. Des athlètes de Soweto, de l'«est noir», certes. M. Diack, avant de conclure : «Il reste des tiraillements, un certain sentiment de méfiance. L'athlétisme demeure soumis aux incidences politiques. Mais la fédération sud-africaine ne peut être du jour au lendemain une fédération normale. Il faut donc lui montrer la direction à suivre.»

PHILIPPE BROUSSARD

(1) Les premiers championnats du monde d'athlétisme ont eu lieu à Helsinki (Finlande) en 1983 et les deuxièmes à Rome (Italie) en 1987. Le succès de cette compétition est tel que la Fédération internationale (IAAF) vient de décider qu'ils auraient lieu tous les deux ans, au lieu de quatre. La ville allemande de Stuttgart pourrait accueillir la prochaine édition, en 1993.

COMMUNICATION

Luc Fayard, nouveau rédacteur en chef du «Dauphiné libéré». - Luc Fayard, ancien rédacteur en chef délégué du groupe Expansion, est nommé rédacteur en chef du quotidien le Dauphiné libéré (groupe Hertz), dont le tirage est de 330 000 exemplaires en semaine, 430 000 le dimanche. Cette nomination s'inscrit dans le cadre de la restructuration entreprise par M. Denis Huet depuis son accession, en avril 1989, à la présidence du directeur du quotidien dauphinois. Agé de trente-neuf ans et diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, M. Luc Fayard a débuté sa carrière dans le journalisme en 1980, à Maxwell vend la majorité de la chaîne MTV Europe. - En manque de liquidités, le groupe Maxwell a décidé de céder 50,1 % des actions de la chaîne musicale européenne MTV Europe au groupe Viacom International. Ce dernier, déjà propriétaire de la maison mère MTV America, versera entre 60 et 65 millions de dollars (en cash ou en

actions) à M. Robert Maxwell. Créée il y a quatre ans, MTV Europe compte 23 millions d'abonnés dans vingt-sept pays et devrait dégrader des bénéfices dès la fin 1992. D'abord implantée en Europe occidentale, la chaîne musicale est désormais reçue également en URSS et dans la plupart des pays d'Europe de l'Est.

M. Alan Thompson, directeur général de The European. - M. Alan Thompson, directeur financier de l'hebdomadaire de M. Robert Maxwell The European depuis juillet dernier, vient d'être nommé directeur général. Il succède à M. Ian Maxwell, le fils du propriétaire, nommé éditeur adjoint et appelé, selon un communiqué, à consacrer une plus grande partie de son temps à ses fonctions de vice-président de Mirror Group Newspapers. Lancé au printemps 1989, The European est aujourd'hui créé d'une diffusion moyenne hebdomadaire de 223 000 exemplaires, quelque 111 000 étant vendus à l'intérieur du Royaume-Uni.

Le Monde • Dimanche 25 - Lundi 26 août 1991 9

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5592
HORIZONTALEMENT

1. Où il y a beaucoup de gras. Parfois au bout d'une descente. -
II. Homme de lettres. Planches. - III. Pas originale. Mesure. «Fau» du ciel.
- IV. Blanc pour un prêtre. Sont difficiles à réparer quand elles sont
grosses. Pronom. - V. Certains ne sont que des ignorants.
Pas propres quand ils sont communs. - VI. Pas nette. Utilisé pour protéger les verres. Interjection. - VII. Pas admises. Vraiment bizarre. - VIII. Bruit. N'aime pas être dérangée quand elle est en train de pondre. - IX. Comme l'air de celui qui cherche sa voie. Marguerite au jardin. Claude au verger. Qui a besoin de repos. - X. Fait circuler. Pro-nom. Une apparence. - XI. Ne doit pas avoir la gorge fragile. Quand on en sort, on n'est plus un homme. - XII. N'est évidemment pas curé. Un vrai diable quand il est malin. - XIII. Cherche à se faire entendre. Pousser un cri. Peut être une preuve de bonne foi. - XIV. Restant sur le carreau. Peut ronfler tout l'hiver. - XV. Lie. Point de départ. Un gros-sier personnage.

VERTICALEMENT
1. Travail qu'on fait à coups de ciseaux. Peut faire des étalages quand il est nouveau. - 2. Reste vierge tant qu'on n'a rien fait. Qui a beaucoup vécu. Est noir quand il vient des champs. - 3. Un bon point. Relatif à la fièvre jaune. - 4. Doit être protégé de la couille. Objet de litige pour des plaideurs. Personnage de choix. - 5. Participe. Parfois fait dans une épreuve. Boucherie. Pronom. - 6. Ebrécher le bord. Un point sur le bidet. - 7. Ville. Mot qui peut désigner tout ce qui est liquide. - 8. Bons à détacher. Aura une attitude inquiétante. - 9. Se dorent au soleil. Pour sou-

tenir. - 10. Mise en pièces. Coule en Italie. - 11. On ne peut plus cracher quand on en est privé. Petit projecteur. - 12. Moment où peut apparaître le démon. Ne boit pas quand il est couché. - 13. Parfois associée aux gastes. Coule en Afrique. Qui avait peut-être intrigué. - 14. Autrefois, il était souvent attaché au parterre. Philosophes grecs. - 15. Donne un prix. On y voit le jour. Examen de facultés.

Solution du problème n° 5591

Horizontalement
I. Chanteuse. - II. Lame. Crin. - III. Omlette. - IV. Pestal. Nô. - V. Oc. Envier. - VI. Rols. Anon. - VII. TNT Singe. - VIII. Eden. Et. - IX. Seme. Air. - X. Furies. - XI. Décimer.

Verticalement
1. Cloportes. - 2. Harpeçon. Eté. - 3. Ames. Item. - 4. Nettes. Défi. - 5. Tan. Sémur. - 6. Envaïn. Ré. - 7. Urs. Inn. Air. - 8. St. Néogène. - 9. Encornet. Su.

GUY BROUTY

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
46-62-72-67

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécoeur : (1) 40-65-25-99
Télécopieur : 206.806F

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécoeur : (1) 49-60-30-10
Télécopieur : 261.311F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 820 000 F
Principaux associés de la société : Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie : 12, r. M. Gumbord
94852 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux et publications, n° 37 437
ISSN : 0393-031X
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et index du Monde ou (1) 40-65-25-33

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Le Monde
PUBLICITE
Jacques Lesourne, président
François Hugot, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Télécopieur : 634 128 F
Télécopieur : 46-62-96-71. Société Titulaire de la SARL Le Monde et de la SARL Presse SA.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composée 36-15 - TAPAZ LEMONDE
ou 36-15 - TAPAZ LM

ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-65-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEM.-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Voie normale-CEK
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINTEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP. Paris RP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : Prénom :

Adresse :

Localité : Code postal :

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

VIET
CHEZ LES PEINTRES

CULTURE

Recommencer l'histoire

Quittant l'abstraction géométrique pour des sujets sacrés et symboliques
Jean-Pierre Pincemin remonte le cours du temps jusqu'aux origines de la peinture occidentale

black-out

Jean-Pierre Pincemin habite une ferme au centre d'un village, au centre d'une plaine parfaitement horizontale et fastidieuse sur la route de Chartres, au centre de la Beauce. On n'imagine pas paysage plus plat ni décor plus « typique », avec église gothique, épiceries, tracteurs et enfants à bicyclette. Un artiste-peintre ici, et célèbre et recherché ? C'est incongru. La ferme n'est pas moins singulière, dont les bâtiments en carré encadrent une cour herbeuse où se présentent à la vue plusieurs carcasses de réfrigérateurs, un chien apathique, une chaise ruinée, deux perroquets, dont un bleu et jaune de la taille d'une platade, et aussi stupides paraissent, des débris métalliques disparates, un vélo vieux d'au moins cinquante ans - et, étonné que l'on s'étonne du spectacle, le peintre lui-même, en débraillé comme il convient aux champs.

Dans l'entrée de la maison gît un magnétoscope à demi dévissé. « Je l'ai trouvé à la déchèterie, je le démonte le soir pour comprendre comment ça fonctionne. Mais je ne saurais pas le réparer. » La cuisine-salon-salle à manger s'orne de la carcasse rouillée d'une sorte de tourne-broche à roues dentées et manivelle, mérovingien sans doute, et d'une grande gouache de Calder, seule œuvre dont Pincemin dit admettre la présence continue. Sur le mur face au Calder, le moulage en plâtre d'une feuille d'acanthe colossale comme on en voyait jadis dans les salles de dessin des écoles des beaux-arts, au temps où l'on y enseignait le dessin. Sur les meubles, une abondance de bizarreries qui proviennent comme le magnétoscope incomplet des dépotiers du pays beauceron, que l'on n'imaginait pas si pleins de ressources. « J'y vais ramasser du bois pour mes sculptures. On y fait des décors magnifiques. Vous voyez... » On voit effectivement : les décors de Pincemin ont envahi la maison et ses annexes, qui occupent cependant les trois quarts de la ferme. Ses sculptures s'amoncellent dans le hangar de terre battue où étaient rangés autrefois tracteurs et machines. Pour les tableaux du genre expérimental, il y a une pièce immense, aux fenêtres si sales qu'elles filtent la lumière solaire mieux que le vitrage de musée le plus savamment calculé. Pour les peintures du genre géométrique, il suffit

d'un cellier aveugle éclairé au néon. Il faut pour l'atteindre traverser le « buzz » de Pincemin, capharnaüm de débris et vieilleries de toutes sortes entassés dans ce qui semble la cave d'un chiffonnier rêveur. La réserve aux œuvres anciennes et l'atelier de gravure occupent ce qui fut une cuisine. Une mannequin féminin de Celluloïd rose aux formes volumineuses, mais chauve, borgne et privé de ses bras, tient lieu de divinité protectrice à ces collections peu rangées, les toiles roulées sur le sol, les gravures en liasses sur une table.

A propos du mannequin, Pincemin commente : « Je ne comprends pas que les gens jettent de telles merveilles. » S'en sert-il pour confectionner des assemblages, à l'instar de nombre de ses prédécesseurs et contemporains, de Picasso à Tinguely ? « Non. Je les laisse là, juste pour le plaisir. » Il n'empêche : sculpture et peinture relèvent chez Pincemin d'un processus lent et périlleux de réutilisation et de métamorphose d'éléments fabriqués à d'autres fins par d'autres que lui. Lui-même définit son art comme une entreprise de « recyclage » et se donne pour dessein de « tout balayer et tout assimiler ».

« Il me fallait renouveler mon matériel pictural pour continuer à peindre. Il me fallait me renouveler moi-même... »

Assimiler, en matière de sculpture, c'est pour lui, depuis plusieurs années, confectionner des structures de fer tordu et soudé, dessins dans l'espace et armatures de ses pièces. Sur des charpentes irrégulières, enchevêtrements calligraphiques de sinuosités et d'arcs, Pincemin fixe une sorte de peau écailleuse et bigarrée, des plaquettes et des fragments de bois peints et délavés, des bois de décharges publiques, restes de plinthes, caisses, cages et meubles. Agrafés ensemble, ces vestiges aux rebords hérissés d'échardes et aux surfaces fendillées, composent un manteau d'arlequin du plus étrange effet : quelque chose comme le mixte des essais picturaux de Picasso



Jean-Pierre Pincemin

s'éloignant du cubisme vers 1915 et des volumes courbes vaguement organiques de Hans Arp. « C'est été, je vois en fait d'autres dans mon second atelier, à Sens - atelier logé dans un ancien moulin et plus encombré encore de débris et de vieilleries que la ferme, affirmant ceux qui s'y sont hasardés. « Actuellement, je travaille à de nouvelles peintures. »

À quatre vastes peintures, posées côte à côte contre les murs de la grange. Pour les observer, le visiteur est obligamment prié de s'asseoir dans un siège-banquet de plastique noir, vestige arraché à quelque épave automobile. Non sans quelque stupéur, il découvre les œuvres en cours d'exécution : un mandala en spirale bistre et blanc sur fond noir luisant, un saint Christophe, une Madeleine en extase entourée de six anges et une chasse à l'ours, ces trois dernières scènes inspirées de gravures sur bois médiévales rhénanes ou d'annabiennes. Les figures, attentivement copiées, ont été tracées en brun. Peu de couleurs encore dans ces *works in progress*, hors des touches de jaune et de vert qui feraient croire que le peintre s'emploie à perfectionner la vraisemblance des représentations. Des frises de fleurs stylisées bordent en haut et en bas les figures de la Madeleine et du saint Christophe. Le mandala est seul achevé. Un livre, par terre, avoue sa provenance : les gouaches tantriques indiennes.

Voilà donc ce qui se voit cet été dans l'atelier de l'un des plus vantés des abstraits français : un chasseur en costume de Guillaumet. Tell qui vise un ours monté dans un arbre et des images pieuses monumentales. Comme pour ajouter à l'étonnement, Pincemin décrit sa méthode. Ayant invité dans sa ferme un étudiant coréen dont il avait remarqué la dextérité, il l'a chargé de reproduire aux dimensions des toiles les gravures archaïques qu'il avait séduites, et de les reproduire de son mieux. Ces agrandissements achevés, à l'artiste de pénétrer dans l'image

et de l'amener à son plus haut point de vérité. « Je ne peux pas peindre à partir de rien. Je ne sais pas. Celui qui peint directement, d'après nature comme on dit, je le regarde comme touche. » Il a donc recours à cette méthode, variations indéfinies à partir d'un thème puisé dans l'histoire - ce qu'il définit étrangement comme « une transmission lente de la réalité ».

Puis, plus tranchant : « Il me fallait renouveler mon matériel pictural pour continuer à peindre. Il me fallait me renouveler moi-même, tout simplement. C'est ainsi que j'ai choisi de travailler dans l'histoire de la représentation - mais en évitant le côté « musée » de tant de peintres de maintenant. Les gravures sur bois se laissent manipuler plus aisément. Avec elles, j'apprends à représenter. Plus tard, je me servirai peut-être de photographies... L'idéal, ce serait de tout assimiler de la peinture occidentale, de pouvoir tout intégrer sans changer pour autant de texture picturale, comme Van Gogh y est parvenu avec les estampes japonaises. Qu'il peigne une branche en fleur, un autoportrait ou une estampe, c'est la même peau de peinture. Il unifie tout. Delacroix a fait de même. »

« La forme suprême de l'expression artistique est dans le portrait »

Pour s'expliquer, Pincemin désigne la toile achevée. « Je veux donner à toutes les mêmes aspects somptueux. C'est important, le somptueux. Que les peintures plaisent. » Sans doute peint-il souvent comme il sculpte : avec des pots de couleurs trouvés dans les décharges. Mais lui objecte-t-on que ce dédain de la technique pourrait nuire à la conservation de ses toiles, si somptueuses soient-elles, il proteste. « Mes pre-

mières peintures, je les ai exécutées de la même façon. Certaines, je les ai transportées sur le toit de ma voiture, elles ont reçu la pluie et séché au soleil. N'empêche : elles n'ont pas bougé. Celles-ci, ce sera pareil. » Que des pots ouverts où les couleurs sèchent en pellicules épaisses jonchent l'atelier, cette apparence de négligence, il ne la croit pas plus grave.

« Regardez les brosses, elles sont propres, elles. C'est l'essentiel. Et puis, ces questions de technique, ce n'est pas le principal. »

Le principal, à l'évidence, tient dans la volonté de renouveler avec la représentation. Pourquoi cette conversion ? « Représenter, c'est le but de la peinture. Il faut organiser des réponses à ce que l'on voit. La forme suprême de l'expression artistique est dans le portrait. A l'heure actuelle, je ne peux pas essayer d'en faire en peinture. Mais j'ai gravé l'an dernier un autoportrait. Un soir, j'étais très excité, j'avais pas mal bu, je m'y suis mis, l'autoportrait est venu à l'improviste, à mon insu. J'en ferai un autre sous forme de sculpture cet été. Dans les années 20, Picasso a dessiné des sculptures comme celles auxquelles je songe : des femmes filant d'ourlets, de vis, de bouts de bois et de ficelles. Et il a placé devant elles une femme qui les observe, une femme à la Ingres, très classique. Ce rapprochement m'intéresse. » Silence. Puis, pensant encore à Picasso sans doute : « Il n'y a rien de plus difficile que le portrait. D'autant que je n'ai pas confiance dans la perception, dans la mémoire en tout cas. Quand je regarde, il me semble titonner. Etant rapide, la gravure me permet des révélations brutales. Mais ensuite, il faut beaucoup de temps pour les assimiler. »

Autre preuve de cette fonction décisive de la gravure, un grand paysage ténébreux, que Pincemin affirme la meilleure gravure qu'il ait exécutée jusqu'ici. Le ciel et l'horizon, les nuages et les arbres y poussent les uns contre les autres des masses noires. On dirait un combat ou une tempête.

Devant son mandala, Pincemin poursuit sa réflexion sur la représentation : « La peinture occidentale a pour drame son incapacité à représenter l'univers. Il lui manque cette puissance cosmique. Seul Pollock y atteint parfois... J'aimerais faire des images du chaos et de la création, les planètes, les satellites, avec des formes primitives. Pour une abbaye de la région toulousaine, je travaille à un projet de vitrail sur le sujet de la Création. Je voudrais obtenir une composition de cercles, une image bien remplie qui donne à la fois un sentiment du cosmos et un sentiment tantrique. » Il montre plusieurs études, visions d'éclipses, constructions de disques monochromes. Abstractions ? « Je suis très attaché au sujet. Les abstractions que je peignais dans les années 70, c'était tout autre chose. »

Pourquoi alors leur réserver encore une place et exécuter des compositions orthogonales dans le genre des Pincemin « historiques » ? « Que voulez-vous ? C'est mon fond de commerce... De toute façon, j'en fais très peu, une quinzaine par an à peu près. » Dans l'atelier aux géométries, nulle fenêtre, des tubes de néon et, au centre, une petite table chargée de boîtes de gouache et d'aquarelle. « Je peins des petits formats que m'a demandés ma galerie de New York. Je m'y mets de temps en temps... » Est-ce cynisme de sa part ? « Mais non, absolument pas. Je prends du plaisir à les exécuter. C'est comme si je faisais mes gammes... Si j'exécutais des variations à partir d'une idée unique... L'exercice de la variation me plaît. Dubuffet, quand il a entrepris le cycle de l'Hourloupe, a jeté dans une boîte à chaussures des petits cartons découpés et peints. Pour chaque toile, il se servait le carton, photographiait le résultat, projetait et peignait d'après la projection. Je ferais volontiers de même. »

Sorti de ses ateliers, Pincemin ne parle plus guère peinture, ni de ses admirations ni de ses contemporains. Il préfère reparler de ses entreprises d'appropration mécanicienne et de ce qui semble son grand sujet du moment, le Japon et la concurrence économique. « C'est important, ça, exporter. J'ai fait des expositions au Japon, moi. J'ai fait mon devoir. C'était avant la crise, il faut dire. »

PHILIPPE DAGEN

Jean-Pierre Pincemin

Jean-Pierre Pincemin est né à Paris en 1944. D'abord ouvrier, il se consacre entièrement à la peinture à la fin des années 60. Dès 1971, il apparaît comme l'un des membres les plus résolus du mouvement Supports-Surfaces, pour s'en écarter progressivement par la suite. Il vit et travaille à Authon-la-Plaine et à Sens.

De très nombreuses expositions personnelles scandent sa carrière : à Paris, à la Galerie de France en 1975, 1982 et 1987, et à la galerie Montigny en 1989, ainsi qu'à New-York chez Denise Cadé. Il a participé à la plupart des manifestations du groupe Supports-Surfaces entre 1971 et 1974 et, cette année, à la rétrospective que le Musée d'art moderne de Saint-Etienne a consacrée à ce mouvement.

La semaine prochaine : Vincent Corpet

CINÉMA
Acteurs de synthèse

Les jeux vidéo imitent les films, et vice versa

HUDSON HAWK
de Michael Lehmann

Nintendo est une marque de jeux vidéo, dont les personnages viennent des bandes dessinées - Picaou, Tortues Ninja - s'appellent Mario Bros, font du kung fu, du foot ou du tennis, et bien entendu voyagent dans l'espace... Quels que soient ces personnages, les jeux consistent en poursuites, chutes, bonds, explosions, le tout en images de synthèse, accompagnées d'une petite musique non moins synthétique et effroyablement répétitive. Il n'est pas inutile de le savoir avant de se risquer à aller voir *Hudson Hawk* (le faucon de l'Hudson), de Michael Lehmann.

En fait, plutôt que d'un film, il s'agit d'un jeu vidéo filmé. La marque Nintendo, probablement sponsor, est nommée à plusieurs reprises, à propos de n'importe quoi, et par exemple Dany Aniello se moque de Bruce Willis en ce qu'il ne sait pas ce que c'est. Il est vrai que Bruce Willis, le faucon de l'Hudson, cambrioleur génial, vient de passer dix ans en prison.

Quand l'histoire commence - après un générique où l'on voit Léonard de Vinci inventer un avion, un canon et une machine à fabriquer de

for, - Bruce Willis sort donc de prison. Son gardien lui propose immédiatement un casse à la salle des ventes. La suite est une succession de courses-poursuites, chutes, bonds et explosions, avec pour seul fil conducteur, la recherche du système inventé par Léonard de Vinci pour fabriquer l'or.

Il n'y a ni bons ni méchants, et d'ailleurs les personnages, plus caricaturaux que burlesques, changent de camp à chaque séquence. Les séquences se carambolement sur un rythme affolé, mais l'histoire se traîne, entre *Indiana Jones* et comédie musicale, avec quelques décors inventés et délibérément peints sur toile, ça fait partie du jeu, et on peut trouver ça amusant, pourquoi pas.

Les comédiens font ce qu'ils peuvent. Dany Aniello semble vraiment s'amuser, James Coburn (un méchant aussi, Bruce Willis ressemble de plus en plus à un masque de carnaval modèle Mickey Rourke. Il n'a pas l'air malin, mais quand les humains se mettent à imiter les images de synthèse, on ne peut pas leur demander en plus d'être expressifs.

COLETTE GODARD

SELECTION OFFICIELLE CANNES 1991

MERCREDI CHICAGO 1991 il est blanc, il est juif, il est flic...

HOMICIDE

JOE MANTEGNA DANS UN FILM DE DAVID MAMET

SPECTACLES

SAMEDI 24 - DIMANCHE 25 AOUT

CINÉMAS

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT

(47-04-24-24)

SAMEDI

Aspects du cinéma français : années 60 : *Compartment tueur* (1968), de Costa-Gavras, 15 h ; *le Samouraï* (1970), de Jean-Pierre Melville, 17 h ; *Rock and Roll* (1980), de Jack Hazzan, David Weng, 19 h ; *Easy Rider* (1969), v.o. s.t.f., de Dennis Hopper, 21 h.

DIMANCHE

Aspects du cinéma français : années 60 : *Goto l'île d'amour* (1968), de Walerian Borowczyk, 15 h ; *Ramona sur l'Adriatique* (1969), d'Alexandre Astruc, 17 h ; *Rock and Roll* (1980), de Woodstock (1970, v.o. s.t.f.), de Michael Wadleigh, 19 h.

PALAIS DE TOKYO

(47-04-24-24)

SAMEDI

Les Quarante Ans des Cahiers du cinéma : *Reporters* (1981), de Raymond Depardon, 18 h ; *Alexandrie pourquoi ?* (1978, v.o. s.t.f.), de Youssef Chahine, 20 h.

DIMANCHE

Les Quarante Ans des Cahiers du cinéma : *La Porte du paradis* (1980, v.o. s.t.f.), de Michel Cimin, 18 h.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2. Grande-Galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30)

SAMEDI

Paris la nuit : *Taxi de nuit* (1987), de Vanessa Paradis chante Joe le taxi (1987), de Polygram, *Extrême nuit* (1979), de Jacques Rivière, 14 h 30 ; *Riviera*, de Jacques Rivière, 16 h 30 ; *Nuit et Jour* : la Bande des quatre (1988), de Jacques Rivière, 18 h 30 ; *Nuit de mer* : *Zazou* dans le métro (1987), d'Antoine de Maxidny, le Minotaur (1989), de Raphaël Caussimon, Rouge Gorge (1984), de Pierre Zucca, 20 h 30.

DIMANCHE

Paris la nuit : *Détresses* : *Spot Eram* (1988), de Jean-Marie Poiré, 14 h 30 ; *Riviera* : la Nuit miraculeuse (1988), d'Ariane Mouchkine, 16 h 30 ; *Nuit et Jour* : la Bande des quatre (1988), de Jacques Rivière, 18 h 30 ; *Nuit de mer* : *Zazou* dans le métro (1987), d'Antoine de Maxidny, le Minotaur (1989), de Raphaël Caussimon, Rouge Gorge (1984), de Pierre Zucca, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

A FLEUR DE PEAU (A., v.o.) : George V, 9 (45-82-41-48) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 9 (45-74-94-94) ;

L'AFFAIRE WALLRAFF (A., v.o.) : Lucmaire, 9 (45-44-57-34) ;

AKIRA (Jap., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ;

ALICE (A., v.o.) : Reflet Logos, 15 (45-54-46-85) ; UGC Normandie, 9 (45-63-16-16) ;

AN ANGEL AT MY TABLE (néo-zélandais, v.o.) : Les Trois Balzac, 9 (45-61-10-80) ;

L'ANNÉE DE L'ÉVÈIL (Fr.) : Lucmaire, 9 (45-44-57-34) ;

L'APPROCHE FINALE (A., v.o.) : George V, 9 (45-82-41-48) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 9 (45-74-94-94) ;

LA BANDE A PIGOU (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 9 (45-74-94-94) ;

LA CHAÎNE (Fr.) : Breteigne, 9 (42-22-57-97) ; Les Trois Balzac, 9 (45-61-10-80) ;

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 9 (45-57-18-08) ;

LES DOORS (A., v.o.) : Épée de Bois, 5 (45-22-47-01) ; UGC Normandie, 9 (45-74-94-94) ;

LA DISCRÈTE (Fr.) : Breteigne, 9 (42-22-57-97) ; Les Trois Balzac, 9 (45-61-10-80) ;

LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr., Pol., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Saint-André-Arès, 1 (40-26-12-12) ;

LA CHAÎNE (Fr.) : Breteigne, 9 (42-22-57-97) ; Les Trois Balzac, 9 (45-61-10-80) ;

LA BANDE A PIGOU (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 9 (45-74-94-94) ;

LA CHAÎNE (Fr.) : Breteigne, 9 (42-22-57-97) ; Les Trois Balzac, 9 (45-61-10-80) ;

LA BANDE A PIGOU (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-83) ; UGC Montparnasse, 9 (45-74-94-94) ;

42-27) : Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-94) ;

LE CRI DU PAPILLON (Brit.-Fr., v.o.) : La Saint-Germain-des-Près, Salle G. de Beaugrand, 6 (42-22-97-23) ; Les Trois Balzac, 9 (45-61-10-80) ;

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-94-94) ;

DANCIN' THRU THE DARK (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Utopia, 5 (43-28-84-85) ;

DANNY LE CHAMPION DU MONDE (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ;

DANS LA PEAU D'UNE BLONDE (A., v.o.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-94-94) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ;

DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Gaumont Ambassade, 9 (43-69-19-08) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37) ;

UGC Mallot, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ;

LES BRANCHES DE L'ARBRE (Fr., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6 (45-25-58-83) ;

LA CHAÎNE (Fr.) : Breteigne, 9 (42-22-57-97) ; Les Trois Balzac, 9 (45-61-10-80) ;

LA CHAÎNE (Fr.) : Breteigne, 9 (42-22-57-97) ; Les Trois Balzac, 9 (45-61-10-80) ;

LA CHAÎNE (Fr.) : Breteigne, 9 (42-22-57-97) ; Les Trois Balzac, 9 (45-61-10-80) ;

LA CHAÎNE (Fr.) : Breteigne, 9 (42-22-57-97) ; Les Trois Balzac, 9 (45-61-10-80) ;

LA CHAÎNE (Fr.) : Breteigne, 9 (42-22-57-97) ; Les Trois Balzac, 9 (45-61-10-80) ;

LA CHAÎNE (Fr.) : Breteigne, 9 (42-22-57-97) ; Les Trois Balzac, 9 (45-61-10-80) ;

LA CHAÎNE (Fr.) : Breteigne, 9 (42-22-57-97) ; Les Trois Balzac, 9 (45-61-10-80) ;

LA CHAÎNE (Fr.) : Breteigne, 9 (42-22-57-97) ; Les Trois Balzac, 9 (45-61-10-80) ;

LA CHAÎNE (Fr.) : Breteigne, 9 (42-22-57-97) ; Les Trois Balzac, 9 (45-61-10-80) ;

LA CHAÎNE (Fr.) : Breteigne, 9 (42-22-57-97) ; Les Trois Balzac, 9 (45-61-10-80) ;

LA CHAÎNE (Fr.) : Breteigne, 9 (42-22-57-97) ; Les Trois Balzac, 9 (45-61-10-80) ;

LA CHAÎNE (Fr.) : Breteigne, 9 (42-22-57-97) ; Les Trois Balzac, 9 (45-61-10-80) ;

LA CHAÎNE (Fr.) : Breteigne, 9 (42-22-57-97) ; Les Trois Balzac, 9 (45-61-10-80) ;

LA CHAÎNE (Fr.) : Breteigne, 9 (42-22-57-97) ; Les Trois Balzac, 9 (45-61-10-80) ;

LA CHAÎNE (Fr.) : Breteigne, 9 (42-22-57-97) ; Les Trois Balzac, 9 (45-61-10-80) ;

LA CHAÎNE (Fr.) : Breteigne, 9 (42-22-57-97) ; Les Trois Balzac, 9 (45-61-10-80) ;

LA CHAÎNE (Fr.) : Breteigne, 9 (42-22-57-97) ; Les Trois Balzac, 9 (45-61-10-80) ;

LA CHAÎNE (Fr.) : Breteigne, 9 (42-22-57-97) ; Les Trois Balzac, 9 (45-61-10-80) ;

LA CHAÎNE (Fr.) : Breteigne, 9 (42-22-57-97) ; Les Trois Balzac, 9 (45-61-10-80) ;

LA CHAÎNE (Fr.) : Breteigne, 9 (42-22-57-97) ; Les Trois Balzac, 9 (45-61-10-80) ;

Luxembourg, 6 (45-33-97-77) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ;

LE CRI DU PAPILLON (Brit.-Fr., v.o.) : La Saint-Germain-des-Près, Salle G. de Beaugrand, 6 (42-22-97-23) ;

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-94-94) ;

DANCIN' THRU THE DARK (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Utopia, 5 (43-28-84-85) ;

DANNY LE CHAMPION DU MONDE (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ;

DANS LA PEAU D'UNE BLONDE (A., v.o.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-94-94) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ;

DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Gaumont Ambassade, 9 (43-69-19-08) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37) ;

UGC Mallot, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ;

LES BRANCHES DE L'ARBRE (Fr., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6 (45-25-58-83) ;

LA CHAÎNE (Fr.) : Breteigne, 9 (42-22-57-97) ; Les Trois Balzac, 9 (45-61-10-80) ;

LA CHAÎNE (Fr.) : Breteigne, 9 (42-22-57-97) ; Les Trois Balzac, 9 (45-61-10-80) ;

LA CHAÎNE (Fr.) : Breteigne, 9 (42-22-57-97) ; Les Trois Balzac, 9 (45-61-10-80) ;

LA CHAÎNE (Fr.) : Breteigne, 9 (42-22-57-97) ; Les Trois Balzac, 9 (45-61-10-80) ;

LA CHAÎNE (Fr.) : Breteigne, 9 (42-22-57-97) ; Les Trois Balzac, 9 (45-61-10-80) ;

LA CHAÎNE (Fr.) : Breteigne, 9 (42-22-57-97) ; Les Trois Balzac, 9 (45-61-10-80) ;

LA CHAÎNE (Fr.) : Breteigne, 9 (42-22-57-97) ; Les Trois Balzac, 9 (45-61-10-80) ;

LA CHAÎNE (Fr.) : Breteigne, 9 (42-22-57-97) ; Les Trois Balzac, 9 (45-61-10-80) ;

LA CHAÎNE (Fr.) : Breteigne, 9 (42-22-57-97) ; Les Trois Balzac, 9 (45-61-10-80) ;

LA CHAÎNE (Fr.) : Breteigne, 9 (42-22-57-97) ; Les Trois Balzac, 9 (45-61-10-80) ;

LA CHAÎNE (Fr.) : Breteigne, 9 (42-22-57-97) ; Les Trois Balzac, 9 (45-61-10-80) ;

LA CHAÎNE (Fr.) : Breteigne, 9 (42-22-57-97) ; Les Trois Balzac, 9 (45-61-10-80) ;

LA CHAÎNE (Fr.) : Breteigne, 9 (42-22-57-97) ; Les Trois Balzac, 9 (45-61-10-80) ;

LA CHAÎNE (Fr.) : Breteigne, 9 (42-22-57-97) ; Les Trois Balzac, 9 (45-61-10-80) ;

LA CHAÎNE (Fr.) : Breteigne, 9 (42-22-57-97) ; Les Trois Balzac, 9 (45-61-10-80) ;

LA CHAÎNE (Fr.) : Breteigne, 9 (42-22-57-97) ; Les Trois Balzac, 9 (45-61-10-80) ;

LA CHAÎNE (Fr.) : Breteigne, 9 (42-22-57-97) ; Les Trois Balzac, 9 (45-61-10-80) ;

LA CHAÎNE (Fr.) : Breteigne, 9 (42-22-57-97) ; Les Trois Balzac, 9 (45-61-10-80) ;

LA CHAÎNE (Fr.) : Breteigne, 9 (42-22-57-97) ; Les Trois Balzac, 9 (45-61-10-80) ;

LA CHAÎNE (Fr.) : Breteigne, 9 (42-22-57-97) ; Les Trois Balzac, 9 (45-61-10-80) ;

THELMA ET LOUISE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ;

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-94-94) ;

DANCIN' THRU THE DARK (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Utopia, 5 (43-28-84-85) ;

DANNY LE CHAMPION DU MONDE (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ;

DANS LA PEAU D'UNE BLONDE (A., v.o.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-94-94) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ;

DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Gaumont Ambassade, 9 (43-69-19-08) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37) ;

UGC Mallot, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ;

LES BRANCHES DE L'ARBRE (Fr., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6 (45-25-58-83) ;

LA CHAÎNE (Fr.) : Breteigne, 9 (42-22-57-97) ; Les Trois Balzac, 9 (45-61-10-80) ;

LA CHAÎNE (Fr.) : Breteigne, 9 (42-22-57-97) ; Les Trois Balzac, 9 (45-61-10-80) ;

LA CHAÎNE (Fr.) : Breteigne, 9 (42-22-57-97) ; Les Trois Balzac, 9 (45-61-10-80) ;

LA CHAÎNE (Fr.) : Breteigne, 9 (42-22-57-97) ; Les Trois Balzac, 9 (45-61-10-80) ;

LA CHAÎNE (Fr.) : Breteigne, 9 (42-22-57-97) ; Les Trois Balzac, 9 (45-61-10-80) ;

LA CHAÎNE (Fr.) : Breteigne, 9 (42-22-57-97) ; Les Trois Balzac, 9 (45-61-10-80) ;

LA CHAÎNE (Fr.) : Breteigne, 9 (42-22-57-97) ; Les Trois Balzac, 9 (45-61-10-80) ;

LA CHAÎNE (Fr.) : Breteigne, 9 (42-22-57-97) ; Les Trois Balzac, 9 (45-61-10-80) ;

LA CHAÎNE (Fr.) : Breteigne, 9 (42-22-57-97) ; Les Trois Balzac, 9 (45-61-10-80) ;

LA CHAÎNE (Fr.) : Breteigne, 9 (42-22-57-97) ; Les Trois Balzac, 9 (45-61-10-80) ;

LA CHAÎNE (Fr.) : Breteigne, 9 (42-22-57-97) ; Les Trois Balzac, 9 (45-61-10-80) ;

LA CHAÎNE (Fr.) : Breteigne, 9 (42-22-57-97) ; Les Trois Balzac, 9 (45-61-10-80) ;

LA CHAÎNE (Fr.) : Breteigne, 9 (42-22-57-97) ; Les Trois Balzac, 9 (45-61-10-80) ;

LA CHAÎNE (Fr.) : Breteigne, 9 (42-22-57-97) ; Les Trois Balzac, 9 (45-61-10-80) ;

LA CHAÎNE (Fr.) : Breteigne, 9 (42-22-57-97) ; Les Trois Balzac, 9 (45-61-10-80) ;

LA CHAÎNE (Fr.) : Breteigne, 9 (42-22-57-97) ; Les Trois Balzac, 9 (45-61-10-80) ;

LA CHAÎNE (Fr.) : Breteigne, 9 (42-22-57-97) ; Les Trois Balzac, 9 (45-61-10-80) ;

LA CHAÎNE (Fr.) : Breteigne, 9 (42-22-57-97) ; Les Trois Balzac, 9 (45-61-10-80) ;

LA CHAÎNE (Fr.) : Breteigne, 9 (42-22-57-97) ; Les Trois Balzac, 9 (45-61-10-80) ;

LA CHAÎNE (Fr.) : Breteigne, 9 (42-22-57-97) ; Les Trois Balzac, 9 (45-61-10-80) ;

LA CHAÎNE (Fr.) : Breteigne, 9 (42-22-57-97) ; Les Trois Balzac, 9 (45-61-10-80) ;

CRY-BABY (A., v.o.) : La Bastille, 11 (43-07-48-80) ;

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-94-94) ;

DANCIN' THRU THE DARK (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Utopia, 5 (43-28-84-85) ;

DANNY LE CHAMPION DU MONDE (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ;

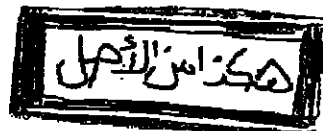
DANS LA PEAU D'UNE BLONDE (A., v.o.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-94-94) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Français, 9 (47-70-33-88) ;

DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Gaumont Ambassade, 9 (43-69-19-08) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37) ;

UGC Mallot, 17 (40-68-00-16) ; v.f. : UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ;

LES BRANCHES DE L'ARBRE (Fr., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6 (45-25-58-83) ;

LA CHAÎNE (Fr.) : Breteigne, 9 (42-22-57-97) ; Les Trois Balzac, 9 (



ÉCONOMIE

• Le Monde • Dimanche 25 - Lundi 26 août 1991 13

BILLET

Immigration politique

Les soubresauts qui, à travers le monde, secouent certains pays ne sont pas sans effet sur les flux d'immigration vers la France. Selon les statistiques publiées vendredi 23 août par le ministère du travail, le nombre de ressortissants étrangers ayant obtenu une autorisation permanente de travail en 1990 s'est établi à 22 393 en 1990, soit 8 800 personnes supplémentaires en un an. Augmentation qui, souligne le ministère, « concerne pour près des deux tiers des étrangers originaires des pays en crise politique ».

L'an passé, 1 978 Polonais ont obtenu une telle autorisation, soit plus du double qu'en 1989. Quant aux Libanais, ils ont été 3 570 à gagner la France alors qu'ils n'étaient que 1 559 l'année précédente, et les nouveaux travailleurs venant d'Asie et d'Océanie (2 371) ont presque doublé. Conséquence : les pays d'immigration traditionnelle — Maghreb, Espagne, Portugal, Turquie, Yougoslavie — ne fournissent plus que 12,9 % du flux de salariés en provenance des nations n'appartenant pas à la CEE. Ce phénomène amène à s'interroger sur la « pression migratoire » qui pourrait résulter de la crise profonde que traversent les économies des anciennes démocraties populaires mais également de l'Union soviétique.

Toutefois, cette hausse des autorisations permanentes repose également, quoique dans une moindre mesure, sur l'arrivée de ressortissants de la Communauté. Ils étaient 7 747 en 1990 (+ 22 %) contre à peine plus de 5 000 en 1989. Sans doute faut-il y voir les signes d'une mobilité accrue liée à l'avènement d'un véritable espace économique européen. Globalement, 50 000 étrangers ont obtenu une autorisation permanente de travail (dont 20 000 originaires de la CEE) entre 1988 et 1991 alors que la population active employée en France s'est accrue de quelque 400 000 personnes au cours de la même période.

En revanche, les deux tiers de l'immigration familiale (34 949 personnes en 1990) continuent de provenir des pays d'immigration traditionnelle mais celle-ci n'a pas la même signification par rapport au marché du travail puisque plus de la moitié des individus concernés sont des enfants mineurs.

Demain signe d'évolution : l'immigration saisonnière continue de reculer et représente moins de 60 000 personnes. Une exception toutefois : en 1988, 28 Polonais participaient aux vendanges ou aux récoltes de fruits et légumes ; deux ans plus tard, ils étaient 2 363...

JEAN-MICHEL NORMAND

EN BREF

□ Stabilisation du nombre des accidents du travail en 1990. — Le nombre d'accidents du travail en France s'est élevé à 1 533 094 en 1990, parmi lesquels un millier ont été mortels, selon des chiffres provisoires établis par la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMTS). Cello-ci fait état d'une stabilisation par rapport à l'année précédente. En 1989, 1 537 350 accidents du travail, dont 1 173 mortels, avaient été recensés.

□ Altus négocie la cession d'une filiale de Concept. — Altus Finance, qui a volé il y a un mois d'un an au secours de la société de services informatiques Concept, négocie actuellement la rétrocession d'une de ses anciennes filiales, la SCBF (Systèmes Concept pour la Banque et la Finance), qui travaille dans les logiciels de gestion des opérations bancaires et le traitement (moyens de paiement, back up et facilités de management). SCBF avait été reprise en octobre dernier par Altus, qui avait lancé un mois plus tard une OPA amicale sur la totalité du capital de Concept.

La privatisation des petits commerces hongrois est freinée par les incertitudes sur le droit de propriété

Le programme de privatisation des 10 000 petits commerces continus activement en Hongrie. Entre le 1^{er} avril et le 15 juillet, 556 boutiques appartenant à des chaînes d'Etat ont été mises aux enchères. 316 seulement ont trouvé preneur. En fait, les acquéreurs potentiels restent encore hésitants face à un droit de propriété mal défini.

GYOR

de notre envoyé spécial

Etrange cohabitation. Le berceau de la nouvelle « culture d'entreprise » de la ville de Győr, à une centaine de kilomètres à l'ouest de Budapest, est coïncé entre la rue Pablo-Neruda et le club socialiste. Le bâtiment municipal dans lequel est organisée la vente aux enchères des magasins d'Etat, dans cette agglomération de 130 000 habitants, conserve toujours les signes extérieurs de « l'ancien régime ». Même si personne n'y fait plus attention, le panneau d'orientation dans le hall d'entrée continue d'indiquer le chemin du bureau du parti (pièce 28) et du local syndical (pièce 27). Quant aux murs de la salle du rez-de-chaussée qui sert pour les ventes aux enchères, ils sont encore ornés de « certificats d'honneur socialistes » décernés naguère aux entreprises de la région.

Mais l'heure n'est pas aux considérations historiques. Debout dans la loge du concierge, un homme cravaté s'anime sans relâche au téléphone. Il essaie, une dernière fois, de convaincre sa banque de lui accorder un prêt. Sans cette

caution bancaire, impossible de participer à la vente qui va commencer. Peine perdue. Il revient bredouille et les jeux sont désormais faits. Il ne reste qu'un autre candidat à la reprise d'une des boutiques de la chaîne d'alimentation d'Etat, Duna Lajtker. Lui dispose de toutes les garanties nécessaires et a déjà déposé, comme le veut la loi, 5 % du prix de vente fixé par l'Agence pour la propriété de l'Etat (AVU). En l'occurrence, le montant de la transaction s'élève à 500 000 forints (environ 50 000 francs). L'affaire est réglée en moins de cinq minutes. Et le nouveau propriétaire recevra les clés dans les quinze jours. Le magasin vient d'être privatisé, aussi rapidement qu'il a été nationalisé.

Ce matin-là, la vente a été remportée par György Vaszari, enseignant de trente ans à l'école supérieure technique de Győr. Attaché-case à la main, il quitte, radieux, le bâtiment municipal en compagnie de son nouveau propriétaire d'affaires, Gábor Fülöp, un autre professeur, de dix ans son aîné. Leur projet : monter la première boutique de produits biologiques, baptisée « Bio-Reklam », dans cette ville qui dispose du seul McDonald's en dehors de Budapest.

C'est leur deuxième tentative. Le mois dernier, ils ont déjà participé à une vente aux enchères pour la reprise d'un local occupé par une vieille blanchisserie. Mais le rapport de forces était inégal. Une joint-venture américaine a proposé trois fois le prix de départ. Cette fois-ci, en revanche, ils tiennent le bon lot. Leur nouveau magasin, une ancienne boulangerie de 41 m², fermée depuis deux mois, est idéalement située :

en plein centre-ville, à deux pas d'un des principaux marchés, avec, en plus, une vue imprenable sur le dôme de la cathédrale.

Entrepreneurs à mi-temps

Mais, vue de l'intérieur, la perspective est moins réjouissante. L'eau et l'électricité sont installés, mais la boutique n'a pas de chauffage, de gaz ou de téléphone. De toute façon, ces deux enseignes ne seront que des « entrepreneurs à mi-temps ». Pas question de lâcher la proie pour l'ombre. Tant que le magasin ainsi que l'agence de publicité qu'ils veulent monter ne tourneront pas à plein régime, ils continueront d'enseigner.

Cette prudence se remarque également à l'échelon national. Du 1^{er} avril au 15 juillet, cinq cent cinquante-six ventes aux enchères ont été organisées. Mais seules trois cent seize boutiques ont trouvé acquéreurs. L'objectif du gouvernement conservateur est pourtant de privatiser de cette façon d'ici à 1993 quelque dix mille boutiques de moins de quinze employés qui sont, pour l'instant, intégrées au sein des réseaux des grandes entreprises d'Etat.

Le manque d'enthousiasme initial est facilement compréhensible. La Hongrie n'en est pas à sa première tentative pour créer un « capitalisme populaire ». Le pays compte déjà soixante-dix mille boutiques privées qui ont vu le jour pendant l'ouverture progressive des années 80. Autre facteur : avec des taux d'intérêt avoisinant les 40 %, les entrepreneurs réfléchissent à deux fois avant de se jeter à l'eau. Mais l'obstacle prin-

Le droit à la santé aux Etats-Unis

Trente-sept millions d'Américains ne sont pas correctement couverts contre le risque maladie

Quelque trente-sept millions d'Américains (15 % de la population) ne disposent pas d'une couverture minimum en matière d'assurance-maladie. La gravité, aujourd'hui, de ce phénomène pourtant ancien ainsi que l'échéance rapprochée de la campagne présidentielle créent une conjonction propice à des propositions de réforme du système d'assurance-maladie américain.

Rarement l'expression « le travail, c'est la santé » aura trouvé une application aussi rigoureuse que ces dernières années aux Etats-Unis. Le cas de M^{me} Betty Moore, évoqué par le *New York Times* du 28 avril en témoignage. Victime en 1988 d'un problème cardiaque qui a nécessité la pose d'une prothèse valvulaire, elle a abandonné son emploi six mois plus tard, l'employeur refusant de renouveler le plan d'assurance-ma-

ladie nécessaire au remboursement de ses soins. Au chômage depuis cette époque, elle a finalement contracté l'année dernière une police d'assurance, moyennant 200 dollars par mois. Celle-ci exclut toutefois la couverture d'éventuels frais liés à son problème valvulaire durant la première année. Aussi une certaine inquiétude persiste-t-elle : « Si une intervention est nécessaire cette année, je ne peux pas affirmer que je trouverai un chirurgien qui acceptera de m'opérer, vu ma situation. De toute façon, je ne serai pas tranquille avant d'avoir soixante-cinq ans, âge où je pourrai bénéficier de Medicare », mécanisme permettant aux personnes âgées d'être prises en charge.

Les personnes qui connaissent ce genre d'anxiété sont nombreuses, puisque 15 % de la population américaine ne possède pas de couverture suffisante contre le risque-maladie. Concrètement, l'absence de la plupart de ces non-assurés travaillent. Ils occupent le plus souvent des emplois faiblement rémunérés, ou à temps partiel, dans des petites entreprises où les coûts d'assurance-maladie sont plus lourds à supporter que dans de grandes sociétés. De même, ils sont majoritairement jeunes, plus de la moitié des non-assurés ayant moins de vingt-cinq ans.

Un corps médical embarrassé

Le processus est simple. Au début de la chaîne se situent les compagnies d'assurances qui ont à faire face, en tant que payeurs, des frais médicaux de plus en plus importants (phénomène propre à un pays industrialisé où les dépenses de santé augmentent). De ce fait, les tarifs affichés par ces compagnies sont régulièrement majorés. Cette augmentation se répercute, par le biais des entreprises, au niveau des garanties offertes aux employés. Les conditions, les salaires faiblement rémunérés ne peuvent plus prétendre avoir accès à un plan d'assurance-maladie minimum.

Conséquence logique de cette situation, toute demande de soins émanant de ces clients insolubles devient problématique. Elle s'adresse notamment à un corps médical pris entre deux exigences : respecter son éthique professionnelle et ne pas ignorer les contraintes financières qui s'oppo-

sent à une prise en charge globale, particulièrement en secteur hospitalier. Pour enrayer ce processus, plusieurs propositions ont été avancées. Deux économistes de la Wharton School, M^{me} Pauly et Danzon, proposent d'obliger tout citoyen américain à contracter un plan d'assurance-maladie minimum d'une manière identique à ce qui se pratique en matière d'assurance automobile.

Une redistribution des revenus

Ce projet, qui remplacerait le système Medicaid (destiné aux pauvres), donnerait parallèlement la possibilité financière aux ménages actuellement non assurés d'obtenir cette couverture minimum à l'aide de crédits d'impôts. Ceux-ci seraient attribués en fonction d'une échelle des revenus, un ajustement en fonction de l'état de santé étant également introduit afin de ne pas pénaliser les personnes ayant de lourdes dépenses médicales.

D'autres projets, tels que celui conduit par le sénateur démocrate Edward Kennedy — The Minimum Health Benefits for All Workers Act —, misent plutôt sur une obligation faite aux entreprises d'assurer tous leurs employés, les chômeurs et les travailleurs à temps partiel étant pris en charge par un système national de protection sociale.

Que la responsabilité d'une couverture automatique soit placée entre les mains du consommateur, de l'entreprise ou d'une administration publique, les différents projets convergent néanmoins sur un point : assurer une plus grande égalité dans l'accès aux soins pose le problème de la prise en charge financière des personnes actuellement non assurées. Une généralisation de la protection correspondrait à un investissement de 17 milliards de dollars. Elle impliquerait du même coup l'introduction, au moins partielle, d'une politique de redistribution des revenus dans le financement du régime d'assurance-maladie.

Reste alors à savoir jusqu'à quel point un mouvement de solidarité sociale peut être introduit dans un système où cette considération n'a jamais été prioritaire...

ETIENNE MINVILLE

Deuxième scandale financier à Varsovie

Le négociateur de la dette polonaise a démissionné

M. Janusz Sawicki, le sous-secrétaire d'Etat polonais au ministère des finances, qui avait négocié avec succès au printemps dernier une réduction de moitié de la dette publique de son pays, a démissionné de ses fonctions, le vendredi 23 août.

Cette information, donnée par le bureau de presse officiel du gouvernement — qui a parlé d'abord de « révocation » puis a affirmé que M. Sawicki avait démissionné — n'a donné lieu à aucun commentaire mais elle fait suite à l'arrestation, un peu plus tôt, de l'ancien directeur du Fonds du service de la dette extérieure (FOZZ), inculpé, ainsi que son adjoint, de détournement de fonds. Or, M. Sawicki est président du conseil de surveillance du FOZZ depuis sa création en 1989.

A la suite d'informations sur le rachat clandestin par la Pologne d'une partie de sa dette privée (72 milliards de francs), deux enquêtes ont été lancées par les autorités polonaises au mois de mai. Il en ressort que le FOZZ aurait racheté entre 160 et 280 millions de dollars (entre 960 millions et 1,68 milliard de francs) de la dette privée polonaise pour moins d'un tiers de sa valeur nominale. En outre, un trou de 1 500 milliards de zlotys (780 millions de francs) est également apparu dans les comptes du FOZZ.

Ce scandale financier, dans lequel M. Sawicki a toujours nié avoir aucune responsabilité (il a limogé les deux responsables du FOZZ en juillet 1990), est le deuxième à apparaître en un mois en Pologne : le 9 août, le président de la Banque centrale avait été limogé après l'implication de deux de ses proches collaborateurs dans une affaire de détournement de fonds publics (le *Monde* daté 11-12 août).

REPÈRES

CONJONCTURE

M. Mølleman croit à la reprise dans l'est de l'Allemagne

M. Mølleman, ministre allemand de l'économie, a déclaré, vendredi 23 août, qu'il prévoyait le fin de recul de la production dans la partie est de l'Allemagne et une forte reprise en 1992. La croissance du PIB pourrait, selon lui, y atteindre 10 %, permettant à l'ensemble de l'économie allemande de croître de 2 à 2,5 %. Cette année le recul de la production à l'Est pourrait être d'environ 20 %. La reprise de l'année prochaine, même si elle est aussi forte que la prévoit M. Mølleman, ne permettra pas à l'ex-RDA de retrouver son niveau d'activité de 1989.

Le patronat

britannique optimiste

La CBI (Confederation of British Industry), l'organisation du patronat britannique, estime que la récession « touche le fond » en Grande-Bretagne et que les premiers signes de reprise apparaîtront d'ici à la fin de l'année, notamment dans l'industrie chimique et l'agroalimentaire. Cette appréciation tranche avec le pessimisme que l'organisation affichait jusqu'ici. Il est vrai que, pour le CBI, la croissance sera d'abord modérée et ne concernera pas tous les secteurs, ne s'accroissant vraiment qu'à partir de l'année prochaine.

D'ici là, le patronat britannique estime que l'impression de récession demeurera. En 1991, le produit national brut (PNB) devrait reculer de 2,5 %, ce qui est plus pessimiste que les estimations généralement faites, notamment celles de l'OCDE (-1,8 %). L'année prochaine, la croissance serait, selon la CBI, de 1,5 %, tirée par une reprise des exportations et des dépenses de consommation. Le patronat britannique prévoit une hausse des prix un peu supérieure à 5 % en fin d'année et à 4 % à la fin de l'année prochaine. Le chômage devrait continuer à augmenter fortement : il toucherait 2,8 millions de personnes, fin 1992, contre 2,37 millions actuellement.

Forte augmentation des commandes de biens durables aux Etats-Unis

Les commandes de biens durables reçues par les entreprises américaines ont augmenté de 10,7 % en juillet par rapport à juin. Il faut remonter à décembre 1970 pour trouver pareille progression en un mois. Ces commandes, qui sont un bon indicateur des programmes d'investissement, les commandes civiles surtout, qui ont progressé de 4,3 % le mois dernier, avaient reculé pendant les trois premiers mois de l'année puis avaient recommencé à progresser en avril (+ 3,8 %) et en mai (+ 2,2 %) avant de reculer en juin (- 1 %).

Au total, sur les sept premiers mois de 1991, les commandes de biens durables sont supérieures de 1 % à ce qu'elles avaient été pendant la même période de 1990. Le bond de juillet a surpris tout le monde par sa vigueur. Il semble confirmer la réalité de la reprise, que certains analystes — encore rares — voient forte.

FINANCES

La Suisse signe la convention contre le blanchiment de l'argent du crime

La Suisse a signé vendredi 23 août la convention du Conseil de l'Europe (Europe des Vingt-Cinq) sur la lutte contre le blanchiment de l'argent du crime, a indiqué un communiqué du Conseil publié à Strasbourg.

La convention, en date du 8 novembre 1990 et approuvée à ce jour par quatorze Etats membres, vise au renforcement de la coopération internationale contre le blanchiment de l'argent issu des activités criminelles telles que le terrorisme, la fraude, le trafic de drogue. Ouverte aux pays non membres du Conseil de l'Europe, la convention prévoit notamment, parmi des formes d'entraide pour les investigations, la levée du secret bancaire et la transmission automatique d'informations.

La Convention entrera en vigueur dès que trois Etats, dont deux Etats membres, l'auront ratifiée, ce qu'aucun des pays signataires n'a fait à ce jour. — (AFP.)

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 19 AU 23 AOUT

PARIS

Un bilan « globalement positif »

INDICE CAC 40
+0,72 %

La couleur, plus précisément la rouge, symbole du communisme, est entrée dans le vocabulaire boursier le 19 août pour suggérer la réaction d'inquiétude des marchés financiers à l'annonce de la destitution de M. Mikhaïl Gorbatchev. Jusqu'à présent pour dépeindre une séance agitée, seules les teintes sombres étaient utilisées. Désormais, aux exemples les plus connus comme le « jeudi noir » d'octobre 1929 ou le « lundi noir » d'octobre 1987, s'ajoute le « lundi rouge », journée au cours de laquelle, à l'unisson des politiciens, les boursiers ont un instant redouté le pire, avant l'arrivée, à la tête de l'Union soviétique, d'une équipe de conservateurs soutenus apparemment par le KGB et l'armée rouge. Mais, le putsch montrant rapidement ses faiblesses, les investisseurs soulagés se reprenaient à corriger leurs excès du début de semaine, ce qui a permis ainsi d'effacer finalement au terme de ces cinq séances un bilan positif (+ 0,72 %).

Les boursiers avaient quitté, mercredi 14 août, leur décan impressionné par le comportement inhabituel du marché, qui, phénomène rare à la mi-août, était porté par un étrange vent de hausse. Lundi matin, de retour d'un long pont de quatre jours, beaucoup n'appréhendaient pas la nouvelle du putsch soviétique qu'en arrivant dans leur société de Bourse, croyant même à une intervention militaire. Mais le comportement des marchés les replongea rapidement dans la réalité. Dans le sillage des places asiatiques, les Bourses européennes plongeaient toutes, principalement Francfort et Paris.

L'indice CAC 40 perdait 8,20 % en séance avant de tenter de se ressaisir pour revenir à - 7,29 % en fin de journée. Sur le marché à règlement mensuel, la cotation d'une vingtaine de titres fut temporairement suspendue à l'approche du seuil des 10 % de baisse. Des valeurs comme SEB, Saupiquet, MMB, SFIM ou DMC perdaient alors en fin de journée entre 17,5 % et 12 %. A l'inverse, l'action Mines de Sel signa, dernier gisement d'or français, jouait comme à son habitude son rôle de valeur refuge et s'appréciait de 8,57 %.

Au terme de la journée, en l'absence de nouvelles précises venant de Moscou, les analystes s'interrogeaient sur la signification d'une telle chute des cours et sur son éventuelle durée. Krach ou pas krach? Certains se replongeaient dans l'histoire des heures sombres du marché depuis 1987. Ils tentaient de faire un parallèle, d'établir des moyennes, tout en ayant en tête les limites d'un tel procédé que Lénine fustigeait en son temps, le qualificatif de « crépuscule stalinien ».

Une secousse voisine de celle du krach

Les 7,29 % de baisse enregistrés le 19 août s'approchent de celles notées aux moments les plus agités d'octobre 1987 (- 9,7 % le 19 octobre, - 7,3 % le 26 ou - 9,2 % le 28). La secousse provoquée par le limogeage de M. Gorbatchev a même été supérieure par son intensité à celles enregistrées lors du mini-krach du 16 octobre 1989 (- 6,29 %) et à celles observées l'an dernier aux premiers jours de la crise du Golfe, suite à l'invasion du Koweït par l'Irak, le 2 août. L'activité a aussi

été particulièrement soutenue, atteignant les 4,2 milliards de francs sur le marché à règlement mensuel, représentant près du double de la moyenne quotidienne depuis six mois. Le record de l'année reste les 5,2 milliards de francs traités le 17 janvier, lors du déclenchement de l'offensive allée contre l'armée irakienne.

Mardi 20 août, comme de nombreuses places boursières, le marché français se ressaisissait, les intervenants jugeant leurs réactions de la veille « trop viscérales ». La reprise était alors purement technique (+ 2,26 %). La séance du lendemain fut plus mouvementée, évoluant au rythme de la fuite des conjurés, amorcée en début d'après-midi. L'échec du putsch fut alors salué par un bond de l'indice CAC 40 (+ 3,9 %). Cette tendance se poursuivait les deux jours suivants, mais de manière plus atténuée. La progression fut de 1,46 % jeudi 22, dernier jour du terme boursier d'août, qui s'achevait sur une liquidation positive (2,84 %). Vendredi, l'indice CAC 40 s'appréciait de 0,79 %.

Au terme de cette semaine mouvementée, l'optimisme a apparemment repris le dessus alors que, paradoxalement, les signes de reprise sensible de l'économie en France ne sont guère flagrants. Certains, dans l'euphorie ambiante qui a accompagné l'échec du coup d'Etat, envisageaient une réaction prochaine positive des marchés, analogue à celle qui a suivi l'effondrement du mur de Berlin en novembre 1989. D'autres voient le mouvement de relance un peu plus lointain. Ainsi M. Jérôme Labin, analyste financier à la société de Bourse Pinatton, table sur une reprise bour-

sière durant l'automne. Sous le titre « Après le choc », publié dans une note sortie le 20 août, M. Labin affirme que « les événements à l'Est vont provoquer très rapidement un retournement effectif de la psychologie des agents économiques et donc le coup d'envoi à la décollation de l'économie allemande (...) Ce retournement permettra à terme (deux à trois mois) la détente des taux d'intérêt, mais passera d'ici là sur les marchés européens (...) Le plus bas du marché de Paris se situera dans le zone des 425 sur le CAC 240, 1 650 sur le CAC 40, niveau quasiment atteint le 19 août : la baisse des taux commença en France vers la mi-octobre et la reprise boursière vers la mi-novembre 1991 ».

Dans l'agitation de la semaine, une seule valeur s'est vraiment distinguée : la CSEE (Compagnie des signaux et d'équipements électroniques). En cinq séances, elle s'est appropriée d'environ 40 % sous l'impulsion d'achats de GLP. Cette entreprise spécialisée dans le négoce du vin a franchi la barre des 10 %, devenant ainsi le troisième actionnaire du groupe. Il s'agit d'un simple placement spéculatif. Toutefois, ce mouvement n'a guère retenu l'attention des intervenants, plus concentrés sur le déroulement de ces journées historiques qui ont ébranlé, peut-être définitivement, le système communiste en URSS.

« Lorsque je suis arrivé en Bourse en octobre 1987, un gestionnaire plus âgé m'a dit : « Regarde bien, cela n'arrive qu'une fois tous les cinquante ans. Depuis, j'ai vécu quatre crises, dont deux cette année », racontait, au soir du 19 août, un jeune trader à bout de nerfs.

DOMINIQUE GALLOIS

Devenue la place la plus active d'Amérique du Sud

La Bourse de Buenos-Aires a progressé de 116 % depuis le 1^{er} août

Alors que tous les marchés financiers ont été secoués par les événements d'URSS, la Bourse de Buenos-Aires, en Argentine, est restée totalement indifférente à l'événement.

Au contraire, elle s'affirme depuis plusieurs jours comme la place la plus active d'Amérique du Sud, établissant vendredi 23 août un nouveau record « historique » du volume de transactions.

Les échanges ont dépassé les 114 millions de dollars. Les principales valeurs ont affiché de légères hausses, mais la séance a clôturé en baisse de 4,5 %, a précisé l'agence de presse Diarios Y Noti-

cias. La Bourse avait progressé jeudi 22 août de 11,8 %, portant la hausse depuis le 1^{er} août à 116 %. Les spécialistes estiment que certains acheteurs ont pris leurs bénéfices mais que le marché devrait « repartir à la hausse » dès lundi 26 août.

Considérée comme une petite place financière « à risques », la Bourse argentine parvenait tout juste à un volume de transactions de l'ordre de 5 à 6 millions de dollars aux premiers jours du mois d'août. Par comparaison aux 114 millions de dollars de transactions de vendredi à Buenos-Aires, la Bourse de Sao-Paulo, la plus

importante du Brésil, avait négocié jeudi 22 août 65,9 millions de dollars et celle de Santiago-du-Chili 11 millions.

Toutefois, même si la situation économique de l'Argentine s'améliore depuis quelques mois, la plupart des spécialistes craignent maintenant une baisse - peut-être brutale - des cours. « C'est un marché très spéculatif et cela peut se terminer en deux jours », indiquait vendredi le représentant d'une grande banque étrangère de la capitale. (AFP)

Quadral garantit l'augmentation de capital de la CSEE

Quadral, la société d'investissement devenue le premier actionnaire de la CSEE (Compagnie des signaux et d'équipements électroniques) en mai dernier, a confirmé vendredi 23 août sa participation à l'augmentation de capital de cette entreprise qu'elle garantira en totalité.

Ce renforcement des fonds propres de 140 millions de francs destiné à renflouer les pertes avait été décidé au début du mois d'août par Quadral et par son président, M. Yassid Sabeg, devenu également président de la CSEE. Toutefois, la société d'investissement avait maintenu le flou sur ses intentions.

A l'approche de l'achèvement de cette augmentation de capital mardi 27 août, M. Sabeg a donc fait connaître sa position « dans cet investissement industriel qu'il juge irréversible ». Mécaniquement la part actuelle de Quadral, qui est de 23 %, devrait progresser et représenter près de 30 % à l'issue de l'opération. Toutefois, en cas d'échec de la souscription auprès du public et de autres actionnaires, l'initiateur de l'opération sera amené à acquiescer les titres restants. Quadral pourrait, dans ces conditions, franchir le seuil de 33 %, ce qui l'obligerait à lancer une OPA.

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 23 août 1991
Nombre de contrats : 71 372

COURS	ÉCHÉANCES			
	SEPT. 91	DÉC. 91	MARS 92	JUIN 92
Premier.....	105,72	105,84	105,78	105,70
+ haut.....	105,82	105,94	105,84	105,70
+ bas.....	105,52	105,64	105,70	105,70
Dernier.....	105,68	105,76	105,70	105,70
Compensation.....	105,68	105,78	105,74	105,64

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

RM	Cours du vendredi au jeudi			
	16-8-91	19-8-91	20-8-91	21-8-91
Comptant	-	4 333 576	3 390 086	3 336 464
R. et obl.	-	4 090 451	4 095 960	4 420 417
Actions	-	83 152	117 673	103 938
Total	-	8 507 179	7 603 719	7 860 839

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1990)

	19-8-91	20-8-91	21-8-91	22-8-91	23-8-91
--	---------	---------	---------	---------	---------

Francs : 109 | 111,6 | 115,3 | 117
Étrangers : 115,7 | 116,7 | 118,2 | 117,7

INDICES CAC (du lundi au vendredi)

	19-8-91	20-8-91	21-8-91	22-8-91	23-8-91
--	---------	---------	---------	---------	---------

(base 100, 28 décembre 1990)
Général : 455 | 452,5 | 459,2 | 473,1 | 477,6
(base 1 000, 31 décembre 1987)
CAC 40 : 1 687,54 | 1 725,57 | 1 792,87 | 1 819,13 | 1 833,45

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (*)

	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
Alcatel Alsth.	1 858 577	1 024 316 443
ESB (Gén.)	1 858 577	1 024 316 443
BSN	796 684	691 715 865
Suez Comp.	2 088 208	673 873 632
ELF-Aquitaine	1 826 952	650 211 678
LYMOR	139 338	581 059 033
Peugeot SA	972 723	574 172 227
Saint-Gobain	972 783	426 087 451
Bois de France	354 151	384 798 728
Parifac Ind. A	934 650	372 926 503
Euro SA-PLC	819 838	365 976 667
Air liquide	531 124	353 218 958
Carrefour	173 705	341 546 001
L'Oréal	580 513	339 216 226
Latéco. Coptes	968 559	321 774 559
Bourgeois	650 108	320 266 706
Havas	629 102	305 185 947
Sie Gén. A.A.	562 108	237 900 600
Schneider	344 083	235 543 621
UAP	455 731	232 536 058

(*) De vendredi 9 août 1991 au mercredi 14 août 1991 inclus.

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES

Valeurs	Hauss. %	Valeurs	Baiss. %
CSEE	+42,12	Amulacore	-9,3
SFEF	+8,1	Compt. ext.	-5,6
Compt.	+6,6	SAT	-4,3
Mégarie	+6,5	Berge SA	-4,2
Radiochimique	+6,4	BNP CF	-3,9
De Dietrich	+6,3	Norden C.	-3,6
Gai. Lafayette	+5,3	Nord Est	-3,6
Schneider	+5,1	Silvaco	-3,6
Fromag. Ind.	+4,5	Mail Bank SA	-3,5
Fin. Lit.	+4,3	Chab. Péc. SA	-3,4
CEGID	+4,2	Sign.	-3,4
Hachette	+4,1	ALPI	-3,3
Labov C.	+4,0	Bail Equip.	-3,3
Changres	+3,7	Cédit mutual.	-3,3

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 14-8-91	Cours 23-8-91
Or 999 fin au lauréat	89 000	87 100
- 999 fin au lauréat	89 200	87 300
Pilote français (20 %)	384	381
- Pilote français (10 %)	370	360
Pilote suisse (20 %)	380	381
- Pilote suisse (10 %)	381	381
Souverain	498	495
- Souverain Elzevith II	518	500
Département	305	300
Pilote de 20 dollars	2150	2085
- 10 dollars	1110	1030
- 5 dollars	572	562
- 10 francs	2460	2475
- 20 francs	500	478
- 10 francs	403	391
- 5 francs	281	284

* Ces pilotes d'or ne sont cotés qu'à la séance hebdomadaire supplémentaire.

NEW-YORK

Record et reprise

Après avoir réagi tout en gardant son sang-froid lundi à l'annonce du renversement du président Mikhaïl Gorbatchev, Wall Street s'est envolée vers de nouveaux records. La place new-yorkaise était alors dopée par l'échec du putsch des forces conservatrices au Kremlin et par des statistiques économiques tendant à indiquer une consolidation de la reprise aux Etats-Unis. L'indice Dow Jones des valeurs industrielles a terminé la semaine au niveau record de 3 040,25, en hausse de 72,23 points (+ 2,43 %) par rapport à la clôture de vendredi dernier. Le précédent record avait été établi le 3 juin dernier (3 035,33).

La semaine avait mal débuté, l'inquiétude des milieux financiers à l'annonce de la destitution du président Gorbatchev entraînant une chute de 102 points du Dow Jones avant que le New York Stock Exchange ne suspende les opérations informatisées. L'indicateur de tendance clôturait avec une perte de 70 points (- 2,36 %), la plus forte depuis le 10 mars. En revanche, le dollar et les titres des fournisseurs du Pentagone se sont envolés, ces derniers bénéficiant du sentiment que le coup d'Etat en URSS pourrait remettre en cause la réduction des dépenses militaires des Etats-Unis.

Le soulagement des investisseurs à l'annonce de l'échec des putschistes et du retour de M. Gorbatchev à Moscou s'est traduit mercredi par une avalanche d'ordres d'achat autour du Big Board, faisant progresser l'indice de 88 points, (+ 3,02 %), sa plus forte hausse depuis le 17 janvier dernier.

L'annonce inattendue d'une augmentation de 10,7 % des commandes de biens durables en juillet, le gain le plus important depuis près de vingt et un ans, a permis vendredi à l'indice Dow Jones de s'apprécier de 1,10 % et d'atteindre un nouveau sommet. Cette bonne performance tend à indiquer, selon les analystes, que, loin de retomber dans la récession, l'économie américaine poursuit d'un bon pied son mouvement de reprise.

L'indice Dow Jones du 23 août : 3 040,25 (c. 2 968,02)

NEW-YORK

Turbulences

La Bourse de Tokyo a enregistré une forte baisse durant la semaine à la suite du coup d'Etat avorté en Union soviétique. L'indice Nikkei a perdu 3,3 % vendredi, après avoir déjà chuté de 2,6 % la semaine précédente. Lundi a été marqué par une très forte baisse (- 6,95 %), des l'annonce à midi de la destitution de M. Mikhaïl Gorbatchev. Historiquement, cette chute est la plus importante de l'indice Nikkei, qui n'était pas descendu en dessous de la barre des 21 000 yens depuis le 4 décembre dernier. « Il n'y avait pas d'acheteur dans l'après-midi », affirmait un opérateur. Le nombre des valeurs à la baisse (1 015) a pulvérisé celui des rares valeurs qui se sont maintenues à la hausse (21).

Des mardi, le Nikkei repartait toutefois en franche hausse (+ 1,07 %), les investisseurs estimant que la réaction du marché à la crise soviétique avait été excessive. La tendance s'est maintenue mercredi et jeudi avec des gains respectifs de 1,68 % et 2,10 %. La hausse de mercredi a été large-

ment due aux spéculations selon lesquelles la Banque du Japon allait bientôt diminuer son taux d'escompte. Cette rumeur a fait progresser le Nikkei de 700 yens avant que le dément approuvé par la Banque du Japon ne ramène cette tendance. L'échec du putsch à Moscou a, d'après les experts, dans la journée de jeudi.

Toutefois, vendredi, les prises de bénéfices et les ventes sur arbitrage ont à nouveau fait chuter le Nikkei de 2 %. « La situation en URSS n'entrant maintenant plus en compte, le marché est partagé entre des données fondamentales médiocres et l'espoir d'une baisse des taux d'intérêt », indiquait un opérateur.

Indices du 23 août : Nikkei 22 065,34 (c. 22 814,37); Topix 1 723,24 (c. 1 755,94).

NEW-YORK

LONDRES

Retour aux sommets

Après une chute de plus de 3 % lundi, moins forte que sur les autres places boursières, la réaction à la tentative de coup d'Etat soviétique, la Bourse de Londres a repris sa progression, soulagée par le retour de M. Mikhaïl Gorbatchev au pouvoir. Des statistiques optimistes sur la reprise économique en Grande-Bretagne, telles que la hausse des ventes de détail (+ 0,3 %) et des prêts bancaires en juillet ont rassuré également les investisseurs, poussant par deux fois le Stock Exchange à battre ses précédents records. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a atteint vendredi un nouveau sommet historique et a progressé sur les cinq séances de 0,75 %.

Indices FT du 23 août : 100 valeurs, 2 640,7 (c. 2 621,0); 30 valeurs, 2 069,3 (c. 2 041,9); mines d'or 1 620,6 (c. 1 794,4); fonds d'Etat 85,94 (c. 85,55).

FRANCFORT

Sous le choc

- 1,58 %

Le marché de Francfort a été celui qui a le plus vivement réagi lundi à la destitution du président Mikhaïl Gorbatchev avec une chute de 9,4 %. La vivacité de cette réaction est due à sa proximité des pays de l'Est, à la présence de l'armée rouge sur son territoire, et à ce que l'Allemagne est le pays le plus fortement engagé économiquement en Union soviétique.

Au milieu de la semaine, l'annonce de la fuite de Moscou des putschistes s'est traduite par un véritable feu d'artifice, les hausses permettant de réduire de moitié les pertes enregistrées deux jours auparavant. Mais, vendredi, le marché enregistrerait une légère baisse (- 0,22 %), tant et si bien qu'il figure parmi les places n'ayant pas effacé les effets du « lundi rouge », à la différence de Londres ou Paris.

Indices du 23 août : DAX 1 621,24 (c. 1 653,33); Commerzbank 1 905 (c. 1 952,90)

	Cours 16 août	Cours 23 août
ABG	198	188
BAF	246,0	239,50
Bayer	278,10	275,60
Commerzbank	261,50	251,50
Deutschebank	662	649,50
Frankfurt	243,90	240,30
Karstadt	628	621,20
Mannesmann	279	272,60
Siemens	664,50	653
Volkswagen	372	365,20

CREL
...il craindre une

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Faut-il craindre une poussée des taux ?

Les événements soviétiques de ces derniers jours provoqueront-ils une montée générale du niveau de l'incertitude ? Nombreux sont ceux qui le craignent, évoquant l'ampleur de l'aide financière que l'Occident pourrait maintenant accorder à l'ensemble des pays de l'Est, et en particulier à l'URSS. D'autres demeurent plus confiants, prévoyant que la concertation internationale jouera, et que, l'essentiel de cette aide étant canalisé par des organisations spécialisées de développement, on saura éviter une trop brusque poussée des taux.

De fait, de tous les pays de l'Europe de l'Est, il n'y en a plus que deux à être en mesure de poursuivre de façon autonome une politique d'emprunts sur le marché international. La Hongrie et la Tchécoslovaquie figurent certes déjà parmi les principaux bénéficiaires de l'appui financier des États. La Communauté économique européenne a tout un programme d'emprunts dans le cadre duquel elle se substitue à des États à qui elle reprend les fonds. Mais ces deux pays tiennent également à se présenter eux-mêmes sur le marché et à affirmer leur indépendance. Ils ont, pour cela, chacun des débiteurs attirés. Le plus connu est la Banque nationale de Hongrie, qui vient de se procurer des ressources en yens et en dollars et qui s'apprête à faire une nouvelle apparition sur le marché de l'Est.

Voilà deux ans, cet organisme d'Etat avait levé pour 75 millions d'écus en proposant de rembourser ses obligations d'une durée de sept ans au taux nominal de 10 %. Sa prochaine transaction pourrait être nettement plus importante, atteignant 200 à 250 millions. Mais il lui faudra servir un intérêt beaucoup plus élevé pour attirer les investisseurs. On estime généralement que les titres seront assortis d'un coupon proche de 12 %. La nouvelle opération hongroise sera placée sous la direction de l'Europe financière londonienne du groupe du Crédit suisse, CSFB. Les conditions précises devraient être arrêtées ces prochains jours.

En ce qui concerne la Tchécoslovaquie, son emprunteur officiel

sur les marchés étrangers est Obchodni Banca, qui, à deux reprises, en 1990, a lancé des obligations internationales libellées en deutschmarks. Les spécialistes sont nombreux à prévoir une prochaine opération en écus qui s'ajouterait à d'autres affaires en marks ou d'autres devises. Officiellement, rien n'a encore été confirmé à Prague, mais, dans les milieux eurobancaires, on travaille beaucoup à de tels projets.

Il n'est en revanche plus question depuis longtemps de la Bulgarie, qui, par le truchement de sa Banque du commerce extérieur, avait pourtant réussi en 1989 à placer des titres en marks. Seul un autre Etat européen contigu à l'URSS a libre accès à l'emprunt, mais il appartient à une tout autre catégorie. Il s'agit de la Finlande, pays qui jouit d'un très grand crédit auprès des investisseurs. On vient d'avoir, ces derniers jours, une nouvelle occasion de s'en convaincre.

La Finlande : un crédit très apprécié

Le Trésor public d'Helsinki a lancé jeudi matin 22 août une euro-emission de 200 millions de deutschmarks. D'une durée de sept ans, les obligations finlandaises procureront à leurs détenteurs un intérêt annuel de 8,50 %. La Dresdner Bank, qui s'occupe de cette opération, en avait fixé le prix de manière à situer son rendement à 7 points de base (ou centièmes de point de pourcentage) de plus que les fonds d'Etat allemands. Cette marge s'est rétrécie par la suite pour atteindre 4 points. Les titres sont assimilables à ceux d'un autre emprunt lancé au tout début de l'été dont le montant passera bientôt à 500 millions de marks.

Ce nouvel emprunt finlandais est particulièrement intéressant car il est révélateur de la politique d'endettement d'un pays qui a décidé de lier la valeur extérieure de sa monnaie à celle de l'écu. Au début de cette année, la Finlande avait affirmé ce lien en drainant directement des fonds en écus. A présent, elle tend à se procurer des

ressources dans les principales devises qui entrent dans la composition du panier de l'écu, son but étant d'atteindre une répartition comparable. Cela pourrait l'amener à solliciter bientôt le marché du franc français, qui, comme le livre sterling, est sous-représenté dans sa dette étrangère.

Dans les grandes enrobures libellées à diriger des emprunts en euros, on espère qu'une telle opération se concrétisera bientôt. Les émetteurs étrangers se font en effet très rares dans ce compartiment du marché. Le profil auquel beaucoup songent est celui d'une émission de 2 à 3 milliards de francs d'obligations de durée assez longue, sept à dix ans, qui rapporteraient à leurs acquéreurs au moins une quarantaine de points de base de plus que les titres du Trésor français.

Pour ce qui est des emprunteurs nationaux, l'électricité de France a obtenu des conditions remarquables sur le marché suisse de capitaux, où cet établissement jouit d'un très grand prestige. Sa dernière émission date de jeudi. Elle porte sur 100 millions de francs suisses pour une durée de onze ans et elle ne coûte à l'emprunteur, tous frais compris, que 6,92 % l'an.

On ne saurait faire mieux sur aucun marché du monde. En outre, à son gré, le débiteur pourra unilatéralement dénoncer l'opération dans huit, neuf ou dix ans. Deux des trois principales banques helvétiques apportent leur soutien à la transaction, l'Union de banques suisses, qui en assure le secrétariat, et la Société de banque suisse. La troisième, le Crédit suisse, a refusé de s'y associer. Elle aurait souhaité un rendement plus haut que celui qui est proposé aux investisseurs. Ceux-ci, pour l'instant, ne manifestent guère d'appétit pour les obligations à long terme en francs suisses, qui leur rapportent toujours beaucoup moins que les dépôts à brève échéance, dont les taux dépassent les 8 %. Le coupon des nouvelles obligations d'EDF est de 6,625 %.

CHRISTOPHE VETTER

DEVICES ET OR

Le dollar en hausse, l'or en berne

Grâce à l'URSS, le dollar a cette semaine tenu la vedette, et le rapide passage des poutchistes à la tête du Kremlin restera certainement gravé dans les cours des changes pendant quelque temps encore.

Depuis longtemps déjà, les cambistes avaient pris conscience de l'importance potentielle de la situation en URSS sur l'évolution de l'économie et de la finance mondiale. On avait déjà assisté à de fortes fluctuations du dollar, lors de l'annonce de l'abandon du monopole du Parti communiste, ou, au contraire, de rumeurs de départ de M. Mikhaïl Gorbatchev. Ces dernières semaines ont confirmé, une fois de plus, que les marchés des changes s'intéressent de très près à ce qui se passe à Moscou. La semaine précédant le coup d'Etat, certains cambistes avaient déjà attribué à la montée des tensions en URSS (préparation difficile du traité de l'Union, démission d'Alexandre Yakovlev du Parti communiste...) la vigueur observée du cours du dollar.

L'effet de l'annonce du coup d'Etat a été immédiat à l'ouverture des salles de marchés, lundi 19 août. Le cours du dollar bondissait en quelques instants de plus de 3 %, passant de 1,75 DM et 5,99 francs vendredi 16 en fin de séance à 1,8220 DM et 6,1725 francs lundi dans les cotations officielles européennes. La vague d'interventions des banques centrales et les prises de bénéfices

immédiates ne réussissaient pas, dans la journée, à lui faire perdre sa vigueur. A près de 620 francs, le dollar atteignait ses niveaux de la fin juin, lorsque les ministres des finances des Sept s'étaient réunis à Londres, et n'avaient pas caché qu'une poursuite du mouvement de hausse les inquiétait.

Mardi, une légère correction intervenait, devenue plus forte au fur et à mesure que les annonces de succès de M. Janusz et de ses partenaires apparaissaient plus minces. Finalement, le cours du dollar revenait vendredi 23 août à un niveau proche de celui du 16 août, cotant 1,7303 DM et 5,8905 francs, avant de s'envoler de nouveau à 1,75 DM et 5,94 francs en séance à New York, à la suite de l'annonce d'un bond spectaculaire de 10,7 % des commandes de biens durables aux Etats-Unis en juillet. Quelle que soit l'importance de ce chiffre pour l'analyse de la conjoncture américaine — on sait que les résultats mensuels des commandes de biens durables sont très volatils et sujets à révision — il est indéniable que la fermeté persistante du dollar s'explique également par la vigilance à l'égard de l'Union soviétique. Car, après l'euphorie qui a suivi le retour du président Gorbatchev, les cambistes n'ont pas détourné leurs yeux de Moscou, et tout ce qui pourrait leur apparaître comme un obstacle à la stabilisation et aux réformes ferait certainement procéder à de

nouveaux achats massifs de billets vers.

Dans le SME, le franc est toujours en queue, au côté de la couronne danoise. La parité franc-mark a peu varié, le franc profitant un peu du manque de vigueur du mark au moment du coup d'Etat, la monnaie allemande cotant 3,3978 francs le 23 contre 3,4020 francs la semaine précédente. Si le mark, qui n'a jamais été une valeur refuge, mais qui est jugé comme le premier concerné par l'évolution en URSS, venait à faiblir, le franc pourrait retrouver la meilleure santé qui était la sienne au printemps.

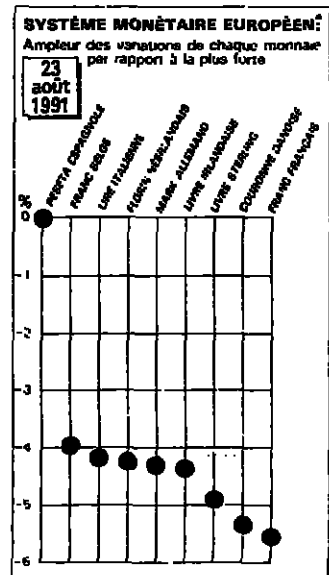
Le dollar a donc prouvé que malgré la récession américaine et les taux d'intérêt peu élevés en vigueur aux Etats-Unis, il était encore capable d'attirer les capitaux inquiets des tensions internationales. Mais tel n'est vraiment plus le cas de l'or. Le cours du métal précieux avait déjà fait preuve d'apathie pendant la crise du Golfe, à l'exception de quelques séances d'euphorie, lundi l'once de métal fin a péniblement gagné 3 dollars, avant de glisser et de revenir le 23 août à 353,70 au deuxième fixing de Londres, contre 357,75 une semaine plus tôt.

F. L.

COURS MOYENS DE CLÔTURE DU 19 AOÛT AU 23 AOÛT 1991 (La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libra	S.E.U.	Franc suisse	Franc suisse	Dmark	Franc belge	Florin	Lira italienne
New-York	1,7500	-	16,8236	65,3384	57,1428	2,7777	36,7266	0,0764
Paris	1,7500	-	16,8236	65,3384	57,1428	2,7777	36,7266	0,0764
Zurich	1,7500	-	16,8236	65,3384	57,1428	2,7777	36,7266	0,0764
Frankfurt	1,7500	-	16,8236	65,3384	57,1428	2,7777	36,7266	0,0764
Bonn	1,7500	-	16,8236	65,3384	57,1428	2,7777	36,7266	0,0764
Amsterdam	1,7500	-	16,8236	65,3384	57,1428	2,7777	36,7266	0,0764
Milan	1,7500	-	16,8236	65,3384	57,1428	2,7777	36,7266	0,0764
Tokyo	1,7500	-	16,8236	65,3384	57,1428	2,7777	36,7266	0,0764

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 19 août, 4,3402 F contre 4,3272 F le mercredi 14 août 1991.



* Taux calculés par rapport au franc français (base 100) du 23 août 1990.

MATIÈRES PREMIÈRES

Les inconnues de la campagne sucrière

Le cours des événements à Moscou a provoqué, successivement, une forte chute puis une nette reprise des cours du sucre sur les marchés internationaux cette semaine. L'Union soviétique figure, en effet, avec la Chine et l'Inde, parmi les plus gros importateurs mondiaux. L'événement de Mikhaïl Gorbatchev, lundi, avait fait craindre au négociant la suspension des facilités de paiements accordées par les Etats-Unis et les pays européens à Moscou. Or l'URSS achète, bon an mal an, entre 1 et 2 millions de tonnes de sucre sur le marché libre, où les transactions, on le sait, sont libellées en dollars.

La « perte » du client soviétique aurait eu, à n'en pas douter, de lourdes répercussions sur les cours mondiaux. Les échanges internationaux ne portent, en effet, que sur 8 à 10 millions de tonnes par an pour le sucre blanc et sur une dizaine de millions de tonnes pour le roux. Le retour rapide de Mikhaïl Gorbatchev et, avec lui, le rétablissement des concours financiers occidentaux ont certes ramené la confiance sur un marché momentanément déstabilisé. Mais le négociant se garde de tout optimisme rapide. « Il existe un peu partout dans le monde des excédents. Et rien n'indique que l'URSS consacrerait en priorité ses ressources en devises aux achats de sucre », souligne un négociant français.

L'incertitude cubaine

Une des grandes inconnues de la prochaine campagne sucrière (septembre 1991-août 1992) réside dans l'avenir des relations entre Cuba et l'Union soviétique. La Havane, on le sait, fournit une grande partie de sa récolte de sucre roux à Moscou contre du pétrole soviétique, en vertu d'un accord de compensation (« clearing ») renégocié chaque année. Un troc qui, jusqu'à

présent, échappait complètement à la logique du marché mondial. Mais le refroidissement des relations entre les deux capitales a quelque peu modifié les termes de l'échange cette année. Pour la première fois en effet, l'accord soviéto-cubain, qui portait sur 4,4 millions de tonnes, a été établi en fonction des cours mondiaux. D'une des conditions moins favorables pour Cuba. Or selon le négociant, la Havane a toujours su, jusqu'à présent, redistribuer ses exportations vers d'autres pays amis comme la Chine. Mais l'incertitude demeure pour la campagne 1991-1992. D'autant que le gouvernement chinois, en relevant le prix de la canne, incite avec succès les agriculteurs à produire davantage de sucre.

L'inconnue des excédents indiens

On aurait pu imaginer que Cuba, écoulant moins de sucre vers l'URSS, en eût profité pour en vendre sur le marché libre. Or il n'en a rien été. La Havane a toujours su, jusqu'à présent, redistribuer ses exportations vers d'autres pays amis comme la Chine. Mais l'incertitude demeure pour la campagne 1991-1992. D'autant que le gouvernement chinois, en relevant le prix de la canne, incite avec succès les agriculteurs à produire davantage de sucre.

Autre inconnue : les excédents indiens. Le sous-continent a accumulé depuis la saison dernière un stock de sucre d'environ 1 million de tonnes qu'il n'a pas vendu car les cours étaient trop bas. Commentaire d'un négociant : « A chaque fois que les cours remontent, la menace de ventes indiennes pèse sur le marché. » Voilà qui n'incite guère à l'optimisme, en dépit des prévisions du grand courtier britannique Czarnikow faisant état d'un déficit du marché mondial cette saison. Un rapport de Czarnikow table sur un déficit de 740 000 tonnes. La récolte mondiale devrait atteindre

113 millions de tonnes pour une consommation légèrement supérieure. Ces prévisions n'ont toutefois pas apporté de soutien au marché. « Les grands acheteurs sont complètement absents », commente un négociant.

Et il est souvent bien difficile de prévoir les besoins exacts des grands importateurs. Ainsi, selon Czarnikow, l'Ukraine, grande région productrice de sucre, devrait enregistrer une baisse de sa récolte cette saison. Prévision contestée par d'autres négociants, qui soulignent que le climat n'a pas été mauvais cette année. Certains observateurs font également remarquer que les kolchozes peuvent désormais écouler directement une partie de leur production à l'étranger et se procurer ainsi des devises. Comme en Chine, où le gouvernement a relevé le prix des cannes, l'incitation à produire davantage est forte, bien qu'il soit encore impossible de mesurer l'effet de telles mesures.

PATRICK SERVAIN

PRODUITS	COURS DU 23-8
Café (Arabica) Trois mois	1 347 (+25) Livres/tonne
Aluminium (Londres) Trois mois	1 280 (+6) Dollars/tonne
Nickel (Londres) Trois mois	2 895 (+78) Dollars/tonne
Sucre (Prix) Octobre	265 (+4,5) Dollars/tonne
Café (Londres) Septembre	510 (+) Livres/tonne
Cacao (New-York) Septembre	1 021 (+23) Dollars/tonne
Blé (Chicago) Septembre	239 (+1) Cents/bushel
Malt (Chicago) Septembre	240 (+1,5) Cents/bushel
Soy (Chicago) Septembre	181,4 (+4,7) Dollars/bushel

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Nouvelles préoccupations pour la place allemande

Après deux semaines de bouleversement des taux directeurs (aux Etats-Unis, puis en Allemagne), les opérateurs du marché obligataire auraient mérité de souffler un peu. Eh bien non ! Les ondes de choc du coup d'Etat en URSS se sont fait sentir, même si ce fut brièvement, sur les taux d'intérêt. Mais, au total, le bilan du putsch reste globalement positif pour les marchés, notamment pour la place française.

A Paris, le Matif, revenu brutalement de 105,30 la semaine dernière à environ 104 lundi matin, après le laconique communiqué de l'agence Iass, a commencé à se reprendre dès mardi, pour s'élever à la semaine à 105,68. Dans les salles de marchés, l'optimisme prévalait, et de nombreux opérateurs estiment que l'embellie devrait se poursuivre au cours des semaines à venir. La semaine prochaine sera la dernière avant le début de septembre, la préparation du budget et la rentrée syndicale, deux événements qui devraient cette année alimenter le débat naissant sur la relance et pourraient secouer un peu la place financière.

Sur le marché physique, le rendement de l'OFAT dix ans se maintient à 9,04 %, soit pratiquement le même niveau que la semaine dernière. Que la forte hausse du MATIF et la meilleure tenue du franc constatées à partir de mercredi ne donnent pas d'espoir de baisse immédiate des taux d'intérêt, c'est le message qu'a voulu transmettre M. Pierre Bérégovoy, interrogé jeudi 22 août sur RTL. Le ministre a trouvé le temps, entre deux commentaires sur l'URSS, d'indiquer que la baisse des taux d'intérêt en France n'était pas imminente. Mais « au fur et à mesure que le franc se consolide dans le système monétaire européen, notre marge de manœuvre est plus grande », a rappelé le ministre. A bon entendre salut.

Le marché obligataire allemand a été en première ligne dans la crise soviétique. On sait que l'Allemagne est le plus ardent partisan, parmi les pays industrialisés, d'une aide massive à l'URSS. D'aucuns s'in-

quièrent déjà des conséquences sur les finances publiques d'une assistance accrue. Au point que le ministre de l'Economie, M. Jürgen Moellmann, a dû déclarer que l'Union soviétique honorerait ses engagements extérieurs et son homologue des finances, M. Theo Weigel, a dû réaffirmer que l'objectif de déficit du budget fédéral (66 milliards de marks) serait tenu.

A Francfort, contrairement aux autres grandes places, ni le marché boursier ni celui des obligations ne sont revenus à leur niveau d'avant le putsch. Un nouvel élément de fragilité est ainsi apparu sur la place germanique. Après les chiffres de l'inflation (le Monde daté 18-19 août), ce sont les événements en URSS et l'évolution de l'attitude occidentale qui vont être examinés avec la plus grande attention.

Baisse des taux en Espagne

Heureusement, le marché reste pour l'instant convaincu qu'après le relèvement des taux directeurs intervenu le 15 août, une période de stabilité de la politique du crédit s'est ouverte, même si on ne sait combien de temps la Bundesbank choisira de la faire durer. Finalement, le Bund, l'emprunt de référence à dix ans, ne s'est pas trop mal tenu, son rendement atteignant 8,51 % le 23 août contre 8,47 % une semaine plus tôt. La France a pu, à cette occasion, réduire légèrement l'écart entre ses taux et ceux d'outre-Rhin. Mais, avec 50 points de base, il s'agit encore davantage d'une consolidation des acquis de ces derniers mois que d'une nouvelle étape dans la marche vers l'égalisation des taux de part et d'autre du Rhin.

Aux Etats-Unis, le marché, secoué comme tous les autres, s'attend toujours à une diminution du taux de l'escompte. Ou plutôt il l'attendait jusqu'à vendredi, jour où l'annonce d'une très forte augmentation des commandes de biens durables en juillet (+10,7 %) a provoqué une forte chute des obliga-

tions. Le rendement de l'emprunt phare 8 1/8 % à trente ans est remonté à 8,13 %, contre 8,10 % vendredi 16, mais après être tombé jusqu'à 8,05 %.

On ne sait ce que le comité de l'open market de la réserve fédérale, réuni le 20 août pour convoquer les orientations de la politique monétaire, a décidé. Mais les opérateurs, qui spéculent sur une poursuite de l'assouplissement du crédit, pensent maintenant que les responsables de la politique monétaire attendront la publication de statistiques du chômage en août, le 6 septembre.

La seule banque centrale à poursuivre le mouvement de baisse des taux réclamé par les Sept a été, au cours des derniers jours, celle d'Espagne. Anticipé à Madrid, l'assouplissement du crédit a pourtant été très limité, le taux d'intervention passant de 12,75 % à 12,60 %. En mai dernier, la Banque d'Espagne avait été plus audacieuse, ramenant son principal taux directeur de 13,5 % à 12,75 %. Apparemment, la modération de la hausse des prix permet aux autorités monétaires de poursuivre leur politique visant à rapprocher les taux espagnols de la moyenne des taux d'intérêt européens.

Le marché primaire français a repris sa saison d'émissions sur une note agitée. Les deux emprunts de la semaine, CRH (Caisse de refinancement hypothécaire) et Auxiliaire du Crédit foncier se sont bien placés, grâce à la nette remontée du marché qui a suivi l'annonce de la chute des poutchistes. La CRH a lancé, avec des conditions jugées un peu serrées par certains, 1,2 milliard de francs 9,30 % à dix ans, dont le rendement actuel est ressorti à 9,49 %. Quant au Crédit foncier, son émission a également porté sur 1,2 milliard, à huit ans, avec un rendement pratiquement identique de 9,50 %. Un emprunt de La Hénin, ainsi que plusieurs émissions non syndiquées de banques sont attendus pour la semaine prochaine.

FRANÇOISE LAZARE

Alors que les autonomistes serbes gagnent du terrain

La Croatie se prépare à une guerre totale

La Croatie se prépare à une guerre totale contre les autonomistes serbes et l'armée fédérale. Le premier ministre de cette République, M. Franjo Greguric, a appelé la population, vendredi, « à se préparer et à s'organiser pour la défense de l'intégrité et de l'indépendance de la Croatie », tandis que le « gouvernement » des autonomistes serbes de Slavonie (est de la Croatie) a lancé un ordre de mobilisation aux Serbes âgés de 18 à 60 ans.

Selon M. Greguric, « la Croatie ne peut plus affronter l'agression » et doit « changer de stratégie ». « Il n'y a plus qu'une solution, une défense active, nous devons nous y préparer, préparer la population et préparer également les pays étrangers, a-t-il dit au cours d'une conférence de presse, nous n'avons plus le temps d'écouter les discours vides de la présidence fédérale qui ne servent qu'à camoufler l'occupation rampante de la Croatie ».

« La guerre nous attend, qui sera peut-être longue », a déclaré pour sa part le ministre croate de la défense, M. Luka Babić. Il a indi-

qué qu'une partie de l'industrie de la République avait déjà été reconstruite en industrie militaire et fabriquait des mines, des grenades, des lance-roquettes et d'autres armements.

De leur côté, les autonomistes serbes ont accentué leur pression en Slavonie, région à population mixte où la garde nationale croate occupe chaque jour un peu plus de terrain. Les violents combats qui ont débuté il y a une semaine pour le contrôle d'Osijek se poursuivent de façon sporadique dans l'ensemble de la région. Selon la télévision de Zagreb, les avions de l'armée fédérale ont mitraillé, jeudi soir, un barrage de camions à l'entrée du village de Bilje (Slavonie) ainsi qu'un pont sur la Sava, à proximité de la frontière avec la République voisine de Bosnie-Herzégovine.

Les Serbes âgés de dix-huit à soixante ans ayant quitté la Slavonie de l'Est (160 kilomètres de l'ouest de Belgrade) ont été appelés à se mettre dans un délai de huit jours à la disposition des états-majors de défense sur leurs lieux de résidence, a annoncé l'agence Tanjug citant un communiqué du « gouvernement » des autonomistes serbes. Côté croate, l'état-major de la région de Sisak (sud-est de Zagreb) a appelé tous les habitants de la région âgés de dix-huit à cinquante ans à se présenter avant dimanche au siège local de l'état-major de la garde nationale croate.

La présidence collégiale yougoslave, réunie vendredi à huis clos à Belgrade afin d'examiner l'ultimatum croate exigeant que les autorités fédérales « prennent les mesures qui s'imposent » d'ici au 31 août (le



Monde du 24 août), n'a pas pu parvenir à une décision, en raison de ses divisions. Trois membres de la présidence ont rejeté les affirmations du président croate Franjo Tudjman selon lesquelles la Croatie est victime d'une « agression ouverte de la Serbie et de l'armée yougoslave », tandis que deux autres membres y ont souscrit (le septième et huitième étant absents).

M. Tudjman, qui s'est entretenu vendredi à Zagreb avec l'ambassadeur des États-Unis en Yougoslavie, M. Warren Zimmermann, a une

nouvelle fois déclaré que seule l'internationalisation de la crise pouvait ramener la paix dans le pays. Le ministre croate des Affaires étrangères, M. Zvonimir Šeparović, a fait part à l'ambassadeur américain du souhait de la Croatie de voir les États-Unis engager une démarche auprès des Nations unies en vue de la convocation d'une conférence de paix pour le règlement de la crise yougoslave. Il a en outre demandé que les États-Unis envoient des observateurs dans les zones de crise en Croatie. (AFP, Reuters, AP)

Après les violents affrontements des derniers jours

La tension reste vive à Brooklyn entre juifs et Noirs

La répétition des graves violences du début de la semaine entre Noirs et juifs à Brooklyn, dans l'agglomération de New York, a pu être évitée vendredi 23 août, en partie grâce à la présence de deux mille policiers. La tension reste vive, et une nouvelle manifestation de Noirs était prévue pour la soirée de samedi, si le chauffeur juif qui a renversé un enfant noir - accident à l'origine des troubles - n'était pas inculpé d'ici là.

WASHINGTON
correspondance

Deux morts, une centaine de blessés - en majorité des policiers - cent quarante personnes arrêtées, d'innombrables vitrines et fenêtres brisées, tel est le bilan provisoire de trois nuits de violence dans le quartier de Crown Heights du faubourg new-yorkais de Brooklyn. Une pluie de pierres et de bouteilles s'est abattue sur les voitures de la police. M. David Dinkins, le maire de New-York, est venu prêcher sans trop de succès la tolérance entre Noirs et juifs ultra-orthodoxes de la secte des Loubavitch.

Les membres des deux communautés habitent très près les uns des autres et même parfois dans la même rue, mais ils vivent dans deux mondes bien différents et dans un climat d'animosité raciale. Les juifs étaient les premiers arrivés (...). Ils avaient émigré de Russie dans les années 40 et 50. Aujourd'hui, ils sont la minorité (10 %) d'un quartier pauvre mais non déserté de 300 000 habitants.

Les Noirs ont des réactions épi-dermiques. Ils n'aiment pas que, chaque vendredi soir, la veille du sabbat, les pelouses soient envahies par la foule des disciples barbus, vêtus de leur costume traditionnel, du rabbin Schneer qui dirige le mouvement Loubavitch.

Surtout, ils ne veulent pas que des juifs vivent dans une maison relative, d'acheter des maisons pour s'assurer, disent-ils, le contrôle du quartier, d'organiser leur propre police alors que, selon eux, les autorités les protègent. Les juifs orthodoxes répliquent que leurs achats immobiliers ont empêché le déclin du quartier et que, étant minoritaires, ils doivent assurer leur propre protection.

Dans ce contexte, il suffisait d'un simple incident pour mettre le feu aux poudres. Le 19 août dans la soirée, un jeune Noir a été renversé et tué par une voiture. Son conducteur, juif orthodoxe, menacé, a été emmené rapidement par l'ambu-

lance d'une organisation juive. Du coup, les Noirs estiment qu'il s'agit d'une tentative délibérée de le faire échapper à la justice.

Quelques heures plus tard, un étudiant d'une école rabbinique était tué à coups de poignard par des Noirs. Deux cent cinquante membres d'une organisation juive de défense se sont alors mobilisés pour protéger, « par tous les moyens », les membres de la secte, dont les femmes et les enfants n'ont pas s'aventurer dans certaines rues.

Complexes de persécution

La violence a fait naître un complexe de persécution au sein de chacune des deux communautés. Chacun de nombreux affrontements, les Noirs estiment que les juifs les méprisent. Une blanchisseuse affirme que ses clients juifs refusent de lui tendre la main quand elle leur rend la monnaie. Elle n'est pas convaincue lorsqu'on l'assure que, selon leur coutume, les hommes de la secte des Loubavitch n'ont pas le droit de toucher, ne serrent que la main des femmes qui ne pratiquent pas la même religion. De leur côté, les juifs évoquent l'Holocauste et la Nuit de cristal de novembre 1938, lorsque les nazis, dans un vaste pogrome, détruisirent notamment les vitrines des magasins juifs. Plusieurs membres de la secte déclarent avoir été attaqués par des Noirs criant « Heil Hitler » ou encore « Hitler n'a pas fini son travail ».

Des deux côtés, on accuse les autorités de favoriser l'autre communauté. L'appel au calme du maire, qui avait rappelé que les deux communautés avaient au moins en commun d'avoir été, au cours des années, victimes d'oppression, n'a pas encore été tout à fait entendu.

HENRI PIERRE

EN BREF

■ Mort de l'actrice américaine Colleen Dewhurst. - L'actrice américaine Colleen Dewhurst, dont le nom était associé à celui des pièces de dramaturge Eugene O'Neill, est morte jeudi 22 août à New-York, à l'âge de soixante-sept ans. Elle avait obtenu en 1974 le Tony Award de la meilleure actrice pour son interprétation d'une fermière dans la pièce d'Eugene O'Neill, *A Moon for the Misbegotten*. Colleen Dewhurst avait joué dans plusieurs films au cinéma, et notamment dans *Annie Hall* de Woody Allen en 1977. Elle avait aussi tourné dans de nombreuses séries pour la télévision aux États-Unis.

■ BELGIQUE : le roi Baudouin opéré avec succès d'une tumeur. - Le Palais royal a annoncé que le roi Baudouin, soixante ans, a subi, vendredi 23 août dans une clinique de Bruxelles, une opération chirurgicale pour l'ablation de la prostate à la suite du développement récent d'une tumeur maligne. Le communiqué précise que cette proctectomie a pleinement réussi. (AFP)

■ PÉROU : treize et un morts en quarante-huit heures. - Les combats entre la guérilla et les forces de sécurité ont fait treize et un morts et une trentaine de blessés, ont annoncé, vendredi 23 août, les autorités péruviennes. Dix rebelles du Sentier lumineux et quatre soldats

Controverse autour du projet de référendum

Le règlement du conflit au Sahara occidental pourrait être remis en question

Ce n'est pas sans aplomb que le roi Hassan II a cru bon, la semaine dernière, de lancer le défi d'« appliquer rigoureusement » le plan de paix prévu au Sahara occidental. A en croire le souverain chrétien, le Maroc, loin de vouloir faire obstacle au bon déroulement de ce plan, serait tout à fait « adossé » à le mettre en œuvre, « mais à condition que soient respectés le calendrier et les étapes qu'il prévoit ». Si un retard survient, a prévenu le roi, « il ne peut être en aucun cas imputable au Maroc ».

Ces professions de (bonne) foi dissimulent mal l'irritation grandissante des Marocains - partis d'opposition comme ceux qui vivent comme un affront l'idée que l'on puisse mettre en doute la « marocanité » de l'ancien Sahara espagnol. Or c'est bien le sens du référendum d'autodétermination que le programme de l'ONU prévoit d'organiser début 1992.

Rien d'étonnant que les Marocains soient tentés de trahir les pleurs. Voir de menacer. Le ministre d'Etat Ahmed Alaoui n'a pas craint, dans un éditorial publié, jeudi 22 août, dans le quotidien pro-gouvernemental *le Matin du Sahara*, d'accuser la Mission des Nations unies pour le référendum au Sahara occidental (MINURSO) de ne vouloir « qu'une chose : s'installer au Sahara en maître et se substituer à l'administration marocaine ».

En tout état de cause, qu'il s'agisse de l'identification des électeurs qui doivent participer au référendum, ou du cessez-le-feu,

dont l'entrée en vigueur reste théoriquement fixée au 6 septembre, il reste trop de problèmes en suspens pour qu'on puisse espérer cette application « rigoureuse » du plan de l'ONU qu'Hassan II fait mine d'appeler de ses vœux.

Les récentes attaques de l'armée marocaine, lancées contre plusieurs localités du Sahara occidental proches de la frontière mauritanienne, ont encore envenimé les choses. Vendredi, le Front Polisario a accusé le Maroc d'avoir « engagé une opération de grande envergure contre la localité de Bir Lahlou ». Passant outre ces déclarations, Rabat n'a pas hésité à enfoncer le clou, reconnaissant bien volontiers que son armée menait « méthodiquement des actions de nettoyage et de nettoyage dans le no man's land situé entre le mur de défense et le tracé frontalier » du Sahara occidental. « Ces opérations de police », qui ont commencé début août, « ne sont, en aucun cas, des opérations de grande envergure », ont précisé, vendredi, les autorités militaires.

Les dirigeants de l'organisation sahraouie, qui ont beau jeu d'accuser le Maroc d'« user de manœuvres dilatoires » pour empêcher la tenue du référendum, devraient raconter, lundi, à Genève, le secrétaire général de l'ONU. Le mandat de M. Javier Perez de Cuellar, qui a fait preuve de beaucoup de patience et de sénéclité dans la gestion de ce dossier, se termine en décembre. Son successeur aura-t-il la même optimisme ? CATHERINE SIMON

Une tentative de coup d'Etat aurait été déjouée au Soudan

Le commandement général des Forces armées soudanaises a récemment fait échouer une tentative de coup d'Etat et a arrêté ses auteurs, a déclaré, vendredi 23 août, un porte-parole de la junte militaire, confirmant ainsi des informations diffusées auparavant par l'agence égyptienne MENA et les milieux de l'opposition soudanaise au Caire.

Selon l'agence officielle soudanaise SUNA, « dix militaires d'active ainsi que des officiers à la retraite » et quelques « civils » dont le nom n'a pas été divulgué ont été arrêtés. Le communiqué dénonce « la complicité et le financement de certaines forces étrangères ». Les

civils accusés sont membres de la direction du parti Umma et du Parti unioniste démocrate, selon MENA. Un ancien officier soudanais, appartenant à la branche militaire de l'opposition soudanaise basée au Caire, avait accusé jeudi la junte au pouvoir à Khartoum depuis 1989 « de monter » ces informations sur un complot « pour justifier une nouvelle purge au sein de l'armée ». Il s'agit, d'après lui, d'une opération similaire à l'épuration effectuée en avril 1990, lorsque vingt-huit officiers, accusés d'appartenir à une tentative de coup d'Etat, avaient été exécutés après des jugements sommaires. (AFP)

Réduction des pouvoirs du président Eyadéma au Togo

Les délégués à la conférence nationale, réunis depuis le 8 juillet, ont décidé, jeudi 22 août, de transférer l'essentiel des prérogatives du chef de l'Etat, le général Gnassingbé Eyadéma, au futur « premier ministre de la transition ». Ce dernier, qui doit, en principe, être élu à l'issue de la conférence, sera chargé de gouverner le pays jusqu'en juin 1992, date prévue pour l'élection présidentielle. Il dirigera l'armée et représentera le Togo à l'étranger. Comme au Congo, l'actuel chef de l'Etat assumera la responsabilité (symbolique) de « garantir l'indépendance et de l'unité nationale ».

Cette décision a été très mal accueillie par les militaires. Le ministre de la défense, le général Yao Ameyi, a réaffirmé l'attachement de l'armée au chef de l'Etat et son soutien impitoyable de le voir « maintenir dans ses prérogatives ». Les militaires ne ménageront « aucun effort pour prévenir les troubles et les risques de guerre civile qui se profilent à l'horizon », a-t-il prévenu. (AFP, AP, Reuters)

L'ONU « préoccupée » par la situation des droits de l'homme en Iran et au Koweït

La sous-commission des droits de l'homme de l'ONU, réunie en session à Genève, s'est déclarée, vendredi 23 août, « préoccupée » par la situation des droits de l'homme en Iran et au Koweït. Elle affirme notamment, à propos de l'Iran, être « inquiète de constater que le nombre des exécutions officiellement annoncées pour les sept premiers mois de 1991 est trois fois plus élevé que le chiffre total pour la période correspondante de 1990 ».

Au sujet du Koweït, la sous-commission fait état, « d'après des informations dignes de foi, d'arrestations arbitraires, d'actes de torture, de poursuites judiciaires injustes et peut-être de cas d'exécutions extrajudiciaires ». Cet organisme de l'ONU a, en outre, rappelé la résolution adoptée en mars dernier par la Commission des droits de l'homme qui condamnait énergiquement les violations commises pendant l'occupation du Koweït. (AFP)

L'ESSENTIEL

VOYAGE AVEC COLOMB

23. Le marnement du paradis..... 2

ÉTRANGER

Les bouleversements en URSS après l'échec du coup d'Etat..... 3 à 7

POLITIQUE

Jeunes rocardiens Une déclaration de guerre à M. Fabius..... 8

SOCIÉTÉ

L'assassinat de Chapor Bakhtiar La France demandera à la Suisse l'extradition d'Ali Rad Vakil..... 8

Agressions à Brighton Plusieurs étudiants étrangers attaqués par des loubards sur la côte sud de l'Angleterre..... 8

Traitement de la mucoviscidose Des progrès dans la lutte contre cette maladie d'origine génétique..... 9

SPORTS

Athlétisme Ouverture des championnats du monde à Tokyo..... 9

CULTURE

Chez les peintres Jean-Pierre Pincemin : recommencer l'Histoire..... 11

ÉCONOMIE

La protection médicale aux États-Unis 37 millions d'Américains mal couverts contre le risque maladie..... 13

Privatisation en Hongrie Un obstacle : les incertitudes sur le droit de propriété..... 13

Le renforcement des fonds propres de la CSEE Quelque, devenu premier actionnaire de la Compagnie des signaux, va garantir l'augmentation de capital..... 14

Revue des valeurs Crédits, changes, grands marchés..... 15

Services

Abonnements..... 9
Cartes..... 10
Météorologie..... 10
Mots croisés..... 9
Télévision..... 10
Spectacles..... 12

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 24 août 1991 a été tiré à 547 347 exemplaires.

RADIO

EUROPEAN SOVIET

Moscou

Moscou

Moscou

Moscou

Moscou

Moscou

Moscou

Moscou

Moscou

Moscou

Moscou

Moscou

Moscou

Moscou

Moscou

Moscou

Moscou

Moscou

Moscou

Moscou

Moscou

Moscou

Moscou

Moscou

Moscou

Moscou

Moscou

Moscou

Moscou

Moscou

Moscou

Moscou

Moscou

Moscou

Moscou

Moscou

Moscou

Moscou

Moscou

Moscou

Moscou

Moscou

Moscou